3,60€ lundi 26 août 2024 LE FIGARO – N° 24 884 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MEDEF

PATRICK MARTIN : « SI LE PROGRAMME DE LFI ÉTAIT APPLIQUÉ, CE SERAIT INSUPPORTABLE POUR LE PAYS » PAGE 22

VOILE

TRENTE-SEPT NAVIGATEURS À L'ASSAUT DE LA SOLITAIRE DU FIGARO PAPREC PAGE 12



Matignon : sous la pression de Mélenchon, Macron temporise

Après le coup tactique des Insoumis, qui ont ouvert la porte à un soutien sans participation à un éventuel gouvernement NFP, le chef de l'État prévoit de nouvelles consultations.

À chaque week-end son coup de poker. Après avoir menacé Emmanuel Macron de destitution s'il ne nommait pas Lucie Castets à Matignon, Jean-Luc Mélenchon évoque désormais l'hypothèse d'un soutien sans participation à un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP). Objectif : accentuer la pression sur les macronistes, qui refusaient jusqu'alors la possibilité d'une cohabitation avec des ministres issus de LFI. Plusieurs responsables du bloc central, à l'image de Laurent Marcangeli (Horizons) dans nos colonnes, insistent désormais sur les dangers du programme du NFP, largement influencé par les positions mélenchonistes. Le chef de l'État, lui, temporise : plusieurs consultations sont encore au programme ce lundi.

→ LE WEEK-END OÙ LUCIE CASTETS A JOUÉ SON VA-TOUT → UN PRÉSIDENT TROP STATIQUE FACE À UN INSOUMIS TRÈS TACTIQUE → LAURENT MARCANGELI : « S'IL ÉTAIT MIS EN ŒUVRE, LE PROGRAMME DU NFP PROVOQUERAIT UNE CRISE » → MARINE TONDELIER JUGE L'OFFRE DE MÉLENCHON « COURAGEUSE » → L'APPEL DE LAURENT WAUQUIEZ À REBÂTIR UNE « NOUVELLE DROITE, DE FOND EN COMBLE » → LE RN ENTAME SA RENTRÉE APRÈS UN ÉTÉ DISCRET PAGES 2 À 4



PASCAL GUYOT/AFP

L'attentat contre la synagogue de La Grande-Motte, symbole de la montée de l'antisémitisme en France

L'attaque de samedi, perpétrée par un Algérien en situation régulière, portant un drapeau de la Palestine, illustre les quatre à cinq faits de violence qui visent chaque jour, depuis le 7 octobre, les Français de confession juive. PAGE 6 ET L'ÉDITORIAL

Spectaculaire attaque « préventive » d'Israël contre le Hezbollah

Israël a lancé de multiples frappes aériennes tôt dimanche matin contre le Liban, affirmant avoir déjoué une attaque à grande échelle du Hezbollah, tandis que la milice chiite libanaise s'est prévalue du lancement de centaines de drones et de roquettes sur son territoire. Armé et financé par l'Iran, qui est l'ennemi juré d'Israël, le Hezbollah avait menacé de riposter après la mort d'un de ses chefs militaires, Fouad Chokr, tué le 30 juillet dans une frappe de l'État hébreu près de Beyrouth.
PAGE 8

L'ÉTÉ DU FIGARO

RÉGIS DEBRAY OU LES ILLUSIONS PERDUES DE LA GAUCHE

ÉPISODE 1 : « RÊVEUSE BOURGEOISIE »
PAGE 18

CES RICHES EXTRAVAGANTS VENUS D'AILLEURS

LA RUSSE MILANA KOROLEVA, JAMAIS SANS SON SHOPPING…
PAGE 20

JEUX D'ÉTÉ PAGE 15

TERRORISME

L'Allemagne sous le choc après un nouvel attentat au couteau
PAGE 9

TELEGRAM

La retentissante arrestation de Pavel Dourov à Paris PAGE 10

CHAMPS LIBRES

• La tribune de Jérémie Gallon
• L'analyse de Jean-Pierre Robin
PAGE 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :
Nomination du premier ministre : Emmanuel Macron doit-il écarter la candidature de Lucie Castets ?

NON	OUI
12 %	88 %

VOTANTS : 294 957

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Emmanuel Macron doit-il nommer un gouvernement dirigé par Lucie Castets sans ministre LFI ?

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO ; ALEXIS COURCOUX

ÉDITORIAL par Yves Thréard

Ne baissons jamais la garde

La France vient de célébrer les 80 ans de la libération de Paris. Pour notre pays et l'Europe, une page allait alors se tourner. La guerre, les horreurs du nazisme, les camps de la mort, où 6 millions de Juifs ont péri : plus jamais ça, disait-on. Certes, l'histoire ne se répète pas, mais les démocraties sont toujours autant exposées à la haine. Ce week-end, l'organisation État islamique a revendiqué le carnage qui a ensanglanté la fête d'une petite ville située près de Düsseldorf. L'attentat a été commis par un réfugié syrien pour *« venger les musulmans en Palestine et ailleurs »*, selon Daech. L'antisémitisme, quant à lui, n'a jamais disparu, trouvant de nouveaux motifs d'expression. Notamment en France, où le nombre d'actes antijuifs explose. Une tragédie a été évitée de justesse samedi matin à La Grande-Motte. Un Algérien, keffieh sur la tête et drapeau palestinien autour de la taille, a mis le feu à une synagogue.

Pour expliquer ces flambées de violence, on parle de l'importation du conflit au Proche-Orient entre Israël et le Hamas. Celui-ci n'y est pas étranger, mais l'antisémitisme et le rejet de l'Occident n'ont pas attendu la réplique israélienne aux massacres du 7 octobre pour se manifester. L'Europe et la France sont défiées dans leurs valeurs, attaquées dans leur chair depuis des années. Avec la radicalisation du monde arabo-musulman et grâce aux réseaux sociaux, l'islamisme se propage à grande vitesse. Il trouve facilement des agents pour sa promotion. Ainsi la championne olympique du marathon, réfugiée aux Pays-Bas, mais dûment voilée à la face du monde pour monter sur le podium. S'ajoute à cette internationale de l'islamisme le jeu dangereux de certains responsables politiques, comme Jean-Luc Mélenchon. Le chef de La France insoumise, incapable d'employer le mot « juif » pour déplorer l'incendie criminel de La Grande-Motte, qualifie l'antisémitisme de *« résiduel »* et voit, dans le Hamas, un simple mouvement de résistance. Sous couvert d'antisionisme, il porte une immense responsabilité dans la montée des périls. Islamisme radical et islamo-gauchisme partagent le même projet subversif : déstabiliser la France et l'Europe. Face à eux, ne baissons jamais la garde. ■

> Face à l'islamisme radical et à l'islamo-gauchisme



M 00108 - 826 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

Entre Macron et Mélenchon, poker menteur pour Matignon

Tristan Quinault-Maupoil

Le président va entamer sa semaine par de nouvelles consultations. Les discussions se concentrent autour du coup tactique de LFI, prêt à ne plus participer à un gouvernement NFP.



Avant même de recevoir, lundi à l'Élysée, Marine Le Pen et son allié Éric Ciotti ainsi que les présidents des Chambres, Gérard Larcher et Yaël Braun-Pivet, Emmanuel Macron anticipe la nécessité de convoquer un nouveau cycle de consultations dès le lendemain. Preuve que la recherche d'un remplaçant à Gabriel Attal se fait à petits pas. Le nouveau gouvernement *«stable»* que le président de la République veut mettre sur pied est pour l'heure prisonnier des contingences partisanes. Sûrement le chef de l'État partagera avec les Français un point d'étape lundi soir, par une expression dont la forme n'était pas tranchée en fin de week-end.

La courtoisie des échanges, vendredi dernier, avec la gauche du Nouveau Front populaire (NFP) puis Les Républicains n'a pas rendu le paysage politique plus lisible. Les positionnements déjà connus des forces en présence à l'Assemblée nationale ont été réaffirmés. Il a fallu attendre une déclaration de Jean-Luc Mélenchon, samedi sur TF1, pour entrevoir une évolution dans le jeu politique.

En suggérant un gouvernement NFP sans participation des Insoumis, venait-il de faciliter la tâche de Lucie Castets ? La candidate désignée par la gauche pour le poste de premier ministre le sait : elle est sous la menace d'une censure immédiate des autres députés au nom du vif rejet que suscite LFI. *«Le gouvernement de Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure ?»*, a demandé l'ancien candidat à la présidentielle aux représentants du bloc central, en marge de la rentrée de sa famille politique à Valence (Drôme). *«Si vous nous répondez non, on dira que les ministres Insoumis, en fait, sont un prétexte. C'est du programme dont vous ne voulez pas»*, a-t-il ajouté.

> **« Le prétexte de la présence de ministres LFI n'existe plus. On attend maintenant la réponse de tous ceux qui pensaient avoir trouvé là un moyen de rejeter en bloc le NFP »**
>
> **Olivier Faure**
> Premier secrétaire du PS

«Un coup tactique», grince dans nos colonnes Laurent Marcangeli, le patron des députés philippistes d'Horizons. Lequel précise que c'est bel et bien le programme de Jean-Luc Mélenchon, partie intégrante de celui du NFP et défendu par Lucie Castets, qui pose problème. Coup de bluff ou non, Jean-Luc Mélenchon a pris tout le monde de court. Encore vendredi, lors du rendez-vous entre la gauche et Emmanuel Macron, Lucie Castets avait réaffirmé au chef de l'État qu'un gouvernement du Nouveau Front populaire sans Insoumis n'était pas négociable. Les partis reçus ensuite, de LR à Renaissance, avaient réaffirmé leur intention de censurer un tel attelage. *«Le prétexte de la présence de ministres LFI n'existe plus. On attend maintenant la réponse de tous ceux qui pensaient avoir trouvé là un moyen de rejeter en bloc le NFP»*, s'est empressé de rétorquer Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, sur X (ex-Twitter). Tandis que Lucie Castets a salué devant la presse *«une position courageuse»*. Les macronistes, qui cherchent depuis sept semaines à justifier la mise à l'écart du bloc arrivé en tête des élections législatives anticipées, ont surtout répondu par l'indifférence. Par crainte, notamment, d'apparaître comme les responsables du blocage politique.

Dimanche, lors de son ascension annuelle du mont Mézenc (Haute-Loire), Laurent Wauquiez n'est pas revenu spécifiquement sur la suggestion de Jean-Luc Mélenchon. La France insoumise est *«sans doute le plus grand danger politique pour notre pays»*, a-t-il insisté. *«C'est notre responsabilité et nous l'assumerons : nous ferons barrage à LFI»*, a promis le président des députés LR. Très probablement Marine Le Pen et Éric Ciotti tiendront un propos semblable devant Emmanuel Macron lundi. Quant à l'aile gauche du parti présidentiel, qui rêve de travailler avec la gauche hors LFI, elle est restée silencieuse. Une absence de consensus qui hypothèque de fait les chances de Lucie Castets à s'installer Rue de Varenne.

«Jean-Luc Mélenchon n'est ni chef de parti ni élu. C'était une vraie fausse proposition», balaie-t-on à l'Élysée pour passer à autre chose. *«Si une personnalité ne dégage pas de majorité contre elle, ça peut s'accélérer mardi»*, espère-t-on autour d'Emmanuel Macron. *«Il veut aller assez vite pour des raisons démocratiques. Il faut un gouvernement qui corresponde au vote des Français, qui ont exprimé le souhait d'un changement de politique et de visages»*, souffle-t-on autour de lui, sans en dire davantage du profil qu'il choisira. Le refus des socialistes de se dissocier du NFP pourrait handicaper les chances de discrets prétendants de gauche prêts à travailler avec les macronistes. De l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve au maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, dont les noms sont régulièrement cités.

Au sein de l'arc central, c'est principalement vers la droite que certains entrevoient une issue favorable. *«Je sais qu'ils ont une vision pour le pays qui n'est pas très éloignée de la nôtre à Horizons»*, argue Laurent Marcangeli. Laurent Wauquiez s'est abstenu, dimanche, de viser la macronie dans son discours de rentrée. Lors de leur échange avec le chef de l'État, les représentants de LR ont toutefois rappelé leur ligne : un soutien à plusieurs textes sans participation gouvernementale. Emmanuel Macron a exprimé son intérêt. Jusqu'à puiser dans les rangs de la droite le nom de son prochain chef du gouvernement ? De Xavier Bertrand à Jean-Louis Borloo en passant par Valérie Pécresse, les hypothèses se multiplient. Mais le goût d'Emmanuel Ma-

Le week-end où Lucie Castets a joué son va-tout

Pierre Lepelletier

Dans un TGV qui file vers Montpellier ce vendredi après-midi, Fabien Roussel attend Lucie Castets au wagon-bar. Après la rencontre du Nouveau Front populaire (NFP) à l'Élysée un peu plus tôt dans la matinée, les deux sont montés dans le même train pour rejoindre les universités d'été du Parti communiste. L'occasion de faire le bilan, d'en tirer les conséquences. L'épreuve n'était pas mince. La candidate du NFP pour Matignon devait marteler à Emmanuel Macron, les yeux dans les yeux, qu'il n'avait d'autre choix que de la nommer première ministre après la première place de la coalition de gauche aux législatives.

Dire qu'il y a à peine plus d'un mois, la directrice des finances et des achats de l'hôtel de ville de Paris pensait qu'elle passerait ses vacances en Italie… Les dirigeants des quatre partis du Nouveau Front populaire ont contrarié ses plans en se mettant d'accord, à la surprise générale, sur son nom pour Matignon après des jours et des jours de négociations. Son profil issu de la société civile et son combat pour les services publics avaient séduit. Même si, en réalité, lorsque Olivier Faure a évoqué Lucie Castets dans le huis clos des discussions, la plupart des cadres du NFP ont pris un air étonné, au point de demander : *«C'est qui ?»*.

Toujours est-il que, vendredi matin, les mêmes - les chefs de parti et les présidents des groupes parlementaires - l'écoutaient dérouler son argumentaire devant le chef de l'État, à l'Élysée. Tous s'étaient accordés en amont pour que seule Lucie Castets défende la coalition. *«Emmanuel Macron faisait sans doute le pari que ce serait la cacophonie entre nous alors que nous sommes extrêmement soudés. Clairement, il nous a sous-estimés, encore une fois»*, estime Marine Tondelier, la secrétaire nationale des Écologistes. La rencontre a donc rapidement tourné au face-à-face. Le chef de l'État, qui ne la connaissait pas, a enchaîné les questions pointilleuses, notamment sur la Corse et la Nouvelle-Calédonie. *«C'était le grand oral de l'ENA»*, raille un des participants. *«Lucie a fait un sans-faute. Elle était impeccable, imprenable. On a senti Emmanuel Macron bluffé»*, salue Marine Tondelier.

Trouver des majorités «texte par texte»

Lucie Castets a, elle, assuré au président que son gouvernement abrogerait la réforme des retraites et augmenterait les impôts des plus riches, tout en lui certifiant qu'elle était capable de trouver des majorités *«texte par texte»* à l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron l'a notamment interpellée sur la présence, ou non, de ministres Insoumis dans son gouvernement, rappelant que la plupart des autres partis politiques en avaient déjà fait une ligne rouge absolue. Non négociable, a répliqué Lucie Castets, rappelant que des candidats LFI s'étaient désistés au second tour des élections législatives pour permettre l'élection de macronistes pour *«faire barrage»* au RN. *«Elle a du cran»*, se félicite Patrick Kanner, président du groupe PS au Sénat.

Tout au long de sa tournée des rentrées de la gauche, qui a débuté jeudi, à Tours, aux Journées d'été des Écologistes, la candidate à Matignon a rappelé que le NFP n'était pas à vendre *«à la découpe»*. *«Le président de la République s'est présenté non pas comme un arbitre, comme le prévoit la Constitution, mais plutôt comme un sélectionneur qui semble vouloir composer lui-même son gouvernement à la place du futur premier ministre»*, a déploré Lucie Castets devant les militants communistes vendredi soir, à Montpellier. À côté d'elle, Fabien Roussel embraye : *«Hier, c'est parce que nous étions communistes. Aujourd'hui, c'est parce que nous sommes Insoumis. Demain, c'est parce que nous serions écologistes. La réalité, c'est qu'ils ne veulent pas de changement.»*

Avec son plongeon dans le grand bain de la politique, Lucie Castets a aussi découvert de l'intérieur comment se fomentent les coups de billard. Peu avant d'arriver samedi après-midi à Valence, où étaient organisés les Amfis de La France insoumise, la haute fonctionnaire reçoit un coup de téléphone. Au bout du fil : Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI. Ce dernier lui annonce que Jean-Luc Mélenchon va soumettre, au «13 Heures» de TF1, l'idée d'un gouvernement NFP sans Insoumis, pour mettre sous pression le camp macroniste. Devant la presse, Lucie Castets salue une *«position courageuse»* de LFI, répétant malgré tout que, pour elle, *«les quatre forces du Nouveau Front populaire»* avaient *«vocation à gouverner»*.

Au milieu des militants mélenchonistes, la représentante du NFP est également revenue sur la menace très critiquée, y compris à gauche, des responsables de LFI qui prônent la *«destitution»* par voie parlementaire du président, s'il ne nommait pas Lucie Castets à Matignon. *«C'est Emmanuel Macron qui nous a mis dans cette situation. C'est fort de café de reprocher aux partis de trouver des moyens institutionnels pour sortir de cette situation»*, a-t-elle répondu, sous les applaudissements des militants. Selon elle, la motion de censure reste néanmoins le moyen *«le plus simple, le plus accessible»* pour en finir avec la politique du chef de l'État. Même si elle n'exclut pas, in fine, de soutenir l'idée d'une destitution *«si la question se pose»*.

Bien qu'elle soit loin d'être nommée première ministre, Lucie Castets aura malgré tout en un mois réussi à faire consensus au sein des quatre partis de gauche du NFP. *«J'essaie de jouer un rôle de trait d'union»*, explique-t-elle. Comme un petit exploit à gauche, alors que les quatre forces restent marquées par de lourdes divergences idéologiques et des tensions interpersonnelles. *«Ce n'est pas plus mal qu'elle soit inconnue, sans passif avec les uns ou les autres»*, en conclut une députée écologiste. *«Elle a un profil à la Jaurès : réformiste et révolutionnaire. Elle est aussi calme, posée, ce qui permet de faire consensus. Cela doit nous faire réfléchir»*, propose une députée du NFP, pour dépeindre, en creux, une figure opposée à celle de… Jean-Luc Mélenchon. ■



RAPHAEL LAFARGUE/ABACAPRESS

«J'essaie de jouer un rôle de trait d'union», explique Lucie Castets, qui participe aux quatre universités de gauche *(ici, samedi, à Chateauneuf-sur-Isère, pour les Amfis de La France insoumise).*



cron pour les profils inattendus élargit le champ des supputations.

Pour finaliser son choix, le président cherchera en ce début de semaine à s'assurer de l'attitude des différents groupes parlementaires, en particulier à l'aune de la prochaine discussion budgétaire de l'automne. Sans se faire d'illusion sur la longévité du prochain gouvernement, le camp présidentiel espère au moins pouvoir traverser sans encombre l'examen du budget 2025. Les échanges avec la droite ont parfois été jugés peu fiables par le camp présidentiel, après des déconvenues lors de la réforme des retraites puis de la loi immigration. La multiplication des chapelles au sein des groupes politiques ne facilite pas davantage les choses aujourd'hui. ■

Emmanuel Macron, à la préfecture de police de Paris, le 12 août. Jean-Luc Mélenchon, aux Amfis de La France insoumise, samedi, près de Valence. ALAIN JOCARD / AFP, LAETITIA NOTARIANNI / HANS LUCAS VIA AFP



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

Un président trop statique face à un Insoumis très tactique

Alors qu'il devrait être le maître du jeu, Emmanuel Macron ne sait toujours pas qui il peut nommer à Matignon. Alors que beaucoup, même dans son camp, le voudraient hors jeu, Jean-Luc Mélenchon prend un malin plaisir à modifier l'énoncé du problème. Le contraste est saisissant entre les deux hommes : le chef de l'État s'en remet à une *« décantation »* de la réflexion des forces politiques quand le patron des Insoumis jette des pavés de la mare ; le président de la République consulte tout le monde, mais ne met aucune proposition sur la table, tandis que le fondateur de LFI ne consulte personne mais oblige tout le monde – partenaires comme adversaires – à réagir à ses initiatives.

A priori, Mélenchon peut sembler difficile à suivre. Il y a une semaine, dans *La Tribune dimanche*, il brandissait la menace d'une destitution du chef de l'État, agaçant les autres acteurs du Nouveau Front populaire s'efforçant de se montrer conciliants pour imposer à Macron le choix de Lucie Castets. Le voilà désormais apparemment disposé à renoncer à des portefeuilles de ministres pour les siens, au moment même où, à l'Élysée, les autres figures du NFP prévenaient que la présence au gouvernement de tous les partis de gauche, sans exclusive, était non négociable.

Dynamiteur ou facilitateur, Mélenchon ? Depuis le Petit Chaperon rouge, on sait que le grand méchant loup peut tromper son monde. Le vétéran de la vie politique a plus d'un tour dans son sac. Il rappelle à ses alliés qu'il garde le pouvoir d'ouvrir le jeu ou de le bloquer. Et il oblige le chef de l'État à ne pas s'abriter derrière la simple menace d'une censure anti-LFI pour refuser de donner les clés de Matignon à la gauche. Au-delà de l'étiquette d'épouvantail, voilà le camp macroniste contraint d'expliciter en quoi le projet global du Nouveau Front populaire serait un danger pour le pays.

Alors que le dénouement de ce long feuilleton post-dissolution est attendu cette semaine, Jean-Luc Mélenchon semble donner une leçon de politique à Emmanuel Macron. Quand tout est figé, il n'est pas d'autre solution que le mouvement. Le coup tactique de l'Insoumis révèle l'approche trop statique du chef de l'État. La faiblesse du président est là : depuis le soir du second tour des législatives, il n'a su ni changer la donne ni faire bouger qui que ce soit. Sur le fond, il en est réduit à répéter qu'il faut que les supposés « républicains » de tous bords acceptent de construire des compromis. Sur la forme, il en est réduit à rééditer sans fin les « formats Saint-Denis ». Le problème du président de la République est d'être dépendant du bon vouloir des autres pour corriger ses propres erreurs. Car si au soir des européennes, à la précipitation de la dissolution, il avait préféré la *« décantation »* dont il s'est donné le temps après les législatives, il n'aurait pas perdu sa majorité relative. Et si son camp, Gabriel Attal en tête, ne s'était pas fait le héraut d'un « front républicain » intégrant LFI, il ne se serait pas retrouvé face à une gauche pouvant se poser en coalition la plus nombreuse à l'Assemblée. Avec un Mélenchon jouant les arbitres des élégances. ■

Laurent Marcangeli : « S'il était mis en œuvre, le programme du NFP provoquerait une crise »

Laurent Marcangeli est député de Corse-du-Sud et président du groupe Horizons et Indépendants.

LE FIGARO. - Jean-Luc Mélenchon a suggéré que le Nouveau Front populaire pouvait former un gouvernement sans participation des Insoumis. Est-ce une proposition de nature à débloquer la situation politique ?

LAURENT MARCANGELI. - Il s'agit d'un coup tactique dont il n'avait même pas informé ses partenaires du NFP. Je veux quand même rappeler que la nomination d'un premier ministre est une prérogative qui n'appartient qu'au président de la République. Il le fera en fonction des soutiens dont une personnalité disposera pour un gouvernement le plus stable et solide possible. Chez Horizons, nous continuons de penser que cet ensemble est celui qui va de la droite républicaine aux sociaux-démocrates ne voulant pas engager le pays dans le programme du NFP. Nous avons toujours dit notre opposition presque totale aux grandes lignes qu'ils défendent. C'est un programme qui, s'il était mis en œuvre, provoquerait une crise. Je réponds donc à Jean-Luc Mélenchon que nous nous y opposerons avec tous les instruments que la Constitution nous offre.

Un gouvernement du NFP sans participation de LFI s'exposerait donc à une censure des députés du groupe Horizons ?

Si Mme Castets était nommée et qu'elle concertait l'ensemble des présidents des groupes parlementaires avant son discours de politique générale, je lui demanderais quels sont les grands axes de celui-ci. Si c'est le programme du NFP, et rien que le programme du NFP, alors il appartiendra aux députés qui ne s'y reconnaissent pas de prendre leurs dispositions. Cela peut passer par le vote d'une motion de censure. C'est d'ailleurs ce qu'a fait la Nupes avant tous les discours de politique générale précédemment.

Avant de rencontrer le président de la République, Lucie Castets a dit être « prête à construire des coalitions ». Doutez-vous de ce discours d'ouverture ?

Il faudra juger sur pièces si elle devenait première ministre. Plutôt que de parler de l'incarnation, je préfère aujourd'hui parler des grandes orientations qu'attend notre pays. Quelle ligne pour la loi de finances ? Quelle ligne pour l'énergie ? Je doute que le NFP souhaite poursuivre le programme nucléaire que nous avons mis en route. Quelle vision pour nos services publics, notre sécurité, pour l'immigration et la justice ? Pour notre politique étrangère ? A priori sur tous ces sujets, nous sommes très éloignés.

Les partis qui se situent dans l'arc que vous imaginez pouvoir constituer un gouvernement, de la droite à la gauche sociale-démocrate, ont participé vendredi à des consultations à l'Élysée. Avez-vous l'impression que les choses ont évolué ?

Nous sommes moins dans le brouillard qu'avant ce cycle de discussions. Le soutien sans participation évoqué par la droite républicaine est une évolution notable. Mais j'insiste : si personne ne sort de la logique de bloc, rien ne sera possible. Je regrette que nos collègues de la droite républicaine ne souhaitent pas contrer la tentative de formation d'un gouvernement par le NFP, alors qu'ils pourraient participer à un pacte de stabilité et de responsabilité. Je constate avec amertume que seuls les groupes et partis du bloc central sont aujourd'hui prêts à s'ouvrir vers d'autres pour s'inscrire dans cette logique. Face au péril de la paralysie, il faut se mettre à la hauteur des enjeux.

Vous enjoignez aux Républicains de reconsidérer leur position afin de travailler avec vous et barrer la route au NFP ?

Je les connais, j'ai travaillé avec eux. Je sais qu'ils ont une vision pour le pays qui n'est pas très éloignée de la nôtre à Horizons. Une voie est possible pour un contrat gouvernemental afin de stabiliser la vie politique. On ne peut pas se permettre d'entrer dans un tunnel de gouvernements renversés. Ce serait prendre le risque d'une crise financière majeure. Il faut sortir de ce déni et s'élever au-dessus des intérêts partisans.

Vendredi, les partis du bloc central sont arrivés en ordre dispersé à l'Élysée, quand ceux du NFP ont affiché leur unité. Assumez-vous de faire bande à part ? Participerez-vous à des événements de rentrée communs ?

Nous sommes partis sous nos propres couleurs pendant la campagne électorale. Ce n'est pas antagoniste avec nos partenaires de Renaissance et du MoDem. Nos rentrées parlementaires se feront au même moment, il sera difficile d'être présents à toutes. Mais nous voulons que le pays fonctionne. À l'Élysée, nous avons défendu vendredi la même ligne politique.

Serez-vous présent, comme l'année dernière, à la rentrée politique de Gérald Darmanin à Tourcoing le 15 septembre ?

C'est un ami. Si je suis disponible, pourquoi pas. Il fait partie des personnalités politiques qui comptent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR T. Q.-M.

Marine Tondelier juge l'offre de Mélenchon « courageuse »

Éloïse Cimbidhi

Les *« consultations »* lancées vendredi avec le Nouveau Front populaire par Emmanuel Macron s'achèvent lundi. De quoi intensifier la pression exercée par la gauche pour nommer un premier ministre. Invitée du « Grand Jury RTL-Le Figaro-Public Sénat » ce dimanche, Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, a ainsi dénoncé *« l'obstruction au changement »* orchestrée par le chef de l'État, lequel *« ne reconnaît pas sa défaite »*, selon elle. Pourtant, reçus vendredi à l'Élysée, les représentants du NFP, accompagnés de leur candidate pour Matignon Lucie Castets, s'étaient dits *« extrêmement satisfaits »* de leur entretien présidentiel. *« J'ai dit à Emmanuel Macron (...) que je choisissais de voir de façon extrêmement favorable le fait qu'il nous ait reçus en premier dans l'ordre protocolaire, qu'il nous ait reçus ensemble, qu'il ait accepté que Lucie Castets soit présente. J'ai choisi d'y voir le fait qu'il cheminait vers cette hypothèse »*, a assuré Marine Tondelier dimanche.

Autre satisfaction de la conseillère municipale d'Hénin-Beaumont, la sortie surprise samedi au 13h de TF1 de Jean-Luc Mélenchon, qu'elle a jugée *« intelligent(e) et courageu(se) »*. Alors que la présence d'Insoumis au gouvernement symbolise une ligne rouge pour la plupart des partis politiques, le leader de La France insoumise (LFI) a ouvert la voie à une équipe gouvernementale du NFP sans ministres issus de ses troupes. *« Le gouvernement de Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure ? »*, a-t-il interrogé le bloc central. Avant d'ajouter : *« Nous ne serons jamais du côté du problème. Nous serons toujours du côté de la solution. »* Une façon de laisser entendre que les mélenchonistes pourraient se mettre en retrait pour garantir le succès d'un gouvernement de gauche.

« On va arrêter de dire que c'est nous le problème »

Marine Tondelier veut d'ailleurs y voir *« la preuve que (Jean-Luc Mélenchon) est bien plus ouvert et constructif que celles et ceux qui nous donnent des leçons de morale »*. *« On va arrêter de dire que c'est nous le problème »*, se satisfait-elle. Tout en rappelant l'immuabilité du programme commun du NFP mais aussi de la candidature de Lucie Castets. Alors que plusieurs noms de personnalités de gauche circulent pour Matignon, à l'instar de Karim Bouamrane, maire socialiste de Saint-Ouen, ou de l'ancien premier ministre de François Hollande, Bernard Cazeneuve, Marine Tondelier a martelé son soutien à la haute fonctionnaire. *« Notre seule candidate, c'est Lucie Castets. (...) Les noms que vous citez bénéficient de coalitions encore moins larges »*, a-t-elle contré, alors que le NFP ne bénéficie que d'une courte majorité relative à l'Assemblée nationale.

Malgré ses éloges à l'adresse de Jean-Luc Mélenchon, l'écologiste a tout de même pris soin de prendre ses distances avec l'Insoumis en chef. Lequel s'est contenté d'évoquer un *« incendie criminel »* pour qualifier l'attaque contre la synagogue de La Grande-Motte, sans employer le mot *« antisémitisme »* dans sa publication X. *« Le mot "antisémitisme" est à poser très clairement »*, a de son côté tranché Marine Tondelier. ■

L'appel de Laurent Wauquiez à rebâtir une « nouvelle droite, de fond en comble »

Claire Conruyt

Lors de sa traditionnelle ascension du mont Mézenc, le chef de file de la Droite républicaine a pris pour cible LFI.

Coup de chance, la brume qui cachait la cime des arbres a disparu. Dans la foule venue ce dimanche participer à la traditionnelle ascension du mont Mézenc (Auvergne-Rhône-Alpes), certains croient même y voir le signe des beaux jours à venir. Il reste pourtant tout à faire, et le chef de file de la Droite républicaine à l'Assemblée le sait.

Le député de la Haute-Loire fait le tour de la vingtaine de tables installées. Plusieurs centaines de fidèles, militants, élus locaux et parlementaires, entre deux bouchées de sandwich, le saluent, se prennent en photo, discutent. Laurent Wauquiez est chez lui. Il goûte un morceau de cantal et déguste une tranche de saucisson. « *Les gens sont venus de partout, ça me touche énormément* », glisse-t-il, tout sourire. À quelques mètres, plusieurs cadres Les Républicains (LR) conversent, l'air fort détendu. Le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, la secrétaire générale du parti, Annie Genevard, les députés Michèle Tabarot, Antoine Vermorel-Marques, Isabelle Valentin ou encore Brice Hortefeux… Ils sont venus écouter celui dont « *personne ne peut contester le leadership* » et sur qui l'on mise pour entreprendre la « *refondation de la droite* », dixit Othman Nasrou, secrétaire général délégué Les Républicains.



Laurent Wauquiez, dimanche, avant son ascension du mont Mézenc, en Haute-Loire.

EMMANUEL DUNAND/AFP

Tracer un « chemin d'avenir »

En attendant sa prise de parole, l'on médite sur cette rentrée politique singulière, trois jours après les consultations d'Emmanuel Macron avec les présidents de parti et des groupes parlementaires. Des échanges qui, estime un proche de Laurent Wauquiez, « *n'ont pas éclairci* » ce que le chef de l'État « *a en tête* » pour Matignon. Cette rencontre avec le président de la République, juge Bruno Retailleau, « *c'était un premier round : purger l'hypothèse Lucie Castets* ». Place au second round : la nomination d'un premier ministre, alors que la droite et le bloc central ont affirmé qu'ils voteraient une motion de censure contre un gouvernement comprenant LFI. Invité au journal de 13 heures de TFI, samedi, Jean-Luc Mélenchon n'a pas tardé à riposter et à cibler les « *chefs des trois partis macronistes et de la droite* », leur demandant s'ils étaient prêts à renoncer à la censure en cas d'un gouvernement ne comprenait aucun visage Insoumis.

« *C'est niet*, rétorque Bruno Retailleau. *Que ce soit sous la forme d'une participation de ministres ou de sous-ministres. On ne veut ni de LFI, ni de ses représentants invisibles, ni de leurs idées. Le programme du NFP est programmé par Jean-Luc Mélenchon.* » Pour l'entourage de Laurent Wauquiez, l'affaire est claire : « *C'est très mignon ce jeu du chat et de la souris entre l'Élysée et Mélenchon. Mais le fond du sujet est ailleurs : c'est quoi un gouvernement de gauche sans LFI ? Où sont la majorité et la base parlementaire ?* »

Pour la droite, le mélenchonisme reste l'adversaire principal. « *LFI est aujourd'hui le plus grand danger politique pour notre pays* », martèle Laurent Wauquiez, visant une « *extrême gauche reniant tous les principes de la République* ». La foule abonde. « *Ne vous abaissez pas à les siffler. Engageons-nous et portons les valeurs de la droite républicaine.* » S'adressant aux « *gens de gauche sincères* », le député de la Haute-Loire poursuit : « *Qu'attendez-vous ? Cessez de vous taire et rompez enfin avec les folies de l'extrême gauche.* » La phrase ne peut être anodine, à l'heure où le nom de Bernard Cazeneuve circule en macronie pour Matignon. « *Bien sûr, un Cazeneuve, ce n'est pas la même chose qu'une Castets* », glissait-on à droite, un peu plus tôt.

« La grande et magnifique bataille »

Entre « *l'impuissance du "en même temps"* » et le « *rejet du RN et de son manque de crédibilité pour gouverner* », Laurent Wauquiez veut tracer un « *chemin d'avenir* » pour la droite. Rappelant sa volonté de ne pas s'opposer « *systématiquement, car le pays ne peut pas se le permettre* », le chef des 46 députés de la Droite républicaine a rappelé le contenu de son « pacte législatif ». Et fixé ses « *lignes rouges* » : « *Aucune augmentation d'impôts et pas d'économies sur le dos des retraités qui ne seront pas les boucs émissaires du "quoi qu'il en coûte".* » Sinon, le gouvernement « *s'exposerait à l'opposition immédiate de notre part sur le vote du budget* », prévient-il.

Pour sa rentrée politique, Laurent Wauquiez entend fixer un « *cap* » pour la droite. Lequel repose en majeure partie sur l'« *enjeu prioritaire* » de la « *reconnaissance du travail* ». « *Le système social n'est plus juste*, affirme-t-il. *Par le passé, quand la droite parlait de notre système social, elle donnait le sentiment de vouloir le démanteler. Moi, je ne veux pas le démanteler, je veux le sauver.* » Donner la priorité à ceux qui ont un emploi pour obtenir un logement social, détaxer le travail pour augmenter les salaires, davantage contrôler les abus… « *Le plus grand scandale dans notre pays, ce sont les travailleurs pauvres.* »

Alors que repose sur ses épaules l'avenir du parti, Laurent Wauquiez veut faire de sa treizième ascension du mont Mézenc « *la première pierre pour reconstruire la droite* ». « *On nous disait voués à disparaître… Nous sommes là. On nous disait condamnés aux compromissions, nous portons fièrement nos convictions.* » Et d'ajouter : « *Ce qui n'a pas manqué de désarçonner le président de la République.* » Il poursuit : « *La droite française a pu, par le passé, se diviser, décevoir et échouer : arrêtons de nous diviser, reconnaissons nos erreurs et rebâtissons de fond en comble une nouvelle droite.* » Là est « *la grande et magnifique bataille* » de LR, à la veille d'une rentrée de tous les dangers pour le parti, encore marqué par l'alliance d'Éric Ciotti, président contesté du parti, avec le RN lors des législatives anticipées. « *Il n'est pas prévu que Laurent et Éric se parlent*, glisse un proche de Wauquiez. *Mais Ciotti n'a pas intérêt à se bunkériser.* » Ainsi que le résume un ténor : « *Le plus dur est à venir.* » Il commence ici, au pied du mont Mézenc, « *cette montagne colossale* », promet Laurent Wauquiez. ■

Le Rassemblement national entame sa rentrée après un été discret

Éloïse Cimbidhi

Marine Le Pen et Jordan Bardella sont conviés ce lundi par Emmanuel Macron à l'Élysée, à l'issue d'une période d'introspection.

Seule une invitation présidentielle sera parvenue à mettre un terme aux longues vacances estivales de Marine Le Pen. Comme chaque été, la chef de file des députés Rassemblement national (RN) s'est rendue dans la demeure familiale du clan Le Pen de La Trinité-sur-Mer (Morbihan). Un repos écourté par la rencontre proposée par Emmanuel Macron, qui a lancé dès vendredi une série de consultations avec les représentants des partis et les présidents de groupe parlementaire, dans la perspective de nommer un premier ministre. Discrète sinon effacée depuis la défaite de son parti aux élections législatives le 7 juillet, Marine Le Pen se rendra donc lundi à l'Élysée, aux côtés de Jordan Bardella, signant ainsi sa prérentrée politique avant un séminaire à l'Assemblée nationale, les 14 et 15 septembre, et un meeting à Nice, le 6 octobre.

Si le RN ne prétend plus à Matignon après être arrivé en troisième position aux législatives, l'entretien avec Emmanuel Macron reste l'occasion d'exercer une pression sur la nomination du prochain chef du gouvernement. « *Nous rappellerons au président de la République la puissance du RN à l'Assemblée nationale et que, face à cela, le mépris et l'ignorance ne peuvent plus fonctionner. Sans nous, pas grand-chose ne sera possible au Parlement* », martèle Laurent Jacobelli, député de la Moselle et porte-parole du parti. Avec ses 126 députés, et autant de voix apportées à une éventuelle motion de censure, le groupe mariniste représente une menace existentielle pour le futur gouvernement. D'ailleurs, le parti a déjà tracé ses lignes rouges : « *pas de ministres La France insoumise ou écologistes* ».

« Nous devons être plus performants »

Habituées aux trêves estivales étendues, les troupes lepénistes n'ont pas dérogé à la règle cette année, malgré l'explosivité du contexte politique. Jordan Bardella, qui écumait les plateaux télévisés pour avertir de son arrivée imminente à Matignon pendant la campagne des législatives, a depuis disparu des écrans radars, se fendant seulement de publications sur X pour féliciter quelques champions olympiques français pendant les Jeux. Comme si le RN avait fini par céder à la « *trêve politique et olympique* » appelée de ses vœux par Emmanuel Macron. « *Nous ne sommes ni responsables du calendrier parlementaire ni de la trêve olympique. Ce sont des vacances forcées* », balaie le député de l'Yonne Julien Odoul, qui plaidait pour « *une session extraordinaire* » à l'Assemblée.

Pourtant, à gauche, les vacances n'ont pas empêché le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des législatives avec une courte majorité relative, d'être sur tous les fronts pour soutenir la candidature de Lucie Castets à Matignon. Laquelle s'est même rendue à la rencontre organisée par le président de la République vendredi, entourée des représentants de la gauche. « *Ce n'est pas parce qu'on ne s'agite pas comme le NFP, qui cherche à faire d'une parfaite inconnue la future première ministre, qu'on ne réfléchit pas. Les échanges ont continué entre nous, notamment sur la rentrée parlementaire et sur l'organisation du parti* », soutient Laurent Jacobelli.

L'été a constitué un intense moment d'introspection pour le parti à la flamme, promis aux ors de Matignon après sa flamboyante victoire aux élections européennes et ses bons scores du premier tour aux législatives. La puissance du barrage républicain, couplée à des investitures parfois hasardeuses, a finalement eu raison des ambitions du RN. S'ils se refusent à évoquer une « *défaite* », les lepénistes ne cachent pas leur « *déception* » et admettent des « *dysfonctionnements* ». « *Nous devons être plus performants, plus rigoureux dans les investitures* », reconnaît Julien Odoul, alors que plusieurs candidats maristes ont été accusés de racisme pendant la campagne. Un constat qui a mené à la démission de Gilles Pennelle, ancien directeur général du RN, tenu responsable de l'échec du « plan Matignon » qu'il avait chapeauté.

Pour remettre le parti sur les rails, un homme a été missionné, Aleksandar Nikolic. Depuis Paris, l'eurodéputé enchaîne les appels avec les fédérations frontistes. Selon le magazine *Le Point*, entre 25 % et 30 % des délégués départementaux du mouvement pourraient ainsi être remplacés dans les prochains mois. « *C'est surtout un point global, fédération par fédération. J'essaie de faire des synthèses avec deux objectifs en ligne de mire : les législatives de 2025 en cas de dissolution et les municipales de 2026* », assure Aleksandar Nikolic au *Figaro*. Le député européen fait déjà part de ses « *suggestions personnelles* ». « *Je pense que les députés doivent pouvoir redevenir délégués départementaux pour qu'on ait toujours les meilleurs à ce poste. Il faudrait également créer des échelons intermédiaires, des coordinateurs régionaux, qui apporteraient un regard supplémentaire sur l'état des fédérations au siège* », conclut-il. Aleksandar Nikolic doit livrer ses conclusions au parti début septembre. ■

L'émotion et les questions après l'attentat contre une synagogue à La Grande-Motte

Jean Chichizola

L'attaque, perpétrée samedi matin par un Algérien de 33 ans en situation régulière, aurait pu causer une hécatombe.

La haine des Juifs a une nouvelle fois frappé en France. Samedi matin, elle a pris la forme d'un attentat contre la synagogue de La Grande-Motte (Hérault) et le visage d'el-Hussein Khenfri, un Algérien en situation régulière de 33 ans, connu pour quelques délits (usage de stupéfiants, délits routiers), mais ne figurant pas dans les fichiers des services de renseignements.

L'homme a été interpellé samedi soir à Nîmes par des policiers du Raid et de la brigade de recherche et d'intervention de Montpellier, après moins de seize heures de cavale. Ayant tiré sur les forces de l'ordre lors de leur intervention, il a été blessé au visage et à l'épaule. S'il a été hospitalisé, sa vie n'est pas en danger, et il doit être placé formellement en garde à vue. Les enquêteurs se concentrent notamment sur d'éventuels complices, sur le parcours de l'incendiaire avant et après les faits.

Le profil du terroriste peut intriguer par son mélange d'amateurisme et de détermination. Ayant agi à visage découvert, il aurait conservé son téléphone portable avec lui

Dans un contexte d'explosion de l'antisémitisme, cette attaque se distingue par sa violence et la détermination de son auteur. Vers 8 heures, arme de poing à la ceinture, il a pénétré dans l'enceinte de la synagogue Ben Yaacov. À l'aide de bouteilles en plastique remplies d'essence, il a déclenché deux départs de feu au niveau de deux portes donnant accès au lieu de culte et à une salle de réunion. Puis il a incendié deux véhicules se trouvant dans une cour intérieure.

Sur le site, des bonbonnes de gaz, vides pour une partie d'entre elles, étaient entreposées sous une pergola et près d'un barbecue. Située à côté d'un des véhicules en feu, et non dans le véhicule, une bouteille a explosé et l'effet de souffle a blessé un policier municipal, sans que sa vie soit en danger. Sur les images de vidéoprotection, l'assaillant, en keffieh et un drapeau palestinien noué autour de la taille, est aperçu en train de quitter les lieux à pied, après avoir mis le feu à une voiture stationnée à l'extérieur du bâtiment.

L'attaque aurait pu être plus dramatique encore. En ces jours d'été, l'office du shabbat, qui se tient à 8 h 30 en hiver, commence à 9 heures. Un détail que ne connaissait probablement pas el-Hussein Khenfri. Au moment des faits, cinq personnes, dont le rabbin, se trouvaient en outre déjà dans la synagogue et on imagine aisément ce qui aurait pu se passer si l'une d'elles avait croisé la route de l'assaillant. Ou encore si d'autres bonbonnes avaient explosé.

Devant la gravité des faits, le Parquet national antiterroriste s'est saisi et a ouvert une enquête pour tentative d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste, destructions par moyen dangereux en relation avec une entreprise terroriste, et association de malfaiteurs terroriste en vue de préparer des crimes d'atteinte aux personnes. Les investigations ont été confiées à la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire, à la Direction zonale de la police nationale sud et à la Direction générale de la sécurité intérieure.

Une remarquable enquête policière a permis de remonter rapidement sur l'auteur des faits, né le 6 mars 1991, au cœur de l'enquête aujourd'hui. L'exploitation des images de vidéoprotection a conduit à son identification et un gros travail technique (bornage téléphonique, examen de ces comptes en banque, audition de son entourage…) a amené sa localisation. Plusieurs perquisitions ont été réalisées dans la journée. Petite difficulté supplémentaire, il n'a pas été interpellé à son domicile, mais dans un autre appartement du quartier Pissevin, à Nîmes, connu pour son trafic de drogue. Interpellé à 23 h 35, il a tiré sur la colonne d'intervention, probablement avec son arme de poing, avant d'être blessé par un tir de riposte.

Pour l'heure, le profil du terroriste peut intriguer par son mélange d'amateurisme et de détermination. Ayant agi à visage découvert, il aurait conservé son téléphone portable avec lui. Mais ce petit délinquant était armé, ce qui au passage confirme que les armes à feu circulent aisément, et il a tiré sur des policiers. Espérait-il mourir en martyr? En tout cas, il ne devait pas se faire d'illusion sur le sort judiciaire qui l'attend.

Les questions demeurent nombreuses : comment s'est-il procuré l'arme? Et qui l'a aidé? Comment est-il revenu de La Grande-Motte? Pourquoi a-t-il décidé de frapper là, à près de 50 kilomètres de Nîmes? Sur ce point, il semble que le terroriste ait séjourné à La Grande-Motte, qu'il y ait des contacts. Trois personnes le connaissant ont été placées en garde à vue. Dernier mystère : de source policière, une hache portant des inscriptions en arabe a été retrouvée non loin de la synagogue, sans savoir si elle est en lien avec l'attentat.

L'attentat de la Grande-Motte intervient dans un moment de tension extrême où les Français juifs sont pris pour cible et alors que LFI est accusée de jeter de l'huile sur le feu

Une chose est certaine : l'attentat de La Grande-Motte intervient dans un moment de tension extrême, où les Français juifs sont pris pour cible et alors que LFI est accusée de jeter de l'huile sur le feu. Sur les lieux de l'attentat, le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, a appelé samedi les responsables politiques *« à leur très grande responsabilité dans les mots qui sont employés »*. Alors que Jean-Luc Mélenchon avait condamné l'acte sur les réseaux sociaux sans parler d'antisémitisme, l'écologiste Marine Tondelier a jugé quant à elle que *« le mot d'antisémitisme est à poser très clairement »*… ■







JEAN PIERRE GRANDIX; MANON CRUZ/REUTERS; AFP

En haut: **les carcasses des deux véhicules incendiés dans l'enceinte de la synagogue.** ***Ci-dessus:*** **les forces de l'ordre et de secours aux alentours de l'édifice religieux, samedi, à La Grande-Motte.** ***À droite:*** **le principal suspect, el-Hussein Khenfri, vêtu d'un keffieh et d'un drapeau palestinien, filmé par les caméras de vidéoprotection.**

Insultes, coups, viols… Une explosion des actes antisémites depuis le 7 octobre

Jean Chichizola

Insultes et menaces de mort, agressions physiques, viols, coups de couteau, tentative d'incendie d'une synagogue et menace terroriste extrêmement élevée… L'attentat de La Grande-Motte intervient dans un contexte d'explosion de l'antisémitisme depuis les attaques terroristes du Hamas le 7 octobre 2023.

Le 9 août dernier, rendant hommage aux victimes de l'attentat antisémite de la rue des Rosiers en 1982, le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Gérald Darmanin, avait souligné que *« les actes antisémites en France ont été multipliés par trois depuis l'automne dernier »* avec *« 887 faits recensés rien que dans ce premier semestre 2024 »*, contre 304 pour la même période en 2023.

La tendance est à la hausse puisqu'on dénombrait 366 faits recensés de janvier à mars 2024 et 521, d'avril à juin. En mai dernier, le premier ministre, Gabriel Attal, exprimait également sa préoccupation : *« Nous faisons face à une vague d'antisémitisme, une vague d'une ampleur rare, plus forte, plus violente (…). C'est la parole antisémite qui se libère, qui se débride, ce sont des violences, ce sont des intimidations, ce sont des lettres d'injures, d'insultes, de menaces. »*

En mai toujours, l'un des résultats d'une étude de l'Ifop pour l'American Jewish Committee en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique était éclairant : 35 % des 18-24 ans et 30 % des 25-34 ans considéraient comme « justifié » de s'en prendre à des Juifs en raison de leur soutien à Israël. Cette opinion étant « seulement » partagée par 18 % des 35 à 65 ans et plus, soit quand même près d'une personne interrogée sur cinq.

Quatre à cinq faits connus par jour

Cette explosion de la violence antisémite en lien avec l'actualité au Proche-Orient ou avec un attentat antisémite n'est malheureusement pas une nouveauté. Sans remonter à l'Intifada de 2000, en 2014, après une intervention israélienne à Gaza, des cris *« Mort aux Juifs »* avaient été entendus dans des manifestations parisiennes et la synagogue de Sarcelles avait été visée par des jets de cocktails molotov et de pierres.

De même, une hausse des actes antisémites recensés avait été observée en 2012, après l'attentat contre une école juive de Toulouse, puis en 2015 après celui contre un magasin Hyper Cacher. Mais le phénomène observé depuis le 7 octobre dernier est sans précédent par son ampleur, avec 4 à 5 faits connus par jour, sa durée, plus de dix mois, et sa férocité.

Pour en prendre conscience, il suffit, en étant très loin d'être exhaustif, d'évoquer chronologiquement la sinistre palette de quelques faits survenus ces six derniers mois. À Strasbourg, dans la nuit du 28 au 29 janvier, alors qu'ils collaient des affiches appelant à la libération des otages du Hamas et dénonçant l'antisémitisme, trois jeunes Juifs étaient victimes d'une agression physique et verbale aux cris de *« Fascistes sionistes »* par un groupe de six personnes.

En mars, à Paris, un sexagénaire était tabassé à la sortie d'une synagogue par un individu, lui disant qu'il était *« un tueur, car juif »*, et qu'il *« tuait des gens à Gaza »*. À Gennevilliers, en avril, une femme de confession juive était violée, séquestrée et menacée de mort par un homme ayant le *« désir de venger la Palestine »*. Début mai, un Parisien ayant refusé de donner une cigarette était traité de *« sale Juif »*, agressé et légèrement blessé d'un coup de couteau à la main.

Contexte délétère

Le 17 mai, un homme armé d'un couteau et d'une barre de fer tentait de mettre le feu à une synagogue rouennaise avant de foncer sur des policiers et d'être abattu. L'incendiaire était un SDF algérien de 28 ans en situation irrégulière, inconnu des services de renseignements. En juin 2024, à Courbevoie, une jeune Juive de 12 ans était sauvagement violée par un adolescent de son âge qui était sorti avec elle sans connaître sa confession. Issu d'une famille portugaise et converti à l'islam, ce dernier lui a reproché d'être contre la Palestine et de soutenir Israël.

Enfin mi-août, grâce au courage d'une jeune femme, et devant une rame de métro amorphe, on a ainsi découvert un homme crachant sur un père de famille, l'insultant, lui et sa famille, les accusant de *« faire des crimes contre l'humanité »* avant de proclamer que *« Hitler avait raison »*…

Voilà, en quelques faits et en quelques dates, la réalité, ou plutôt une toute petite partie de la réalité à laquelle est confrontée la communauté juive. Le tout alors que depuis des décennies elle est visée par le terrorisme, palestinien dans les années 1970 et 1980 (rue Copernic, rue des Rosiers…) et islamiste depuis les années 1990 (Toulouse, Paris…).

Le mois dernier, une source sécuritaire soulignait l'impact du conflit israélo-palestinien sur l'état de la menace et notait par exemple que le terroriste ayant perpétré l'attentat de Bir-Hakeim, le 2 décembre 2023, disait notamment avoir agi en réaction à ce conflit. Par ailleurs, le choix de cibles juives dans des projets terroristes djihadistes est tristement classique. Dereck Riant, radicalisé en prison et qui avait pris en otage un chauffeur de taxi dans la nuit du 16 au 17 juillet dernier, voulait s'en prendre à une synagogue ou à des commerces kasher. En juin, un jeune homme de 19 ans, qui s'imaginait en *« combattant de l'islam au nom de la Palestine »*, voulait viser des Juifs. Dans un contexte aussi délétère, La Grande-Motte correspond à la pire crainte des autorités. ■

En panne de Canadair, la France attend fébrilement ses nouveaux avions

Guillaume Mollaret Nîmes

La moitié des appareils, dont la flotte est vieillissante, est en maintenance. Très attendus, leurs premiers remplaçants n'arriveront qu'en 2028.



Le 21 août, sur les dix bombardiers d'eau présents sur le continent (deux autres sont basés en Corse), seule la moitié était en état de voler. PASCAL GUYOT / AFP

Cloués au sol! Symbole de la lutte contre les incendies de forêt, la flotte de douze Canadair que compte la France est fatiguée. Mercredi dernier, sur les dix bombardiers d'eau présents sur le continent (deux autres sont basés en Corse), seule la moitié était en état de voler. Au début du mois, c'était pire encore. *« En raison de problèmes de financement, de maintenance et de pannes régulières, seuls trois Canadair auraient été opérationnels le vendredi 9 août »*, avait alerté le sénateur Laurent Burgoa (LR) dans un courrier au ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

Bien sûr, une telle flotte aérienne n'est jamais mobilisable à 100 %. Dans une logique de sécurité des pilotes et d'efficacité des largages, une partie se trouve régulièrement mise en maintenance. Mais, à en écouter les professionnels de la Sécurité civile, avec un tel niveau d'indisponibilité, la France joue avec le feu.

« Que des avions se trouvent en maintenance, c'est parfaitement normal. En revanche, nous avons beaucoup de chance de ne pas connaître la situation de 2022, où plusieurs grands incendies se sont déclenchés concomitamment dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, car nous ne pourrions y faire face de la même manière », assure Benoît Quennepoix, secrétaire général du Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC).

« Que des avions se trouvent en maintenance, c'est parfaitement normal. En revanche, nous avons beaucoup de chance de ne pas connaître la situation de 2022, où plusieurs grands incendies se sont déclenchés concomitamment dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, car nous ne pourrions y faire face de la même manière »

Benoît Quennepoix
Secrétaire général du Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile

Pilote de Dash 8, un appareil largueur de produit retardant dont la France détient huit exemplaires, ce commandant de bord ne pointe pas ici la responsabilité de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, mais plutôt les manques du sous-traitant industriel Sabena Technics en charge de la maintenance des appareils stationnés sur la base de Nîmes-Garons. *« La compétence de leurs mécaniciens n'est pas en cause mais ils ne sont objectivement pas assez nombreux. Par ailleurs, l'entreprise ne dispose manifestement d'aucun stock de pièces de rechange alors que certaines pannes sont parfaitement prévisibles »*, pointe le commandant de bord. Une partie du personnel gardois de Sabena Technics s'était mise en grève fin mai pour dénoncer certaines conditions de travail… Interrogé, le groupe, dont le contrat avec la Sécurité civile court jusqu'en 2027, n'a pas donné suite aux sollicitations du *Figaro*.

En 2022, année où les mégafeux avaient englouti près de 30 000 hectares de bois, la Cour des comptes avait pointé *« des prestataires parfois défaillants »* et une *« absence de vision stratégique (limitant la) capacité (de la France) à affronter (…) l'aggravation du risque des feux de forêts »*. Le chef de l'État, Emmanuel Macron, avait alors annoncé un renouvellement complet de la flotte et un passage de 12 à 16 avions d'ici à 2027. Mais les contrats avec le fabricant canadien De Havilland, qui devait relancer sa ligne de production de zéro après l'avoir mise à l'arrêt en 2015, n'avaient pas suivi. Il aura donc fallu attendre août 2024 et une commande de 22 nouveaux appareils par différents pays européens (France, Italie, Portugal, Espagne, Grèce, Croatie) pour faire repartir l'usine canadienne. Lundi 12 août dernier, Gérald Darmanin annonçait l'acquisition par la France de deux modèles DHC-515, financés par l'UE. Prix unitaire : 46 millions d'euros.

Problème : la France se verra livrer ces bombardiers d'eau en 2028. *« Entre-temps, nous avons cinq grosses visites à réaliser, nous savons par avance les indisponibilités des appareils… Cette année, nous avons la chance d'avoir la météo pour nous avec des petites pluies tombées régulièrement et peu de vent »*, soutient Benoît Quennepoix.

« Au regard de la situation que connaît la Sécurité civile, on a la baraka. Jusqu'à aujourd'hui, le plus gros feu de l'été s'est déroulé chez nous et on parle de 340 hectares "seulement"… », explique un pompier de l'Hérault. *« Les moyens aériens sont le cœur battant du système central de lutte mais aussi de prévention contre les incendies. Il faut savoir qu'en période de fort risque, les avions sont en l'air, dans une position dite de "guet armé aérien", c'est-à-dire prêts à larguer leur eau ou du retardant sur des feux naissants »*, détaille le lieutenant-colonel des pompiers du Gard Éric Agrinier.

En France, les pompiers du ciel et leurs collègues au sol bénéficient d'une formation commune sur l'organisation des forces contre les feux de forêt. Elle prévoit qu'en cas d'incendie, les pilotes se placent sous le commandement des pompiers à terre. *« Nous connaissons les contraintes des uns et des autres. Aussi, en opération, nous échangeons en permanence ensemble pour matraquer les feux dans une perspective de complémentarité des forces »*, poursuit Éric Agrinier.

Pour la France, l'objectif affiché est de moderniser sa flotte mais aussi de l'enrichir de quatre nouveaux appareils, pour disposer en permanence de douze bombardiers d'eau disponibles. Accueillant la Sécurité civile sur les pistes de son aéroport depuis 2017, l'agglomération Nîmes Métropole fait aujourd'hui des pieds et des mains pour créer un écosystème autour de cette activité que constitue la Sécurité civile.

« Il s'agit d'une activité de niche (160 appareils volent dans le monde, NDLR) *mais à forte valeur ajoutée, que nous avons la place d'accueillir en bord de piste avec des hangars et du foncier disponible »*, vante le président de Nîmes Métropole, Franck Proust (LR), dont la collectivité veut croire qu'avec *« les bouleversements climatiques, les pays du nord de l'Europe, mais aussi du Maghreb, envisagent de s'équiper, ce qui amènera l'activité à croître. »*

Selon l'Observatoire de forêts françaises, près de 50 % des landes et forêts métropolitaines pourraient, en 2050, être concernées par un niveau élevé d'exposition aux feux de forêt, contre un tiers en 2010. ■

L'armée israélienne lance une spectaculaire attaque «préventive» contre le Hezbollah

Marc Henry Tel-Aviv

Une centaine d'avions ont bombardé 6000 cibles au Liban, tandis que la milice chiite a tiré 220 roquettes et 20 drones.

Israël affirme avoir pris de vitesse le Hezbollah en dégainant le premier. Dimanche vers 5 heures du matin, selon l'armée israélienne, une centaine d'avions ont bombardé quelque 6000 cibles du Hezbollah au Liban, dont 200 sites de lancement de missiles et de roquettes. Cette attaque massive aurait visé à empêcher à la toute dernière minute la milice chiite alliée de l'Iran de tirer une nuée de ces engins. Ce projet d'attaque aurait visé non seulement le nord d'Israël à la frontière avec le Liban, mais aussi la région de Tel-Aviv, le cœur économique du pays.

Parmi les cibles dans le collimateur, auraient figuré le quartier général du Mossad, les services secrets, ainsi qu'une importante base des services de renseignements militaires. *«Nous avons donné comme instructions à l'armée d'agir préventivement pour lever la menace. Nous attaquons ceux qui nous attaquent»*, a affirmé Benyamin Netanyahou, le premier ministre israélien en confirmant que *«des drones du Hezbollah que Tsahal a interceptés visaient des objectifs stratégiques dans le centre du pays»*.

En réponse aux frappes préventives, le Hezbollah a durci ses attaques quotidiennes contre Israël en signe de solidarité avec la population palestinienne de la bande de Gaza. La milice chiite a tiré 220 roquettes et une vingtaine de drones vers le nord d'Israël, qui, selon l'armée, n'ont fait qu'une victime - un soldat de la marine militaire israélienne - et n'ont occasionné que de gros dégâts. Malgré tout, la menace est loin de s'être dissipée. Israël reste sur le pied de guerre.

Une «situation spéciale»

Par précaution, le trafic à l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel-Aviv, la principale ouverture vers l'étranger du pays, a été momentanément suspendu avant d'être rétabli. Air France et dix-huit autres compagnies ont annoncé une suspension de leurs vols vers et à partir de Tel-Aviv. Les autorités israéliennes ont également décrété une *«situation spéciale»*, une procédure qui confère des pouvoirs élargis au gouvernement en ce qui concerne la protection de la population civile pour une durée de 48 heures, éventuellement renouvelable. Les habitants du nord du pays, les plus exposés, ont été invités à rester chez eux ou dans les abris. La municipalité de Tel-Aviv a annoncé l'ouverture de 240 abris publics et de parkings souterrains pour se réfugier en cas de besoin.

Les Israéliens ont aussi été appelés à ne se rendre sur leur lieu de travail et à n'envoyer leurs enfants dans des centres de loisirs que s'ils sont en mesure de se réfugier à temps dans des abris situés à proximité en cas d'alerte. Pour Tel-Aviv, ce laps de temps est de 90 secondes. Les rassemblements de plus de 30 personnes à l'extérieur et de plus 300 participants dans des lieux clos ont été interdits de même que l'accès aux plages en pleine période de vacances. La plupart de ces restrictions prises dans l'urgence ont, toutefois, été levées progressivement à mi-journée.

Selon les estimations des militaires israéliens, le Hezbollah considéré comme *«l'organisation terroriste la plus puissante et la plus expérimentée dans le monde»*, dispose encore d'un impressionnant arsenal, bien plus important que celui du Hamas, avec un arsenal d'environ 150000 roquettes et missiles, dont certains capables d'atteindre la plus grande partie du territoire israélien. *«Il ne faut pas exagérer l'impact de notre opération, le Hezbollah n'a perdu que 3% de son armement»*, a souligné un commentateur de la radio de l'armée. La menace reste d'autant plus réelle que le Hezbollah s'est juré de venger l'élimination, fin juillet par Israël, du chef de sa branche militaire, Fouad Chokr, à Beyrouth.

L'heure n'est pas à l'accalmie

Visiblement décidé à ne pas verser davantage d'huile sur le feu, le Likoud, le parti de droite de Benyamin Netanyahou, a donné comme instruction à ses responsables, députés et ministres de s'abstenir de crier de victoire et d'adopter un profil bas, sans doute pour ne pas pousser le Hezbollah à laver ce nouvel affront. Le chef du gouvernement n'a pas non plus agité le spectre d'une véritable guerre au Liban, *«ce qu'il n'aurait pas été en mesure d'éviter si le Hezbollah avait réussi à tirer sa nuée de missiles et de roquettes dans la région de Tel-Aviv»*, souligne Ron Ben-Yishaï, commentateur militaire du quotidien *Yediot Aharonot*.

Les pressions des États-Unis, qui veulent éviter à tout prix le déclenchement d'une guerre régionale opposant Israël à l'Iran et ses alliés tel le Hezbollah, jouent également dans ce sens. Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense s'est entretenu dimanche avec Lloyd Austin, le secrétaire d'État américain à la Défense. Selon des médias israéliens, les responsables américains n'auraient pas été informés à l'avance de l'attaque préventive contre le Hezbollah, mais souhaitent qu'Israël ne provoque pas une escalade pouvant aboutir à une déflagration générale.

L'Administration de Joe Biden est à la manœuvre sur un autre front. Elle presse Benyamin Netanyahou et le Hamas d'accepter un projet de compromis qu'ils ont présenté pour un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, après plus de dix mois de guerre, et la libération de 105 otages que le Hamas détient depuis l'incursion sanglante le 7 octobre de commandos du mouvement islamiste dans le sud d'Israël. Le premier ministre, en signe de bonne volonté et surtout pour ne pas être accusé d'avoir fait échouer ces discussions, a envoyé une délégation menée par David Barnea, le chef du Mossad, au Caire pour poursuivre les pourparlers. Avant l'attaque préventive de dimanche au Liban, les discussions semblaient être dans l'impasse.

Seule certitude : sur le terrain, les combats se poursuivent de plus belle. L'heure n'est pas à l'accalmie. Quatre soldats israéliens ont été tués dans la bande de Gaza durant le week-end, ainsi que plus de 71 Palestiniens membres de la branche militaire du Hamas, selon le porte-parole de Tsahal. Ces pertes ont porté le nombre de soldats tués depuis le 7 octobre à 700, tandis que les services de santé du Hamas évoquent un bilan de plus 40000 Palestiniens morts, dont une majorité de civils. ■



JALAA MAREY/AFP

Un drone lancé par le Hezbollah, en réponse aux frappes préventives israéliennes au Liban, est détruit, dimanche, par la défense aérienne de l'État hébreu.

Après l'élimination de Fouad Chokr, la riposte soupesée de la milice chiite

Muriel Rozelier
Beyrouth

Attendue depuis le 30 juillet, la riposte du Hezbollah à l'élimination de Fouad Chokr, l'un de ses officiers les plus hauts gradés assassiné par une frappe de l'aviation israélienne a Beyrouth, a débuté ce dimanche peu après 5 heures du matin. Dénommée «opération du 40e jour», en référence à la période écoulée depuis la commémoration d'Achoura, qui célèbre le martyr d'Hussein à Kerbala en 640, et qui est intervenue cette année en juillet, l'attaque s'est terminée en milieu de matinée. L'aviation israélienne, qui avait commencé à frapper de *«manière préventive»* une demi-heure auparavant, a touché une trentaine de communes du sud du Liban, faisant au moins trois morts, dont un combattant du mouvement Amal du président du Parlement Nabih Berri. *«Le récit israélien, qui tend à dire qu'ils sont parvenus à stopper notre opération, est complètement mensonger. Pas un seul de nos lanceurs de missiles n'a été détruit préventivement»*, a souligné Hassan Nasrallah, dans un discours retransmis à la télévision ce dimanche en fin d'après-midi.

En tout, le parti chiite affirme que son opération a visé onze sites militaires israéliens situés dans le nord du pays ainsi que sur le plateau du Golan occupé. *«Nous voulions éviter des victimes civiles et toute notre attaque a été envisagée depuis cet impératif»*, a-t-il précisé. *«Un succès total»*, s'est encore félicité le mouvement, qui a mobilisé *«un grand nombre de drones»* et a donné lieu au lancement de *«320 roquettes»*.

Des drones auraient en particulier visé la base militaire de Glilot, située à 110 kilomètres de la frontière libanaise, près de Herzliya, dans la banlieue de Tel-Aviv, où sont installés des services du Mossad ainsi que l'unité 8200 du renseignement militaire israélien. *«C'était notre cible principale*, a souligné Hassan Nasrallah dans son discours. *Ils sont responsables de la majorité des assassinats ciblés survenus dans les mois précédents et de vastes campagnes de désinformation.»* L'armée israélienne a toutefois démenti que cette base ait été touchée.

Quoi qu'il en soit, cette attaque représente la plus importante des opérations menées par le Hezbollah en territoire israélien depuis l'ouverture, le 8 octobre, du front libanais *«par solidarité»* avec les Palestiniens de Gaza et le Hamas, allié du parti chiite libanais. L'opération est inédite tant par le nombre de roquettes Katioucha lancées que par la profondeur des cibles visées.

> **«Tout le monde savait qu'une attaque aurait lieu. Ce qui importe davantage, c'est le message politique et militaire délivré. Le Hezbollah rappelle ici aux Israéliens : "Nous avons les moyens de vous atteindre en profondeur"»**
> **Amine Kammourieh** Journaliste

«Tout le monde savait qu'une attaque aurait lieu. Ce qui importe davantage, c'est le message politique et militaire délivré. Le Hezbollah rappelle ici aux Israéliens : "Nous avons les moyens de vous atteindre en profondeur"», explique le journaliste et éditorialiste politique Amine Kammourieh, qui poursuit : *«Le risque d'une guerre généralisée semble cependant contenu.»*

Selon des responsables du Hezbollah cités dans la presse libanaise, ses représailles ont été ajournées afin de donner une chance à un accord de cessez-le-feu en échange de la libération d'otages à Gaza. *«Nous savons désormais que ces négociations seront longues»*, a repris Hassan Nasrallah dans son discours.

L'attaque est d'ailleurs intervenue alors que les équipes israéliennes avaient rendez-vous au Caire avec les médiateurs américains, qatariens et égyptiens, comme pour mieux rappeler l'enjeu de ces négociations de la *«dernière chance»*.

Dans ce paso doble savamment chorégraphié, mais où la moindre erreur peut mener à l'escalade, les deux belligérants cherchent à réaffirmer en permanence leur force de dissuasion. Le Hezbollah, qui répète qu'il ne veut pas s'engager dans une guerre totale, estime avoir marqué des points en forçant près de 60000 habitants du nord d'Israël à évacuer leur maison dans les jours qui ont suivi les attaques du 7 octobre, ainsi qu'en contribuant à «réveiller» l'opinion publique internationale, à ses yeux de moins en moins *«compatissante»* vis-à-vis de l'État hébreu, notamment la jeunesse.

À cette aune, expliquent ses partisans, le prix payé jusqu'à présent par le Hezbollah demeure acceptable. Quelque 120000 Libanais ont fui les localités situées dans le sud du pays, devenu depuis près d'un an une zone tampon. Près de 400 des combattants du Parti de Dieu dont au moins une vingtaine de hauts gradés, soit davantage que pendant la guerre de 2006, ont par ailleurs été tués.

Mais au fur et à mesure que le conflit se rapproche d'une *«guerre d'usure»*, comparable à celle qu'Israël et l'Égypte vécurent en 1969, les raids aériens israéliens visent davantage les grandes villes du pays. Rien que la semaine passée, Baalbek, Saïda et Nabatiyé en ont fait les frais, poussant davantage de personnes à se replier vers les régions non chiites. Ce phénomène pourrait à terme accroître les tensions entre les différentes communautés et les partis qui les représentent, qui n'ont pas été consultés lors de l'ouverture du front libanais. ■

David Philippot Berlin

Le triple meurtre perpétré à Solingen par un Syrien de 26 ans intervient à une semaine de scrutins régionaux en Saxe et en Thuringe.



Le suspect de l'attaque au couteau de Solingen lors de son transfert au bureau du procureur général fédéral, dimanche, à Karlsruhe. HEIKO BECKER/REUTERS

L'Allemagne sous le choc après un nouvel attentat au couteau

L'auteur présumé de l'attentat au couteau perpétré vendredi soir, à Solingen (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), a été déféré dimanche devant un juge de la cour fédérale de Karlsruhe, puis mis en examen pour meurtre et appartenance à une organisation terroriste avant d'être incarcéré. *« Je suis celui que vous cherchez »*, a simplement déclaré samedi soir l'homme aux vêtements tachés de sang quand il s'est rendu à un barrage de la police. Une arrestation filmée : dans la lumière bleue des gyrophares, un jeune homme barbu et mat de peau est encerclé par des policiers vêtus de gilets pare-balles qui le font monter dans un fourgon. Vingt-quatre heures après l'assassinat de trois festivaliers âgés de 56 et 67 ans, la traque du terroriste, dans une ville quadrillée par les forces de l'ordre et terrifiée à l'idée que le meurtrier en cavale commette un nouveau carnage, s'achève.

On avait senti dans la soirée le dénouement approcher. Un commando du KSK, homologue du GIGN, avait perquisitionné peu auparavant un ancien bâtiment des impôts reconverti en centre d'accueil pour réfugiés, distant de 300 mètres du lieu de l'attentat, place Fronhof. Les enquêteurs avaient retrouvé non loin l'arme du crime dans une poubelle. Ils avaient aussi saisi sur place l'étui du poignard et interpellé un autre résident. Une première arrestation, celle d'un mineur de 15 ans accusé de « non-dénonciation de crime », avait eu lieu dans la journée de samedi.

C'est dans la foule d'un festival populaire, placé sous le signe de la diversité, pour célébrer les 650 ans de la ville de Solingen, que le terroriste est passé à l'acte. S'il semble avoir choisi ses victimes au hasard, il les a délibérément poignardées au cou, a confirmé la police sur la foi de preuves vidéo. Dans la confusion et le début de panique, Issa al-H. a profité de l'obscurité pour s'échapper. Jusqu'à vendredi soir, ce Syrien de 26 ans n'avait pas montré de signe de radicalisation. Il n'était pas connu des services de police. Il est passé aux aveux, mais n'a pour l'heure donné aucune explication à son crime. Outre les trois victimes, huit personnes sont blessées.

Samedi soir, la milice terroriste de l'État islamique (EI) a revendiqué l'acte, via sa chaîne d'information Amaq. Daech a proclamé que l'assaillant de Solingen était un *« soldat de l'État islamique »* ayant pris pour cible *« un rassemblement chrétien »* et que cette attaque était une *« vengeance pour les musulmans de Palestine et d'ailleurs »*. Selon l'agence de presse DPA, il s'agit de la première lettre de revendication de l'EI pour une attaque en Allemagne depuis 2016. Lors de l'attentat sur un marché de Noël berlinois, l'islamiste Anis Amri avait foncé dans la foule avec un camion, tuant douze personnes. Les experts en terrorisme se sont exprimés hier sur les chaînes d'information en continu pour expliquer que le mouvement islamiste cherchait à *« récupérer par tous les moyens l'émotion concernant les victimes palestiniennes »*. Outre les interrogations angoissées sur l'importation de la guerre menée à Gaza, une polémique a enflé sur le statut administratif du meurtrier présumé.

Car, en vertu des lois européennes dites de Dublin, le réfugié, né le 20 janvier 1998 à Deir ez-Zor (Syrie), aurait dû être expulsé d'Allemagne l'an dernier, sa demande d'asile ayant été rejetée. Al-H. devait donc être renvoyé vers la Bulgarie, son pays d'entrée dans l'Union européenne, et les autorités avaient même fixé une date d'expulsion. Selon les informations du quotidien *Die Welt*, il a disparu dans la nature avant de réapparaître quelques mois plus tard. Son ordre d'expulsion étant devenu caduc, le Syrien a été *« redistribué »* à Solingen, comme le dit le jargon des autorités, où il bénéficiait du statut de *« protection subsidiaire »* accordé aux personnes fuyant la guerre civile.

« Allemands, libérez-vous de l'aberration du multiculturalisme forcé ! »

Björn Höcke Candidat de l'AfD à Thuringe, dans un message posté sur le réseau social X

La tuerie dans la cité rhénane a également ravivé le souvenir cruel d'attentats récents et similaires. Outre le drame de Southport (Royaume-Uni) cet été, elle fait écho aux deux joueurs de basketball poignardés à Oberhausen, aux deux morts dans une attaque au couteau dans un train régional du Schleswig-Holstein, au touriste allemand assassiné près du pont de Bir-Hakeim, à Paris, en décembre dernier ou encore à l'attentat contre un policier poignardé à Mannheim par un réfugié afghan. Fin mai, la violente agression contre l'agent en service filmée sur la place du marché avait rouvert le débat sur l'interdiction du port d'armes blanches dans l'espace public.

« Ceux qui portent un couteau finissent par s'en servir », a considéré le ministre de l'Intérieur du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Herbert Reul, arrivé rapidement sur les lieux du drame vendredi. Même si 90 % des crimes graves sont commis avec d'autres armes que des couteaux, la ministre fédérale de l'Intérieur veut interdire en public les lames de plus de 6 centimètres. *« Celui qui planifie un tel attentat ne se laissera pas arrêter par des lois plus sévères »*, a rétorqué le syndicaliste policier Michael Mertens.

À une semaine de scrutins régionaux en Saxe et en Thuringe, l'opposition a fustigé l'incompétence des autorités. Dans une lettre adressée hier à ses partisans, le chef de la CDU, Friedrich Merz, règle ses comptes avec la politique migratoire de la coalition du chancelier, qu'il appelle à faire volte-face. Sous le titre *« Ça suffit ! »*, le successeur d'Angela Merkel décline la manière dont, de son point de vue, le tournant peut réussir : *« Expulser vers la Syrie et l'Afghanistan et ne plus accepter d'autres réfugiés en provenance de ces deux pays. »*

À l'automne dernier, Olaf Scholz avait proclamé son intention d'expulser *« à grande échelle »* ceux qui n'ont pas le droit de rester en Allemagne. Une déclaration partiellement suivie d'effets puisque le nombre d'expulsions a augmenté d'un tiers sur les premiers mois de l'année, pour atteindre le chiffre de 4791, selon le détail des autorités. En rupture de ban diplomatique avec les régimes de Bachar el-Assad et des talibans, le gouvernement allemand essaie de trouver une solution pour expulser les ressortissants de ces deux pays via des États tiers.

Les réseaux sociaux ont alimenté cette polémique, sous le mot-dièse « Ville de la lame », référence ironique et scabreuse à l'industrie du couteau établie depuis le XVe siècle dans la ville du sud de la Ruhr de 160 000 habitants. Sur X, le chef de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD, extrême droite) a exhorté dans un message posté sur X *« les Allemands à se libérer de l'aberration du multiculturalisme forcé ! »* Björn Höcke représente l'AfD lors du scrutin régional de Thuringe, le 1er septembre. Dans l'autre Land appelé à voter ce jour-là, la Saxe, l'AfD caracole également en tête des intentions de vote, à 32 % dans les sondages, selon un sondage Insa. L'organisation de jeunesse du parti d'extrême droite appelait dimanche soir à une manifestation dans le centre de la ville meurtrie, sous le slogan : *« La remigration sauve des vies ! »* ■

Robert F. Kennedy jette l'éponge et se rallie à Donald Trump

Hélène Vissière Washington

Son message antiestablishment, ses positions antivax et son goût des théories du complot ont séduit des Américains jeunes et peu politisés.

Vendredi soir, Donald Trump a accueilli triomphalement Robert F. Kennedy sur la scène de son meeting électoral près de Phoenix, en Arizona. Quelques heures auparavant, le candidat indépendant avait annoncé son retrait de la course à la présidentielle et appelé à voter pour le républicain. *« Avec toutes les voix qu'il a obtenues, (...) je pense qu'il va avoir une énorme influence sur cette campagne »*, a déclaré Donald Trump. C'est *« une bonne nouvelle pour le président »*, a renchéri Tony Fabrizio, l'un de ses stratèges. Selon ses données, a-t-il expliqué, les partisans de RFK dans la plupart des États clés sont plus susceptibles de voter républicain en novembre.

Son ralliement va-t-il réellement avoir un effet ? C'est la grande question. Depuis son entrée en lice, les deux partis s'inquiètent de l'impact du neveu de JFK. À son pic l'an dernier, il obtenait plus de 20 % des intentions de vote dans certains sondages, un exploit rare pour un indépendant, signe que les électeurs cherchaient désespérément une alternative au duel Biden-Trump. Depuis juillet cependant, il est en chute libre dans les sondages, passant de 15 % à 5 % en moyenne aujourd'hui. Ses déclarations bizarres sur un ver qui lui aurait grignoté un bout du cerveau et ses démêlés avec une carcasse d'ours en plein Central Park, à New York, ne lui ont pas fait de publicité. Mais c'est surtout l'abandon de Joe Biden qui a changé la donne. Il semble qu'une partie de ses partisans se soient reportés sur Kamala Harris.

Ces dernières semaines, les conseillers de Donald Trump, son fils aîné, Don Jr, en tête, se sont mis à craindre que RFK ne leur « chipe » trop de voix et ont poussé à des négociations entre les deux campagnes. Qu'a obtenu Robert Kennedy en échange de son soutien ? Un rôle dans la Santé si l'ex-président est réélu, a-t-il dit. Lors de leur meeting électoral ensemble, Donald Trump a mentionné seulement la création d'*« un panel d'experts de haut niveau »* pour *« travailler avec Bobby »* sur la recrudescence de maladies chroniques et infantiles.

Le Parti démocrate, dans une note, estime que l'impact du retrait de RFK *« sera négligeable le jour du scrutin »*. Son message antiestablishment, ses positions antivax et sa passion pour les théories du complot lui ont attiré des Américains plutôt jeunes, peu politisés, et surtout peu enclins à voter. Combien d'entre eux vont se déplacer aux urnes ? *« 23 % sont extrêmement motivés pour voter, contre 70 % pour les électeurs de Trump et de Harris »*, affirme Carroll Doherty, du Pew Research Center.

« Avec toutes les voix qu'il a obtenues, (...) je pense qu'il va avoir une énorme influence sur cette campagne »

Donald Trump Candidat républicain à la présidence des États-Unis

Quant à leur choix favori, les sondages, faute d'échantillons suffisants, ne donnent pas de résultats clairs, même s'ils semblent indiquer une préférence pour le républicain. *« Kennedy n'a cessé de couler depuis l'arrivée de Kamala Harris. Un récent sondage le met à 2 % »*, explique Larry Sabato, le directeur du Center for Politics, de l'université de Virginie. Et ces 2 % ne vont pas voter comme un seul bloc, mais se scinder. *« Certains vont aller vers Trump, d'autres vers Kamala Harris, vers des candidats indépendants et beaucoup vont rester dans leur fauteuil »*, poursuit-il.

Si l'élection s'avère serrée, même un report minuscule de voix peut toutefois faire la différence. L'Arizona et le Wisconsin se sont joués à moins de 20 000 suffrages en 2020. Mais RFK, qui a retiré son nom des bulletins de vote dans dix États pivots où la partie n'est pas jouée, n'a pu le faire ni dans le Nevada, ni dans le Michigan, ni dans le Wisconsin, où il est trop tard pour se retirer. Malgré son désistement, il risque donc de récolter des votes. Sans attendre, les démocrates ont essayé de rallier sa base : *« À tout Américain qui est fatigué de Donald Trump et cherche une nouvelle voie à suivre, notre campagne est pour vous. »*

Dans les groupes Facebook pro-Kennedy, beaucoup approuvent sa décision. Certains se disent cependant déçus et l'accusent de cautionner le système de deux partis, après l'avoir dénoncé. *« J'ai tellement honte du soutien de RFK à Trump ! Se faire passer pour un indépendant et maintenant quel changement ! Traître !! »*, écrit l'un d'eux. Nicole Shanahan, sa colistière, qui a investi quelque 20 millions de dollars dans la campagne, a déclaré sur X : *« Je ne suis pas une démocrate façon Kamala. Je ne suis pas une républicaine façon Trump, je suis une Américaine indépendante. »* Même chez lui, il n'est pas sûr qu'on suive ses consignes de vote. Sa trumpisation a créé des *« difficultés »* avec sa femme et ses enfants, reconnaît Robert Kennedy, en confiant que son épouse est *« très mal à l'aise »*. ■

La retentissante arrestation de Pavel Dourov, fondateur de Telegram, à Paris

Lucas Mediavilla

Le patron du réseau social est en garde à vue depuis samedi, accusé d'avoir laissé prospérer sur sa plateforme des contenus illicites.

Dans son dernier message aux 12 millions de fidèles qui le suivent sur Telegram, Pavel Dourov confiait le 14 août dernier, à l'occasion des 11 ans de la messagerie cryptée : *« Lorsque j'ai eu 11 ans, en 1995, je me suis promis de devenir chaque jour plus intelligent, plus fort et plus libre. »* Aujourd'hui, c'est de cette liberté, dont il est reconnu comme l'un des plus ardents défenseurs sur internet, que le milliardaire russe de 39 ans est privé.

Samedi soir, il a été arrêté par les gendarmes français sur le tarmac de l'aéroport du Bourget en compagnie de son garde du corps et d'une assistante. Accusé, comme patron et fondateur de la messagerie Telegram, d'avoir laissé prospérer sans modération sur sa plateforme des contenus illicites allant de l'escroquerie au cyberharcèlement, en passant par le trafic de drogue, le crime organisé ou encore l'apologie du terrorisme.

Interrogés par *Le Figaro*, ni le parquet de Paris ni la gendarmerie n'étaient en mesure de donner plus d'informations sur les suites judiciaires de l'affaire. Le milliardaire faisait l'objet d'un mandat de recherche déposé par l'Office mineurs (Ofmin), chargé de la lutte contre les violences faites aux mineurs, lequel s'inquiète des contenus pédopornographiques diffusés sur Telegram. Cet office, créé en 2023, a coordonné une enquête préliminaire associant divers services et qui a débouché sur l'ouverture d'une information judiciaire.

« Lorsque j'ai eu 11 ans, en 1995, je me suis promis de devenir chaque jour plus intelligent, plus fort et plus libre »

Pavel Dourov Fondateur de Telegram

Pavel Dourov, dont l'avion s'est posé samedi soir en provenance d'Azerbaïdjan et qui devait passer la soirée à Paris, a été placé en garde en vue dès son entrée sur le territoire. Il a été présenté dimanche aux autorités judiciaires en vue d'une *« éventuelle prolongation »* de sa garde à vue, indique le parquet. L'investigation, menée par l'Unité nationale cyber (UNC) de la gendarmerie nationale et l'Office national antifraude, dépendant des douanes (Onaf), sous tutelle d'un juge d'instruction, donnera, elle, lieu à une communication ce lundi.

Cette arrestation constitue un singulier de dénouement pour « Paul du Rove », nom qu'il se plaît à utiliser depuis 2021, date de sa naturalisation obtenue dans l'Hexagone. Le richissime homme d'affaires – 15,5 milliards de dollars, selon Forbes – a rarement fait escale très longtemps dans le pays. À l'exception de séjours dans des hôtels parisiens ou sur la Côte d'Azur, c'est plutôt entre la Finlande, Londres et Dubaï, où le siège de Telegram est implanté depuis 2017, que l'entrepreneur passe le plus clair de son temps. Il a d'ailleurs acquis la nationalité des Émirats arabes unis, tout comme celle de l'État caribéen de Saint-Christophe-et-Niévès en 2014 après son exil de Russie.



ALBERT GEA/REUTERS

Pavel Dourov *(ici, en 2016)* cultive l'image d'un personnage antisystème, refusant les signes de richesse de sa caste ou fuyant les médias. Son arrestation a été perçue comme une déflagration dans l'écosystème de la tech.

Sa patrie d'origine est pourtant à l'origine de son renom. En 2006, diplômé de l'université de Saint-Pétersbourg, il lance le réseau social VKontakte, dont le succès est fulgurant. La presse en parle alors comme d'un *« Mark Zuckerberg russe »*. Mais la comparaison s'arrête là. S'il est né comme lui en 1984, Pavel Dourov ne poursuivra pas le projet « orwellien » du fondateur de Facebook, prophète de la fin de la vie privée. En 2011, pressé par les services secrets russes (FSB) de livrer des informations sur des opposants politiques, Dourov refuse. Contraint de vendre sa part au capital de VKontakte, il récupère une centaine de millions de dollars qui lui permettent de s'attaquer à un projet plus ambitieux encore.

Avec son frère aîné, Nikolaï, mathématicien et expert en chiffrement, c'est en 2013 qu'il lance Telegram. Une messagerie gratuite et cryptée de bout en bout. S'opposant aux plateformes américaines, dont il dénonce la censure, le milliardaire promet de ne jamais y céder, ainsi que de ne jamais coopérer avec les autorités des pays dans lesquels il opère.

Pavel Dourov devient alors le gardien des secrets du monde, pour le meilleur et pour le pire. Et cela fonctionne. Les militants des droits de l'homme et les opposants politiques en Biélorussie, en Iran ou en Corée du Nord, mais aussi en Russie l'utilisent pour communiquer et distiller des informations. Mais c'est le cas aussi des organisations terroristes, comme l'État islamique ou le Hamas, ainsi que des trafiquants de drogue, d'armes, de contenus pédopornographiques ou des pirates du net.

Profitant des scandales de fuite de données touchant ses rivaux américains, Telegram engrange et devient en dix ans l'un des réseaux sociaux les plus puissants au monde. Quelques jours avant son arrestation, Pavel Dourov se félicitait des 950 millions d'utilisateurs sur sa plateforme. Le succès de Telegram a conféré à l'entrepreneur une aura insoupçonnée dans les milieux de la contre-culture numérique et parmi les défenseurs de la liberté d'expression. Pavel Dourov en a joué, cultivant l'image de personnage antisystème, refusant les signes de richesse de sa caste (jets, yachts, biens immobilier de luxe) ou fuyant les médias.

« La nécessité de protéger la liberté d'expression n'a jamais été aussi urgente »

Robert F. Kennedy Jr Ex-candidat à la présidence des États-Unis

Son arrestation a été perçue comme une déflagration dans l'écosystème de la tech. Sur les réseaux sociaux, le mot-dièse #FreePavel a été partagé plusieurs milliers de fois. Y compris par des personnalités comme Elon Musk, qui a tweeté *« Liberté. Liberté ! Liberté ? »*, en français dans le texte. Robert F. Kennedy Jr, ex-candidat à la présidentielle américaine soutenant désormais Trump, juge pour sa part que *« la nécessité de protéger la liberté d'expression n'a jamais été aussi urgente »*.

La justice française fait une lecture différente de la situation. Sa démarche s'inscrit dans le durcissement de la lutte menée par les gouvernements en Europe contre les contenus illicites qui prospèrent sur les plateformes en ligne. Avec le Digital Services Act, l'Europe dispose d'un arsenal réglementaire en la matière. L'arrestation du PDG d'un réseau social de cette taille n'en demeure pas moins aussi spectaculaire qu'inédite.

Sans son patron, difficile de savoir ce qu'il adviendra de Telegram et sa cinquantaine d'employés. Longtemps, Pavel Dourov avait assuré seul le financement de sa plateforme, refusant l'entrée au capital d'investisseurs tiers. Depuis deux ans, il avait cependant pris le virage de la monétisation, avec la mise en place d'abonnements payants ainsi que la publicité. De quoi envisager la rentabilité dès cette année dans le meilleur des cas, ainsi qu'une éventuelle introduction à Wall Street. ■

En Russie, une messagerie prisée des patriotes comme des anti-Poutine

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

L'interpellation, samedi soir au Bourget, du fondateur de la messagerie Telegram, Pavel Dourov, a rapidement provoqué des tensions politiques. Dimanche matin, l'ambassade de Russie à Paris a accusé les autorités françaises de *« refus de coopération »* après l'arrestation de l'entrepreneur de 39 ans qui dispose de la double nationalité russe et française.

L'affaire, qui suscite encore à ce stade nombre d'interrogations, a immédiatement inondé les réseaux sociaux en Russie et fait réagir nombre de personnalités officielles. Un symptôme du rôle majeur, et non dénué de fortes ambiguïtés, joué par cette messagerie cryptée qui revendique 900 millions d'abonnés, a fortiori dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la confrontation avec l'Occident. *« Pensez-vous que, cette fois, elles exigeront la libération de Pavel Dourov, ou qu'elles se tairont ? »*, se demande ainsi Maria Zakharova, la porte-parole de la diplomatie russe, sur sa page Telegram, précisément, en faisant allusion aux nombreuses ONG qui, en 2018, avaient protesté lors du blocage de la messagerie sur décision de la justice russe – d'ailleurs jamais mise totalement en application.

Selon le politologue Sergeï Markov, proche du Kremlin, cette arrestation *« est une tentative des services spéciaux des pays de l'Otan d'établir un contrôle politique sur le réseau social Telegram »*. Des membres des services de sécurité et des fonctionnaires du ministère de la Défense et de l'administration présidentielle auraient reçu pour consigne d'effacer toute leur correspondance sur Telegram, écrit le site Baza. Pavel Dourov a aussi reçu des marques de soutien dans des milieux proches de l'opposition. *« Ce cas est extrêmement important »*, a réagi Alexeï Venediktov, l'ex-rédacteur en chef de la radio Échos de Moscou, aujourd'hui fermée.

Là n'est pas le moindre paradoxe : dans un contexte de strict verrouillage de la parole, Telegram demeure en Russie un des seuls espaces de liberté d'expression, tant pour les ultrapatriotes va-t-en-guerre que pour les voix critiques du pouvoir de Vladimir Poutine. La plateforme est largement utilisée et suivie par les blogueurs militaires, notamment en Ukraine et au-delà. Avec la guerre, Telegram est devenu ce que les analystes appellent un *« champ de bataille virtuel »*, utilisé tant par Moscou que par Kiev. La messagerie est en réalité employée dans l'ensemble de l'espace post-soviétique (de même que Signal), du Kazakhstan à la Biélorussie, où Nexta, l'un des médias en ligne distribués par Telegram a joué un rôle important dans le mouvement de protestations de 2020-2021, avant d'être interdit.

En Ouzbékistan, *« si Telegram venait à s'arrêter, le pays serait paralysé »*, écrit Effet Makarenko, un blog très suivi à Tachkent. *« Les communications de toutes les agences gouvernementales y sont liées, et il serait nécessaire d'envisager des alternatives, pour la stabilité de la République »*, s'alarme l'auteur du blog. Rybar, chaîne Telegram réputée proche de l'armée, écrit même dimanche que la messagerie est *« devenue presque le principal moyen de contrôle des unités dans la zone des opérations (et des deux côtés du front)… » « Ce serait très triste et drôle à la fois que l'arrestation de Pavel Durov serve de catalyseur aux changements d'approche des moyens de communication et de contrôle dans les forces armées russes »*, poursuit Rybar, déplorant que les autorités aient *« fermé les yeux »* depuis deux ans.

Des questions sur sa naturalisation française

Pavel Dourov, lui-même très rare dans les médias, s'est habilement érigé en chantre de la confidentialité. Le petit génie de l'informatique, dont la fortune était estimée en 2021 à 15 milliards de dollars, a quitté la Russie en 2014 après avoir subi la pression des autorités russes à propos de VK (VKontakte), le « Facebook russe », qu'il avait fondé quelques années auparavant. Telegram, qu'il a créé ensuite et dont le siège se trouve à Dubaï, s'est notamment engagé à ne jamais dévoiler d'informations sur ses utilisateurs.

Il est douteux que nombre de données confidentielles échappent à la connaissance des services russes, mais aussi occidentaux, vis-à-vis desquels Dourov affirme se tenir à distance. Pourtant, sa messagerie intègre divers forums et groupes de discussion qu'il ne bloque que rarement – ce fut le cas l'an dernier pour l'un des canaux officiels du Hamas, quelques jours après l'attaque du 7 octobre –, à la différence de TikTok, Instagram ou Facebook. Elle maintient le flou sur ses activités de modération.

Cette ambivalence a rattrapé le fondateur de Telegram – le plaçant dans le collimateur tant des Occidentaux que des autorités russes. Dimanche, l'ex-président Dmitri Medvedev, là encore sur Telegram, a rappelé qu'il avait demandé *« il y a très longtemps »* à Pavel Dourov *« pourquoi il ne voulait pas coopérer »*. *« C'est ma position de principe »*, lui aurait répondu le patron de Telegram. *« Alors, il y aura de sérieux problèmes »*, écrit Medvedev, parlant de Pavel Dourov comme de celui *« qui voulait devenir un brillant homme du monde, croyant pouvoir vivre parfaitement bien sans patrie »*, mais qui a finalement *« fait le mauvais calcul »*.

« Pour tous nos ennemis communs, (Dourov) *est russe, et donc imprévisible et dangereux »*, ajoute l'ex-chef de l'État, actuellement numéro deux du Conseil de sécurité russe. Après avoir obtenu, en 2014, la nationalité de l'État caribéen de Saint-Christophe-et-Niévès, puis celle des Émirats arabes unis en 2021, il a été naturalisé français la même année. Cette démarche, assez exceptionnelle, suscite des questions. L'homme, qui dit suivre des régimes alimentaires draconiens, a défrayé la chronique en se revendiquant *« libertarien »* ou en affirmant avoir une centaine d'enfants, après avoir fait don de son sperme à une clinique…

Dans un contexte devenu de plus en plus sensible, voire pour lui intenable, l'énigmatique fondateur de l'incontournable messagerie Telegram aurait-il décidé de pactiser avec les autorités russes ? Diverses sources évoquent un rapprochement avec Moscou qui se serait esquissé depuis un certain temps. Le site Baza rappelle que le jet privé de Pavel Dourov s'est posé samedi soir au Bourget en provenance d'Azerbaïdjan, où s'est aussi rendu la semaine dernière Vladimir Poutine. Mais ce dernier aurait refusé une rencontre à Bakou avec le patron de Telegram.

Dans ce contexte, le politologue Ilya Grachtchenkov émet l'hypothèse que Dourov *« ait pu mener des négociations avec des fonctionnaires et des hommes d'affaires russes, dans le but de restituer Telegram à la Fédération de Russie »*. Un tel accord, hasarde Grachtchenkov, pourrait bien se réaliser dans le cadre d'une cession d'actifs comparable à celle finalisée tout récemment par le géant Yandex, le « Google russe » détenu par une société néerlandaise (Yandex NV) et qui a vendu (officiellement pour 5,4 milliards de dollars) ces actifs technologiques à un consortium d'investisseurs russes. Avec, pour conséquence, une mainmise accrue du Kremlin sur l'espace internet russe. ■

Cancer des ovaires : le défi du dépistage précoce

Cécile Thibert

Environ 5 000 femmes sont diagnostiquées chaque année en France, souvent très tardivement. Quelques signaux à surveiller pourraient améliorer la situation.


Du fait de la situation anatomique des ovaires, les symptômes de ce cancer sournois sont très variables, peu caractéristiques et le plus souvent tardifs.

56011420/ZINKEVYCH STOCK ADOBE

C'est l'un de ces cancers qui s'enracine dans des organes inaccessibles et qui, à ce titre, peut se développer silencieusement. À cause de cela, le cancer de l'ovaire est découvert dans 75 % des cas à un stade déjà avancé, d'où son mauvais pronostic. Il s'agit du cinquième cancer féminin le plus mortel en France. Jusqu'à maintenant, il n'existe pas de test de dépistage efficace. Mais une nouvelle étude britannique publiée dans *International Journal of Gynecological Cancer* montre que certains signes d'alerte pourraient aider à détecter plus précocement cette maladie. Un enjeu crucial : la plupart des patientes diagnostiquées à un stade précoce survivent au-delà de cinq ans, contrairement à celles qui découvrent leur maladie tardivement.

« Le cancer de l'ovaire est un cancer sournois », reconnaît la Pr Isabelle Ray-Coquard, oncologue spécialiste de ce cancer au Centre Léon Bérard à Lyon. *« Le gros problème est que, tant que la tumeur est localisée dans l'ovaire, il n'y a pas de symptôme. »* Dès lors que des symptômes apparaissent, cela signifie donc que le cancer est déjà bien installé. Mais plus vite ils seront repérés, plus tôt se fera le diagnostic et meilleures seront les chances de survie.

La plus grosse difficulté tient au fait que les symptômes les plus fréquents n'ont rien de spécifiques à ce cancer : l'apparition de douleurs pelviennes ou abdominales (un peu comme une indigestion) ; une envie fréquente ou pressante d'uriner ; une perte d'appétit ou la sensation d'être rassasié sitôt après avoir commencé à manger ; des ballonnements.

Ces symptômes sont terriblement banals. Mais si l'un ou plusieurs d'entre eux sont récurrents (plus de 12 fois par mois) ou persistants, ils ne doivent pas être négligés. Surtout si ces signes s'accompagnent d'une perte de poids soudaine et d'une fatigue extrême. Ces symptômes sont si communs qu'ils peuvent faire penser à bon nombre de maladies bénignes, comme le syndrome de l'intestin irritable. C'est d'ailleurs pourquoi, au Royaume-Uni, une femme de plus de 50 ans qui présente des symptômes évoquant un syndrome de l'intestin irritable doit passer des examens pour éliminer l'éventualité d'un cancer de l'ovaire.

« Nous sommes dans une impasse en matière de diagnostic précoce, mais il y a de l'espoir. Des équipes développent actuellement des tests biologiques destinés aux femmes porteuses d'une mutation sur les gènes BRCA »
Pr Isabelle Ray-Coquard Oncologue

Pour mener à bien leur étude, les chercheurs ont recruté 2600 femmes âgées de 16 à 90 ans qui s'étaient rendues à l'hôpital en raison de la persistance d'au moins l'un de ces symptômes. Ces dernières ont alors bénéficié d'un diagnostic accéléré sous deux semaines, comprenant un dosage sanguin de CA125 (un marqueur tumoral qui augmente dans certains cancers). En cas de résultat anormal, elles étaient ensuite invitées à réaliser une échographie endovaginale.

Au total, 119 femmes ayant réalisé les examens complémentaires se sont révélées être atteintes d'un cancer de l'ovaire. Parmi elles, un quart ont pu être diagnostiquées à un stade précoce de la maladie. Ce qui confirme, selon les auteurs de l'étude, l'intérêt de ce parcours de soins *« accéléré »* en cas de présence persistante de l'un des symptômes. Et de la nécessité pour les femmes, surtout après la ménopause (l'âge moyen au diagnostic est d'environ 62 ans), de connaître ces signes d'alerte. *« C'est un cancer rare, de l'ordre de 5000 nouveaux cas par an en France, mais, en cas de doute, il vaut mieux consulter »*, conseille la Pr Isabelle Ray-Coquard, qui rappelle qu'il est possible de détecter la tumeur par palpation lors d'un examen gynécologique.

Mais, d'après cette spécialiste, s'appuyer uniquement sur les symptômes ne sera jamais suffisant pour sauver la majorité des patientes. *« Nous sommes dans une impasse en matière de diagnostic précoce, mais il y a de l'espoir. Des équipes développent actuellement des tests biologiques destinés aux femmes porteuses d'une mutation sur les gènes BRCA »*, explique l'oncologue. Cette mutation augmente non seulement le risque de développer un cancer du sein, mais aussi de l'ovaire. Environ 15 % des femmes atteintes d'un cancer de l'ovaire ont cette mutation. *« D'ici à l'année prochaine, nous participerons à un grand essai clinique visant à évaluer l'efficacité de l'un de ces tests. Si cela fonctionne, ce sont des personnes que l'on pourra sauver alors qu'on ne le peut généralement pas actuellement »*, conclut la Pr Ray-Coquard. ■

Comment développer son empathie à l'âge adulte

Stéphany Gardier

Se mettre à la place de l'autre est une qualité indispensable pour la vie en société. Et il n'est jamais trop tard pour la cultiver.

Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, avait annoncé en décembre 2023 l'arrivée à l'école primaire de « cours d'empathie », afin notamment de lutter contre le harcèlement scolaire. Expérimentée depuis janvier dans un millier d'écoles, la mesure devrait être généralisée à partir de cette rentrée. Mais, si l'enfance est une période particulièrement propice au développement des compétences psychosociales, il n'est jamais trop tard pour améliorer ses capacités ! L'empathie est ainsi aujourd'hui au cœur de plus en plus de formations pour cadres et managers. Et ce n'est pas qu'une affaire de business. Elle peut en effet mettre de l'huile dans les rouages de toute relation humaine et s'avère fort utile en famille, dans son couple et, de manière générale, en société.

Peu usité il y a encore dix ans, le mot empathie s'est désormais imposé dans notre langage quotidien, que ce soit pour décrire le collègue insensible ou justifier que l'on prenne parfois les choses un peu trop à cœur. Pourtant, quand il s'agit d'en donner une définition précise, les choses se corsent. Il y a souvent l'idée de se mettre à la place de l'autre, de partager ses émotions, mais les confusions sont fréquentes avec la sympathie, voire la compassion, notion elle-même complexe selon que l'on se place du point de vue de la culture bouddhiste ou de la culture occidentale.

Serge Tisseron, psychiatre, docteur en psychologie et auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet dont *L'Empathie* (2024, « Que sais-je ? »), propose une définition simple : se mettre à la place de l'autre, tout en restant soi-même. *« Et la deuxième partie est très importante*, souligne le psychiatre. *L'empathie a certes une composante affective qui permet de reconnaître les émotions d'autrui, mais aussi une composante cognitive, très importante, qui apporte le recul nécessaire pour adapter son comportement sans pour autant fusionner avec l'autre, en restant soi-même. Souvent les personnes qui se disent trop empathiques n'ont pas assez d'empathie cognitive. Elles courent le risque de penser que tout le monde souffre à leur manière et finalement de ne pas apporter à l'autre une réponse qui lui soit adaptée. »*

Pour la Franco-Danoise Malene Rydahl, conférencière, auteur de *L'empathie, ça s'apprend* (Les Presses de la cité, 2024), l'empathie est l'outil du vivre ensemble par excellence, *« un pont qui nous lie à l'altérité »*. Concrètement il s'agirait de voir, de comprendre et d'accepter les autres de manière émotionnelle et cognitive. *« Il ne s'agit évidemment pas de tout valider ou cautionner, mais d'être apte à tolérer ce qui diffère de notre manière d'être ou de penser*, précise l'auteur. *Si "accepter" vous est difficile au début, alors vous pouvez commencer par simplement "constater". Face à une personne qui refuse la vaccination ou vote pour un parti politique que vous n'appréciez pas, vous pouvez écouter et dire : "Ah, c'est intéressant", puis développer pourquoi vous avez une démarche ou un point de vue différents. C'est en réalité la seule attitude qui crée de l'écoute, éventuellement une ouverture, au lieu de renforcer l'autre dans ses positions. »*

L'exercice peut sembler facile, mais la pandémie, et plus récemment la séquence électorale de ce début d'été, nous ont rappelé à quel point cette attitude n'était pas innée. *« L'empathie est un ensemble de compétences qui se développent quand l'environnement s'y prête et qui s'entretiennent*, rappelle Serge Tisseron. *Malheureusement, si nous parlons beaucoup d'empathie, c'est que nous percevons bien qu'elle manque de plus en plus. »* Pour le spécialiste, les réseaux sociaux et leurs algorithmes, qui nous exposent majoritairement aux profils de ceux dont nous nous sentons proches, sont en partie responsables de cette perte de capacité à écouter et à argumenter.

Bonne nouvelle, il est possible de travailler son empathie, presque sans s'en rendre compte, en… lisant un bon roman ! *« C'est un excellent moyen pour se mettre, à son rythme, à la place d'un personnage et observer la multiplicité des points de vue »*, explique Serge Tisseron. Mais réellement développer cette compétence nécessite une étape d'introspection pour déterminer notre capacité à reconnaître nos propres émotions. *« Il est également important d'identifier nos projections, ce que Carl Jung appelait nos "ombres"*, précise Malene Rydahl. *Ce sont elles qui nous amènent à réagir – parfois avec violence – plutôt que d'interagir de manière empathique. »*

« Ne perdons pas de vue qu'être empathique c'est un moyen d'améliorer son propre bien-être : cela rend les relations plus simples, réduit les conflits et, dans la sphère professionnelle comme privée, on y gagne forcément »
Patricia du Sorbier et Philippe Lebreton Formateurs en management

Patricia du Sorbier et Philippe Lebreton, formateurs en management et leadership, proposent dans leur ouvrage *50 exercices pour développer son empathie* (Eyrolles, 2024) plusieurs mises en situation et petits questionnaires pour évaluer son propre degré d'empathie et identifier justement ces freins, par exemple : aimer avoir raison, vouloir garder le contrôle, mais aussi avoir peur de changer d'avis en écoutant l'autre ou craindre de « se faire avoir ». *« Ne perdons pas de vue qu'être empathique c'est un moyen d'améliorer son propre bien-être : cela rend les relations plus simples, réduit les conflits et, dans la sphère professionnelle comme privée, on y gagne forcément »*, rassurent les auteurs.

D'ailleurs, l'empathie est au cœur des stratégies marketing et d'influence. Elle permet de créer de l'engagement et de la reconnaissance : un client qui se sent compris et écouté sera plus disposé à « liker », à s'abonner et à acheter. Seule l'éthique de chacun sépare l'empathie qui vise à améliorer une relation de celle qui a pour but de profiter de l'autre. ■

Solitaire du Figaro Paprec : une longue route devant les étraves

Serge Messager À bord du bateau «Express»

Les 37 concurrents ont quitté dimanche la baie de Seine en direction de l'Espagne. 615 milles étaient à dévaler.


Départ, dimanche depuis Le Havre, de la première étape de la Solitaire du Figaro Paprec 2024.
ALEXIS COURCOUX

La première étape de la Solitaire du Figaro Paprec 2024 a débuté dimanche depuis Le Havre. Les participants de cette 55e édition quittaient alors le monde des terriens pour plonger dans leur univers de solitude. Des conditions rugueuses étaient annoncées pour les premières heures du parcours. Avec un vent dans le nez assez soutenu la première nuit, de l'ordre d'une trentaine de nœuds. Ils allaient devoir alors jouer avec les cailloux et les courants pour contourner la presqu'île du Cotentin. L'expérience et la connaissance des lieux devant être un atout. Les écueils parés, se présentera ensuite un long bord jusqu'à Wolf Rock. Un phare au large de la pointe ouest de la Cornouailles anglaise et porte d'entrée pour leur longue route en direction du golfe de Gascogne et Gijon, en Espagne, terme de la manche. Un golfe où les prévisions météo à plusieurs jours annonçaient du petit temps. Mais de quoi avancer.

Basile Bourgnon (*Edenred*), deuxième l'an dernier du haut de ses 21 ans et donc l'un des principaux favoris cette saison, n'avait pas l'intention de prendre la lune avec les dents au moment de quitter les pontons : *« Cela ne va pas être une course de grosse stratégie, et il faudra être placé dans le peloton. On verra qui sera le maillot jaune à l'arrivée, mais je pense qu'il n'y aura pas de gros écarts. Je vais faire en sorte de ne pas être trop gourmand sur cette première étape. Ne pas m'enflammer, en gardant mon calme. En étant opportuniste seulement dans les petits détails. »*

«Être au départ me paraît irréel»

Tom Dolan (*Smurfit Kappa-Kingspan*) avait gagné la première étape en 2023 en ses vertes terres d'Irlande. Le Concarnois d'adoption partait comme tous chargé d'adrénaline : *« Je suis en pleine forme. La sortie de Manche est classique, face au vent et au courant pendant un petit moment, avec les cailloux à surveiller. Je m'inquiète plus pour après, dans la descente où cela peut partir en sucette. Mon but est d'être dans le bon paquet au départ et à l'arrivée. C'est une étape où il ne faut surtout pas perdre, car je pense que les écarts peuvent être monstrueux. Je vais donc être sage, sans partir tout seul dans mon coin. Mais je dis ça à chaque fois… »*

Issue du circuit Mini, la Suisse Anaëlle Pattusch (*Némo*), qui fait partie des 16 bizuths et des 8 femmes du plateau, vit à 21 ans son rêve d'enfance : *« J'entends parler de cette course depuis toute petite. Être au départ me paraît irréel. Mon ambition est d'être contente à l'arrivée, avec un bateau entier et en ayant navigué proprement, sans notion de classement. »* Son collègue Tom Goron (*Navaléo*), novice lui aussi à tout juste 18 ans, voulait ne pas trop ressentir de pression en abandonnant le ponton havrais : *« Je n'ai jamais navigué aussi longtemps tout seul. Je rentre donc un peu dans l'inconnu. Mes résultats du début de saison n'ont pas été trop mauvais. J'y vais donc avec la volonté de bien faire pour engranger le maximum d'expérience et, surtout, pour prendre du plaisir. Je souhaite faire les choses simplement, en essayant d'accrocher le bon paquet avant d'arriver à Wolf Rock. »*

La dernière marque du parcours côtier de 4,5 milles passée en tête par Gaston Morvan (*Région Bretagne-CMB Performance*) à 15 h 40, la flotte pouvait enfin s'élancer vers son destin. ■

EN BREF

F1 : Norris vainqueur sur les terres de Verstappen

Lando Norris (McLaren) a mis fin à la domination de Max Verstappen (Red Bull), qui était invaincu aux Pays-Bas depuis 2021. Le Britannique a remporté son deuxième succès en carrière alors que le Batave, 2e, n'a plus gagné depuis cinq courses. Charles Leclerc (Ferrari) complète le podium et Pierre Gasly (Alpine), qui n'avait plus marqué de points depuis l'Autriche, termine à la 9e place.

2E JOURNÉE LIGUE 1

(1) PARIS SG	6-0	MONTPELIER (13)
(17) LYON	0-2	MONACO (3)
(2) LILLE	2-0	ANGERS (16)
(15) ST-ÉTIENNE	0-2	LE HAVRE (9)
(4) LENS	2-0	BREST (18)
(6) NANTES	2-0	AUXERRE (10)
(12) NICE	1-1	TOULOUSE (11)
(5) STRASBOURG	3-1	RENNES (8)
MARSEILLE	dim.	REIMS



Tennis : l'US Open débute dans les remous de l'affaire Sinner

Adrien Bez

Plusieurs joueurs ont critiqué le protocole antidopage qui a blanchi le numéro 1 mondial.

La météo annonce du soleil et une trentaine de degrés au mercure lundi à Flushing Meadows (New York) pour le premier tour de l'US Open. En réalité, les nuages s'amoncellent dans le ciel du circuit masculin de tennis. Le climat est délétère depuis mardi, et une annonce déroutante de l'Agence internationale pour l'intégrité du tennis. L'Itia a révélé que Jannik Sinner, numéro 1 mondial, a été blanchi par un tribunal indépendant après avoir été testé deux fois positif au clostébol en mars et avril 2024, lors du Masters 1000 d'Indian Wells.

La thèse de la contamination accidentelle avancée par l'entourage du joueur italien de 23 ans a été acceptée à la suite d'une enquête. Le joueur *« n'a commis aucune faute ou négligence »*, selon l'agence. La substance, un dérivé de la testostérone interdit par l'Agence mondiale antidopage, aurait pénétré *« à faible taux »* dans son organisme via des massages administrés par *« un membre de son staff, qui avait appliqué sur sa propre main un spray en vente libre pour soigner une petite blessure »*, explique Karen Moorhouse, directrice générale de l'Itia. Sinner s'est tout de même vu retirer ses points ATP ainsi que ses gains financiers obtenus lors du Masters 1000 d'Indian Wells, conformément aux règles antidopage.

Dans la foulée de l'annonce, plusieurs joueurs professionnels ont fait part de leur incompréhension. Pour l'Australien Nick Kyrgios, ancien finaliste de Wimbledon, la défense du clan Sinner ne passe pas. *« Accidentel ? Vous croyez vraiment que le kiné a appliqué une crème de kinésithérapie sur une coupure qui lui a fait échouer deux tests de stéroïdes anabolisants ?* a dénoncé l'ancien numéro 13 mondial sur X. *Tu devrais être suspendu pendant deux ans. Ta performance a été améliorée. »* D'autres regrettent que l'affaire n'éclate au grand jour que cinq mois après les faits. Et, selon le Canadien Denis Shapovalov, le Français Lucas Pouille ou le Britannique Liam Broady, ce qui cloche, c'est la différence de traitement entre les joueurs. Tara Moore a ainsi été suspendue 18 mois pour un contrôle positif aux métabolites de nandrolone en avril 2022 avant de pouvoir être blanchie. *« Visiblement, l'avis du tribunal indépendant est considéré comme solide et juste uniquement dans le cas des meilleurs joueurs. Dans mon cas, ils l'ont remis en cause. Ça n'a aucun sens »*, déplore la joueuse Britannique.

Même Novak Djokovic a relevé samedi en conférence de presse *« un manque de protocoles clairs et uniformisés »* et confié *« comprendre la frustration des joueurs »*. Le Serbe de 37 ans, tout récent champion olympique, fait figure de principale menace à New York pour Sinner, dans la tourmente au beau milieu d'une saison stratosphérique côté résultats. Numéro 1 mondial, vainqueur de l'Open d'Australie et des tournois de Rotterdam, Miami, Halle et Cincinnati, l'Italien était jusque-là dans la forme de sa vie.

Explication plausible

L'affaire n'a pas été révélée au moment des faits parce qu'il *« a déposé un appel urgent pour lever sa suspension provisoire »* au moment de la notification de ses contrôles positifs, début avril. L'appel a été accepté, l'explication avancée ayant été jugée plausible par des experts scientifiques. Le taux de la substance dans son corps a été estimé trop faible pour relever d'une pratique dopante. Le numéro 1 mondial a donc pu prendre part à tous les tournois d'envergure sans être inquiété.

Depuis que la bombe a été lâchée, le natif de San Candido se fait toutefois discret. Face au tollé, il s'est séparé d'Umberto Ferrara, son préparateur physique, et de Giacomo Naldi, son kiné, responsables, selon sa défense, de la contamination au clostébol. Nombreux sont les observateurs à s'interroger sur le timing de cette décision. En conférence de presse, vendredi, et à trois jours du début du tournoi, Sinner a rappelé qu'il n'a *« rien fait de mal »* et fait part de son *« soulagement »*. Carlos Alcaraz est parmi les seuls à soutenir son rival, qu'il pourrait retrouver au stade des demi-finales. *« C'est un moment difficile pour lui, c'est certain,* assure l'Espagnol. *S'ils laissent Jannik continuer à jouer, ce n'est pas pour rien. Je crois en mon sport. »* ■

Avec Van Gogh à Arles, quand les artistes ont des étoiles plein les yeux

Par Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Arles

Promenade dans le cosmos des peintres, du génie néerlandais à Georgia O'Keeffe et Anselm Kiefer, à la Fondation Van Gogh.

Van Gogh est l'étoile du berger de cette belle dissertation en œuvres, qui marque, cet été, le retour de son célèbre tableau, *La Nuit étoilée*, à Arles. Peint une nuit de septembre dans cette même ville en 1888, au bord du Rhône, à la lumière d'un bec de gaz, ce tableau, devenu une des gloires du Musée d'Orsay, est une synthèse de sujets contradictoires : la ville moderne d'Arles, son nouveau pont, ses quais et ses tout nouveaux réverbères dont les lueurs font couler l'or sur le Rhône ; et la ville ancienne tout en clochers et en façades massives derrière ce feu d'artifice. Une paix miraculeuse se dégage de cette contemplation où l'espace entre terre et ciel devient un monde en soi. Le ciel est bleu marine, les étoiles y éclosent comme des fleurs. Ce bleu cobalt aux courts empâtements crée une voûte nuptiale au-dessus du couple d'amoureux qui se tient sur la berge en face. Pour donner l'impression que les reflets sur le Rhône viennent des étoiles, Van Gogh a déplacé la constellation de la Grande Ourse, plus à droite de là où se tient le peintre fiévreux.

« Van Gogh et les étoiles », le titre de l'exposition de la Fondation Van Gogh lui revient en roi solitaire de la nuit. Au printemps précédent, Van Gogh écrit à son ami le peintre Émile Bernard : *« Un ciel étoilé par exemple, tiens – c'est une chose que je voudrais essayer à faire »* ; puis, quelques jours avant de peindre ce chef-d'œuvre, à sa sœur : *« Je veux maintenant absolument peindre un ciel étoilé. Souvent il me semble que la nuit est encore plus richement colorée que le jour. »* Longtemps prémédité, précisent les commissaires Jean de Loisy et Bice Curiger, ce tableau exprime l'attention que Vincent porte à la nuit, une inclination qu'il a développée en lisant des poèmes et en étudiant les travaux des peintres qu'il admire. *« Il est bien vrai que dans l'obscurité, je peux prendre un bleu pour un vert, un lilas bleu pour un lilas rose puisqu'on ne distingue pas bien la qualité du ton. Mais c'est le seul moyen de sortir de la nuit noire conventionnelle avec une pauvre lumière blafarde et blanchâtre alors que pourtant une simple bougie déjà nous donne les jaunes, les orangés les plus riches. »* À ses yeux, *« certaines étoiles sont citronnées, d'autres ont des feux roses, verts, bleus, myosotis »*.



La Nuit étoilée **(Arles, 1888), par Vincent Van Gogh.** MUSÉE D'ORSAY, DIST. RMN-GRAND PALAIS / PATRICE SCHMIDT

« On ressent une forte émotion quand on imagine Van Gogh peindre ce tableau, la nuit, au bord du Rhône. Il était à la recherche d'une manière de créer différente qu'il a décidé d'expérimenter quelques mois après son arrivée à Arles avec cette œuvre », commente Maja Hoffmann. La mécène et collectionneuse incarne la Fondation Van Gogh Arles nouvelle formule (10 ans) et la Fondation Luma très contemporaine. *« On reconnaît complètement le quai du fleuve, sa courbe, son eau un peu agitée et, bien sûr, le ciel, qui est, je dois dire, assez dément ! »*

Il y a beaucoup d'érudition, de poésie et d'amour fou de l'art dans cette exposition qui *« explore la culture visuelle de l'époque où fut exécutée* La Nuit étoilée *sur le Rhône »* et sa proximité avec celle des artistes qui ont succédé au grand peintre néerlandais, beaucoup plus spirituels qu'on ne le dit. En témoignaient déjà les deux belles expositions du Centre Pompidou-Metz, « Peindre la nuit » à l'hiver 2018 et « Le ciel comme atelier, Yves Klein et ses contemporains » en 2020. Il suffit, à Arles, de voir la belle salle où les grandes photographies follement romanesques de Juliette Agnel au désert des pharaons noirs (*Taharqa et la nuit*, 2019) encerclent la sculpture de vide et de lumière du Britannique Anish Kapoor. Ou les correspondances entre les mobiles de pierres, *Cieux extrêmement lourds, 2022*, d'Alicja Kwade, artiste polonaise de Berlin, avec l'étonnante *Construction cosmique magnétique*, 1916, de Kazimir Malevitch, le pionnier de l'abstraction au XXe siècle. *« "Van Gogh et les étoiles" est une invitation à un voyage cosmique jalonné des travaux de plus de 75 artistes, penseurs et scientifiques, réalisés depuis la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui »*, explique la Zurichoise Bice Curiger, directrice artistique de la Fondation Van Gogh Arles depuis 2013. Cette cérébrale fut commissaire en 2011 de la 54e Biennale de Venise et avait déjà choisi le titre prémonitoire « ILLUMinations » pour l'exposition internationale. La touche de son complice Jean de Loisy, si originale et curieuse, est omniprésente, lui qui avait déjà bâti une promenade céleste dans « Traces du sacré » au Centre Pompidou en 2008. De leur imagination et de leur vaste culture est née cette odyssée de l'art sous les étoiles.

> **« "Van Gogh et les étoiles" est une invitation à un voyage cosmique jalonné des travaux de plus de 75 artistes, penseurs et scientifiques, réalisés depuis la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui »**
>
> **Bice Curiger** Directrice artistique de la Fondation Van Gogh Arles

Elle va de Camille Corot, le divin (*L'Étoile du berger*, 1864), l'un des fondateurs de l'école de Barbizon, dont Van Gogh considérait l'œuvre comme *« tenant de la révélation »*, au grand peintre symboliste et musicien, le Lituanien Mikalojus Konstantinas Ciurlionis (*Nuit*, vers 1905) qui sera à l'honneur de la Saison de la Lituanie en France 2024, cet automne. Elle va de Victor Hugo (*Tristis Nox*, vers 1847) aux livres de plomb d'Anselm Kiefer dont la peinture blanche éclabousse le noir d'une multitude d'étoiles. Elle va de l'Argentin Lucio Fontana, et de son fameux *Concetto spaziale* marine, troué en rafale comme la Voie lactée (1965), à l'Américaine Georgia O'Keeffe (*Starry Night, Lake George*, 1922). Elle commence brillamment avec le Roumain Victor Brauner et son étrange *La Nuit*, 1946, avec un squelette songeur sous la lune. ■

« Van Gogh et les étoiles », jusqu'au samedi 8 septembre à la Fondation Vincent Van Gogh Arles, commissaires Jean de Loisy et Bice Curiger. Catalogue (Éditions Fondation Vincent Van Gogh Arles, 30 €).

À Marseille, le naturisme examiné sous toutes les coutures

Étienne Sorin Envoyé spécial à Marseille

Dans une exposition dotée d'une riche iconographie, le Mucem retrace l'histoire et l'anthropologie du mouvement naturiste en France.

On jurerait que Philippe Katerine a visité l'exposition «Paradis naturistes». Dans un entretien au *Monde*, le chanteur revenait sur les motivations qui l'avaient poussé à interpréter *Nu*, grimé en Dionysos couleur Schtroumpf, lors de la cérémonie d'ouverture des JO : *« L'idée de la réconciliation, d'abord : quand on est nu, on devient inoffensif, on se donne la main. Pas de poches, donc pas d'armes cachées dans les poches. La décroissance, ensuite : nu, on arrête d'acheter du textile. Le retour aux origines des JO, enfin, à l'époque où les athlètes concouraient nus. »* Sociabilité, sobriété, héritage grec antique, ces principes reviennent tout au long du parcours proposé par le Mucem pour retracer l'histoire et l'anthropologie du mouvement naturiste en France, pays prisé des vacanciers peu frileux – on apprend que l'Hexagone, du fait de sa position géographique et de son climat tempéré, est aujourd'hui la première destination touristique en Europe, avec 40 % des pratiquants actuels allemands et néerlandais.

La nudité n'est pas le nudisme qui luimême ne se confond pas avec le naturisme. Même si l'exposition remonte au jardin d'Eden et à cette idée fondatrice que le paradis terrestre implique de vivre nu avec la nature. La première mention du mot *« naturisme »* apparaît en 1768 dans les travaux du médecin et philosophe Théophile de Bordeu (1722-1776). Mais c'est au début du XXe siècle que le naturisme devient une médecine de l'hygiène louée par les Allemands et les Autrichiens. Ils vantent les vertus des éléments naturels (eau, air, soleil) et l'exercice physique pratiqué à demi ou intégralement nu. L'héliothérapie, préconisée pour soigner la tuberculose, arrive en France depuis la Suisse. L'exposition au soleil dans le plus simple appareil est le meilleur des remèdes. Un documentaire tourné dans une de ces cliniques montre des montagnards en slip et culotte s'adonner à de *« vivifiantes promenades à ski »*. Les actualités Gaumont en 1931 moquent gentiment les zélateurs de la doctrine naturiste qui prétendent *« dépouiller l'homme de ses vices en le déshabillant »*.

Rigueur historique

On l'aura compris, il n'y a pas un naturisme, mais des naturismes, au prisme idéologique mouvant, glissant tantôt à gauche, écologiste voire anarchiste, tantôt à droite, voire à l'extrême droite – Leni Riefenstahl, réalisatrice et photographe aux ordres de Hitler montre des athlètes dénudés aux JO de Berlin 1936.

Cette rigueur historique va ici de pair avec une riche iconographie. Pour le dire trivialement, s'instruire n'empêche pas de se rincer l'œil. Et nul besoin d'être statisticien pour constater que les modèles et sujets sont la plupart du temps des femmes. Le regard porté sur les corps nus est essentiellement masculin. À travers ce *« male gaze »*, les couvertures des revues naturistes se rapprochent de celles du magazine *Playboy*, né en 1950. Ainsi, à l'exception du numéro de juillet-août 1983 de *La Vie au soleil*, exhibant un homme sur un trapèze le pénis pendouillant, les femmes prennent la pose. Comme dans les nus sous-marins de Serge de Sazo, issus de la série *L'Île aux sirènes*, dans les années 1950 et 1960. L'île aux sirènes est en réalité l'île du Levant, au large de Hyères. En 1931, Gaston et André Durville y fondent Héliopolis, du grec *helios*, « soleil », et *polis*, « cité ». On doit déjà aux deux frères médecins Physiopolis, cité de la santé créée dès 1927 sur l'île du Platais, à quelques encablures de Paris. Un genre de camping sportif où les résidents pratiquent dans un grand stade toutes sortes d'activités physiques, en cache-sexe et cache-seins pour les femmes.



COLLECTION ELIANE SCHOEFFERT/ARCHIVES PIERRE AUDEBERT

Île du Levant **(1935), par Pierre Audebert.**

À Héliopolis, inaugurée en 1932, on se balade ou on joue à la pétanque aussi avec le « minimum » qui fait passer le string pour un sous-vêtement pudique. Dans une archive de l'INA, une Annie Girardot belle et gouailleuse rappelle sa découverte de la Côte d'Azur et de l'île du Levant dans les années 1950, mais tempère son goût pour le nudisme : *« Quand il y a du soleil et de l'eau transparente pourquoi pas, mais me promener nue dans un vestibule, très peu pour moi. »* À son âge d'or, Héliopolis attire des personnalités, mêle glamour et naturisme, night-clubs et bains de mer. En 1968, Elliott Erwitt photographie les nudistes de l'île du Levant comme des goélands déplumés sur les rochers.

Entre la plage et les barres d'immeubles

À la même période, au Cap-d'Agde, le camping de Paul et René Oltra compte 300 emplacements, une piscine d'eau de mer, un terrain de jeux et un bar de nuit. Les viticulteurs devenus entrepreneurs le transforment en centre héliomarin. En 1972, Pierre Malafosse fait construire par l'architecte Claude Comolet Port Nature, un bâtiment en forme de colline. Le béton remplace l'idée du retour à la nature des origines. Les familles passent des vacances entre la plage et les barres d'immeuble. On fait le plein d'essence à poil.

L'hédonisme se mue en libertinage. L'exposition reste discrète sur la clientèle en quête d'amour libre, sinon partouzarde. Vincent Ravalec, dans son roman *Cantique de la racaille*, prix de Flore en 1994, est plus disert. Dans les dunes du Cap-d'Agde, son héros Gaston enterre ses dernières illusions sur l'amour et le couple. L'utopie naturiste a du plomb dans l'aile. ■

« Paradis naturistes », au Mucem, à Marseille (06), jusqu'au 9 décembre. www.mucem.org



La Ninebot Max G2 E. L'Urban Native T9.

BENJAMIN TAGUEMOUNT/MARGUERITE DE VALOIS /STOCK.ADOBE.COM, NINEBOT, URBAN NATIVE. PHOTOMONTAGE/LE FIGARO

Ninebot vs Urban Native : le match des trottinettes à réaction

Pascal Grandmaison

Puissantes et peu encombrantes, elles se fondent à merveille dans le paysage urbain. Nous les avons comparées.

À peine le feu est-il passé au vert que nous démarrons en trombe. Derrière nous, les trottinettes ordinaires et les vélos, électriques ou musculaires, semblent figés sur la ligne de départ. Montées, circulation encombrée, ralentisseurs, trottoirs, pavés…, rien ne semble pouvoir arrêter ces deux bolides spécifiquement conçus pour répondre aux besoins des citadins et aux spécificités de la circulation en milieu urbain. Une fois arrivé à destination, il nous suffit de les plier, en moins cinq secondes pour nous attabler à la terrasse d'un restaurant ou partir explorer les rayons d'un magasin. Difficile de faire plus pratique !

Nous avons testé deux modèles de trottinettes urbaines puissantes : la Ninebot Max G2 E Powered by Segway (699 €) et l'Urban Native T9 (3300 €). La première est le fleuron de l'entreprise chinoise Ninebot, qui a racheté l'américain Segway, ex-précurseur et leader des gyropodes. Très abordable malgré un niveau d'équipement élevé, elle vise une clientèle d'étudiants et de jeunes actifs. La seconde se distingue par un design ravageur et un poids spectaculaire de 9,9 kg grâce à l'usage d'un cadre en titane. conçue par le français Urban Native, elle se limite à une clientèle CSP++ à cause d'un prix particulièrement élevé, le plus haut du marché.

LE TAPIS VOLANT

Véritable tapis volant, la Ninebot Max G2 E s'appuie sur une suspension avant hydraulique et une suspension arrière à double ressort réglable pour absorber les cahots de la route. Avec ses pneus sans chambre à air autocicatrisants de 10 pouces (pratique pour éviter la majorité des crevaisons), elle se faufile sur les pavés sans frémir et absorbe les nids-de-poule avec dignité. Lors de nos essais, nous avons été séduits par sa stabilité exemplaire, rehaussée par l'apport d'un large plateau (180 mm) sur lequel reposent aisément les pieds, voire des sacs de course. Mue par un puissant moteur de 450 W (900 W en crête) avec antipatinage, elle répond à toutes les sollicitations sans faiblir. Au démarrage, après une petite impulsion donnée avec le pied pour atteindre 3 km/h (une sécurité pour éviter de démarrer par inadvertance), on atteint très vite la vitesse limitée de 25 km/h. Allure que l'on conserve dans les côtes. Seuls les très forts dénivelés, à Montmartre notamment, nous ont forcé à ralentir (autour de 20 km/h), mais sans jamais mettre le pied à terre. L'autonomie s'établit officiellement à 70 km. Dans la pratique, avec le mode sport (elle dispose de 3 modes : éco, drive et sport), il vaut mieux tabler sur 35 km. C'est largement suffisant pour se déplacer en ville une journée, voire 3 jours si l'on se limite à de courts trajets. Ensuite, elle demande 6 heures pour être rechargée totalement. Ninebot a ingénieusement intégré le chargeur dans le cadre. Il suffit d'un câble secteur, facile à ranger dans une poche, pour l'alimenter n'importe où sur le trajet. La Max G2 E intègre un frein à tambour à l'avant et un frein électronique régénératif à l'arrière (pour recharger la batterie à chaque freinage, plus symbolique qu'efficace). Ils sont pilotés par une unique poignée au guidon. Lors de nos essais, le freinage s'est révélé progressif, évitant de passer par-dessus à l'avant en cas d'imprévu. Ce n'est pas le plus efficace que l'on ait rencontré, mais il s'avère suffisant pour une vitesse contrôlée de 25 km/h. Pour ne rien gâcher, la trottinette bénéficie de réflecteurs avant, latéraux et arrière, de feux avant (2,1 W) et arrière, ainsi que de feux de freinage à LED. Les changements de direction sont épaulés par un système de clignotants avant et arrière, sur le guidon. Sur la route, nous avons apprécié cet élément de sécurité, beaucoup plus rassurant que le fait de tendre le bras pour indiquer sa direction, au risque de perdre l'équilibre. Ils restent surtout visibles dans la nuit ! Ajoutez un mécanisme de pliage ultra-rapide (3 s), la résistance à l'eau (IPX5), le déverrouillage possible par mot de passe, l'alarme électronique ou encore la possibilité de localiser le véhicule avec Find My, d'Apple (iOS uniquement), et vous obtenez la trottinette parfaite pour se déplacer en ville. Sans omettre que son prix hypercompétitif enterre des concurrents moins équipés. Seuls bémols, un guidon non pliant, donc encombrant, et un poids de 24,3 kg qui interdit certaines manipulations. On pourra la mettre dans le coffre d'une voiture, dans un ascenseur ou monter quelques étages de temps en temps, mais ne comptez pas la ranger au cinquième étage d'un immeuble tous les soirs. Ou alors prenez un abonnement chez le kiné… C'est le prix à payer pour disposer d'un véhicule hyperstable et sécurisant.

LE POIDS PLUME

L'Urban Native T9 se distingue par un cadre entièrement en titane de grade 9 (assemblé au Portugal). Il en résulte un poids spectaculairement contenu de 9,9 kg, soit l'équivalent d'un modèle pour enfant, et un design épuré et profilé qui a fait vriller les yeux des badauds sur notre passage. Certes le plateau reste étroit et les suspensions sont absentes, mais l'on profite d'une large roue avant de 12 pouces et d'une confortable roue arrière de 8,5 pouces. Urban Native a fait évoluer son prototype, sorti en septembre 2023, notamment en agrandissant la roue arrière. À l'usage, c'est très agréable. Les nids-de-poule n'existent plus et les trottoirs s'effacent sur notre passage. Seuls les pavés restent sensibles, mais sans excès grâce à la souplesse du titane, qui absorbe une partie des chocs. Quant aux freins, hydraulique à disque à l'avant, électromagnétique à l'arrière (l'équivalent d'un frein moteur), ils s'avèrent hyperefficaces. Lors de nos essais, notre trajectoire a été coupée subitement par une ambulance. Nous avons été contraints de piler… et de passer au-dessus du guidon. Sans tomber et sans dommages, heureusement ! Même à 25 km/h, il convient de toujours rester attentif aux aléas de la route ! Côté moteur, la T9 conserve la même formule, soit 1500 W et un couple exceptionnel de 37 Nm. Ça déménage ! Les accélérations sont fulgurantes et le compteur intégré n'a jamais quitté la vitesse max (27 km/h sur notre modèle) dans les côtes les plus abruptes, même avec un passager… Revers de la médaille, la batterie intégrée au cadre de 400 Wh ne dépasse pas les 13 km d'autonomie en mode sport. Pour les trajets plus longs, il faudra utiliser un mode économique, ou bidouiller les réglages dans l'application dédiée (tout est paramétrable, de l'accélération à la vitesse en passant par le niveau de frein régénératif) pour atteindre un maximum de 25 km. C'est peu, mais suffisant pour la plupart des déplacements urbains, aller et retour. Au besoin, on pourra la charger au bureau, car elle ne requiert qu'un banal chargeur de téléphone. Malin ! Pour couronner le tout, elle se plie à merveille, se transporte sous un bras, et se range à l'horizontale ou la verticale dans n'importe quel coin d'un bureau, d'une entrée ou d'un salon. Un vrai couteau suisse de la mobilité ! Il ne lui manquerait que des clignotants…

Ces deux petits bijoux s'adressent évidemment à des publics différents, ne serait-ce que par leur différence de prix. Si votre budget est illimité, foncez sur l'Urban Native T9. C'est le top de ce que l'on trouve aujourd'hui sur le marché de la mobilité urbaine. Si vous êtes plus regardants sur les dépenses, la Ninebot Max G2 E comblera vos attentes, sans traîner. À ce tarif, elle ne connaît aucune concurrence. ■

Donner son mobile à son enfant

Avant de franchir le pas, il convient de réinitialiser l'appareil et d'installer un contrôle parental. Explications.

Neuf ans et 9 mois ! C'est l'âge médian auquel les enfants reçoivent leur premier smartphone. Besoin des mamans de joindre leurs bambins, harcèlement des préados pour faire comme les copains… Les raisons sont nombreuses qui poussent les parents à équiper leur progéniture si jeune, malgré les avertissements des autorités sanitaires sur les risques encourus par une forte consommation d'écran (troubles de l'attention ou du sommeil, cyberharcèlement, images violentes…). Souvent, ce passage intervient à l'arrivée en sixième, voire en cinquième, quand l'élève bascule dans le monde des ados. Pas facile à ce stade de résister à la pression sociale et au risque d'exclusion de la génération ultra-connectée. La solution de facilité consiste à lui léguer son ancien appareil, que l'on connaît bien et dont la valeur pécuniaire modeste ne pose pas, ou peu, de risques de perte ou de vol. Cette mutation doit cependant s'accompagner d'un certain nombre de garde-fous afin d'éviter les problèmes en tous genres.

Premièrement, on veillera à sauvegarder ses données si l'on en profite pour changer d'appareil soi-même, mais surtout à réinitialiser ce dernier. Il serait périlleux que nos informations personnelles se baladent sans protection dans la poche d'un écolier. Cela peut concerner les photos, les mails comme les données bancaires. Sur iOS, il faut se rendre sur Réglages > Général > Transférer ou réinitialiser l'iPhone. Sur Android, il convient préalablement de désactiver la Protection Google contre la réinitialisation aux paramètres d'usine (FRP) avec son mot de passe Google. Ensuite le chemin est Paramètres > Comptes et Sauvegarde > Comptes. Il peut toutefois varier légèrement selon la version d'Android.



Les enfants reçoivent leur premier smartphone autour de 10 ans.
PAJAROS VOLANDO/STOCK.ADOBE.COM

Le rôle primordial des parents

Dans un second temps, on installera un contrôle parental. Apple propose de lier l'iPhone à celui de l'un des parents afin que ce dernier puisse paramétrer tous les réglages à distance. Pour cela, il faut préalablement créer un compte enfant depuis le mobile du parent (Réglages > Famille > +). Ensuite, lors de l'initialisation du nouveau smartphone, il suffit de se connecter au compte iCloud généré précédemment. On peut alors définir des restrictions de contenu, des limites de communication et des temps d'arrêt, configurer Distance de l'écran, partager des positions avec les membres du groupe familial ou activer Demander l'autorisation d'achat. Sur Android, la procédure passe par l'installation de l'application de contrôle parental Google Family Link (disponible sur le Google Play Store) sur l'appareil de l'enfant mais aussi sur celui du parent. Il convient également de créer un compte Google pour l'enfant concerné. On peut alors poser des limites de temps d'utilisation, des pauses, des filtres de recherche ou bloquer des applications.

Quelles que soient les mesures prises, la solution miracle n'existe pas. Il reste judicieux de l'accompagner d'une explication franche sur les dangers d'internet et de la nécessité de préserver la vie privée. Génération numérique ou pas, les parents ont encore un rôle central. ■

P. G.

MOTS FLÉCHÉS N° 3918

PRÉTENTIEUSE / DOMINANT – NETTOYÉE SUR LE CHAMP / IRRÉSISTIBLE – CADEAU ROYAL / CLUB À MARSEILLE – C'EST MOI / À TENIR SUR LA ROUTE – DIPLÔME TECHNIQUE / COLORÉE – ÉVALUÉE À LA SCIERIE – LANCÉ SUR LE MARCHÉ – DÉCIBEL SYMBOLISÉ / RAISIN – PAS TTC / PAYS DE TÉHÉRAN – ACTIVITÉ DE LOISIR / DE MÊME – COMPLÉMENT ÉPISTOLAIRE / PORT DE CLÉ – PIÈCES SOUS UNE CAISSE D'AUTO

QUI VEUT RÉUSSIR / IL SONNE L'HALLALI

AVIVER / GREFFON – *OPUS* EN BREF / AS DU TIERCÉ – AU TON NATUREL / ENCAUSTIQUAI – LE PLUS GROS OS DE LA JAMBE – INSCRITS SUR UNE ARDOISE / DÉPLAISANT – MANIÉ PAR CELUI QUI CANOTE

ENSEMBLE / AINSI DE SUITE – FEUILLETÉ GARNI / BRUIT DE L'HORLOGE – ABJECT / FERMENT

DÉAMBULE / GROUPE DE JAZZ – FAIRE CONNAÎTRE / IL PRÉCÈDE LE SAUT – IL EST MUET DE NAISSANCE / INNOVE – SIX À ROME

MEMBRE DE L'UE / BIEN ISOLÉE – VIEUX CABRIOLET / ENVIES DE VIVRES – AU-DESSUS – FIL DE COCON / TUBE D'ÉCLAIRAGE

LONGS TEMPS / ANCIEN LAXATIF – PAS AUSSI CORRECT QUE CELA – POTIÈRE / DU MIEL DE BEAUTÉ – RUISSELET / ELLE SOUFFLE SUR L'ADRIATIQUE

L'AUTEUR DE MES JOURS – ARRACHÉ À LA RACINE / LIEUX CULTUELS – ABREUVOIR / ACCROCHAGE EN MÉNAGE – BANC DES ACCUSÉS / MET EN EXAMEN

RAIE CORNUE – CABINES DESSERVANT LES ÉTAGES – ENVELOPPE DE ROUE / SOLDAT – AMENER JUSQU'AU RECYCLAGE – ORIFICES / IL PEUT SAUVER LE BAC – PARTICULE DU NOYAU ATOMIQUE – LIÉ PAR UN CONTRAT

SUCRE DES CONFISEURS – RADOUBER / HOMME DE PASSES – VILAIN MOT DE VILAIN MÔME

SPÉCIFIÉS / AIGUISA – ESPÈCE DE PETITE PATATE / REPLACER – CÔTIER DU NORD / AU TOP DU TOP ! – HÔPITAL ALPIN / ROSES TRÉMIÈRES

RÉPÉTITIONS / CRI D'EFFORT – BRASSE LES CARTES – EN FACE, MAIS AU CENTRE / CHEF D'ÉTAT

AMOUREUSE – CACHÉE DANS SA TANIÈRE – COSMIQUE / ALLURE DE DANDY – HISSER PAR LE CABESTAN / RÉUNION – QUI NE SE MOUILLE PAS BEAUCOUP

IL A DES OPINIONS EXTRÊMES – DIRECTION SUR LA BOUSSOLE – VALIDER UNE DÉCISION – UN MOT QUI EN LIE D'AUTRES / BLOTTIE – AUDACIEUX / FOIE GRAS EN GELÉE

HARNACHAS / SORTE D'ARGOT – CHÂTEAU DE LA LOIRE / DOUZE MOIS – RADEAU / DÉPIT DE JEUNE – ELLE FAIT LE TOUR DU JARDIN – MATÉRIAU D'UNE GRANDE DURETÉ

BIÈRE BLONDE / BAVARD SUR PERCHOIR – MARGINALES / BRANCHÉ À LONDRES – POIDS MINI / BAIE DU JAPON

AUROCHS / ÉVIDER – PRÉNOM DE SAINT-EXUPÉRY – THÉÂTRE POPULAIRE / ÎLE DE FRANCE – POMME EN CHANSON (D') / ÉCLOS – UN TSAR QUI N'A PAS DE CŒUR

L'EAU APRÈS LA PLONGE – N'HÉSITE PAS À REVENIR À LA CHARGE

LES SUISSES EN FONT TOUT UN FROMAGE – ÉMILE POUR ROMAIN GARY – COMME UNE PARTIE DE L'ICEBERG – VENT DU LANGUEDOC

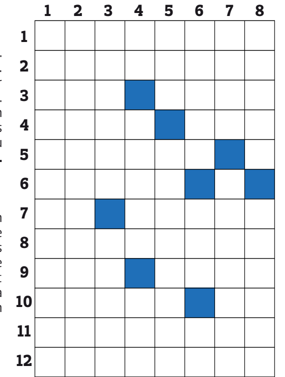
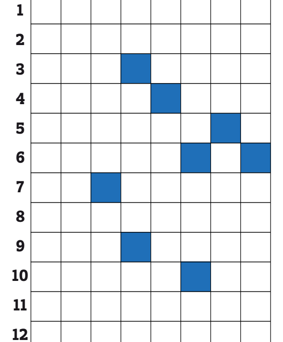
MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6693

HORIZONTALEMENT
1. Ont la tête sous l'eau. – **2.** Sortie de l'oreille d'un sourd. – **3.** Police anti-émeute. C'est l'habit qui fait le moine. – **4.** Reliefs d'œufs. Quand on hésite à avancer ou pour faire avancer, selon le sens. – **5.** Espaces dématérialisés. – **6.** Abris de campagne. – **7.** Dans l'atlas. Proboscidien en album. – **8.** Caractère distinct. – **9.** Travaille dans la restauration. Vieil article de compte. – **10.** Mis au propre. Un fragment infime pour la Longue Marche. – **11.** Approchées en calculant. – **12.** Délaissée et vieillie.

VERTICALEMENT
1. Manques de fidélité. – **2.** Tient du prodige. – **3.** Pour un abri de toiles. Enclin aux fourberies. – **4.** Dispense du code. Considéré sans considération. A la tête dans les épaules. – **5.** Feu. Régime de Nicolas. – **6.** Ont une direction assistée. Information minimale. Fragment de lettre. – **7.** C'est un coureur mais il n'arrive jamais à s'envoyer en l'air. Frêle embarcation. – **8.** Manque à son devoir. Montant descendu.

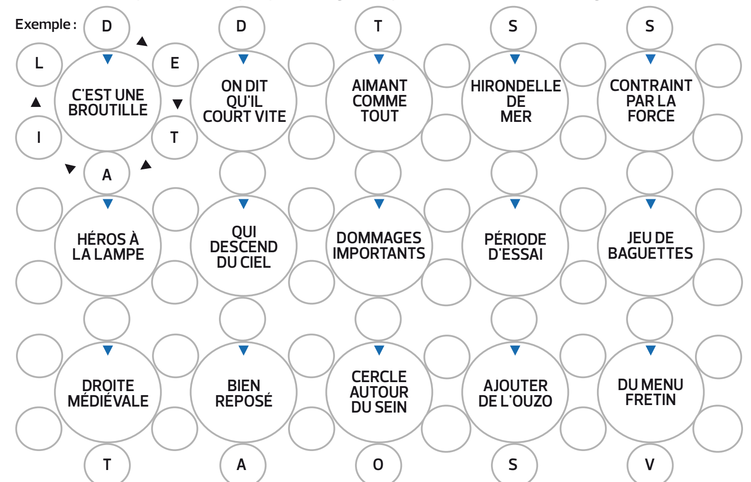



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6692

HORIZONTALEMENT **1.** Affermis. – **2.** Noiraude. – **3.** Grossier. – **4.** UFR. Édam. – **5.** Saïs. STO. – **6.** Titus. In. – **7.** ituC. Don. – **8.** Car. Gone. – **9.** Lieues. – **10.** Ars. Reps. – **11.** Vé. Sauré. – **12.** Esquires.
VERTICALEMENT **1.** Angusticlave. – **2.** Forfaitaires. – **3.** Fioritures. – **4.** Ers. Suc. Su. – **5.** Rase. Gérai. – **6.** Muids. Doseur. – **7.** Idéation. Pré. – **8.** Sermonneuses.

RONDES DES MOTS N° 8

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Sudoku n°4827 Facile

5	7	9	6	3	1	8	2	4
8	6	4	9	5	2	7	1	3
1	3	2	4	8	7	6	5	9
2	8	3	1	6	5	4	9	7
9	4	5	7	2	8	1	3	6
7	1	6	3	9	4	2	8	5
4	5	7	8	1	9	3	6	2
6	9	8	2	7	3	5	4	1
3	2	1	5	4	6	9	7	8

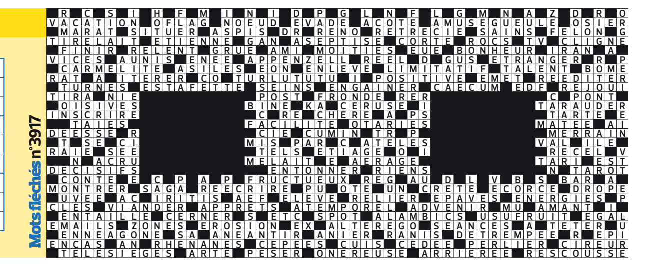
Sudoku n°4828 Difficile

3	7	4	5	1	6	9	2	8
2	6	9	8	3	4	1	7	5
5	1	8	7	2	9	6	4	3
6	2	5	9	8	7	4	3	1
7	8	1	6	4	3	2	5	9
4	9	3	1	5	2	7	8	6
8	5	6	4	7	1	3	9	2
9	3	7	2	6	5	8	1	4
1	4	2	3	9	8	5	6	7

Sudoku n°4829 Diabolique

4	6	8	5	1	9	7	2	3
3	2	9	6	7	4	8	1	5
7	1	5	2	3	8	9	4	6
9	3	2	7	6	5	4	8	1
1	4	6	9	8	3	5	7	2
8	5	7	1	4	2	6	3	9
2	7	3	4	5	6	1	9	8
5	8	4	3	9	1	2	6	7
6	9	1	8	2	7	3	5	4

Mots fléchés n°3917


R C S I H F M I N I D P G L N F L G M N A Z D R O
VACATION OFLAG NOEUD EVADE ACOTE AMUSEGUEULE OSIER
MARAT SITUER ASPIS DR RENO RETRECIE SAINS FELON G
TIRELAIT ETIENNE GAN ASEPTISE CORTE ROCS TV CLIGNE
FINIR RELENT GRUE AMI MOITIES EUE BONHEUR IRAN A
VICES AUNIS ENEE APPENZELL REEL D GUS ETRANGER R P
CARMELITE ASILES EON ENLEVE LIMITATIF TALENT BOME
RAT A ITERER CO TURLUTUTU I POSITIVE EMET REEDITER
TURNES ESTAFETTE SEINS ENGAINER CAECUM EDF REJOUI
TIRA NIE POST FRONDE RER C PONT
OISIVES BINE KA CERUSE I TARAUDER
INSCRIRE C RE CHERE A PS TARTE E
TAIES FACILITE OTARIES MATEE AI
DEESSE R CIE CUMIN TR P MERRAIN
T SE CI MIS PAR C ATELES VAL ILE
RAIE SEE TELS ETIAGE O I RECEL V
N ACRU MELAIT E AERAGE TARI EST
DECISIFS ENTONNER RIENS N TAROT
CONTE E C P A P FRUCTUEUX REG AU D L V B S BAR A
MONTRER SAGA REECRIRE PU OTE UN CRETE ECORCE DROPE
UVEE AC IRITIS AEF ELEVE RELIER EPAVES ENERGIES P
CLES VIANDER APPRETS ATEMPOREL ADVENIR MU AMANT I
ENTAILLE CERNER S ETC SPOT ALAMBICS USUFRUIT EGAL
EMAILS ZONES EROSION EX ALTEREGO SEANCES A TETER U
ENNEAGONE SA ANEANTIR ANIER RANIS DETREMPEE R EPI
ENCAS AN RHENANES CEPEES CUIS CEDEE PERLIER CIREUR
TELESIEGES ARTE PESER ONEREUSE ARRIEREE RESCOUSSE





De Gaulle : le panache d'une démission

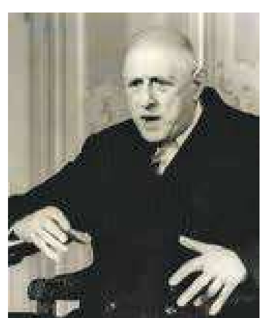
Blaise de Chabalier

Sur Le Figaro TV, un documentaire raconte la fin du règne du Général, marquée par Mai 68 et le référendum d'avril 1969.

Comment expliquer que le général de Gaulle, pourtant conforté par le succès des élections législatives de juin 1968, a finalement démissionné moins d'un an plus tard ? Pourquoi le président fondateur de la Ve République, qui semblait avoir surmonté la crise de Mai 68, a-t-il cru bon de mettre en jeu son mandat en demandant aux Français de voter le 27 avril 1969, lors d'un obscur référendum sur la réforme du Sénat et sur la régionalisation ?

Le documentaire « De Gaulle. La fin d'un règne », signé Jean-Michel Djian, montre bien que, en réalité, les événements de Mai 68 mettent en évidence de profonds différends entre le grand homme et son premier ministre, Georges Pompidou. Ce dernier a une approche ouverte, voire conciliante, face à la crise étudiante, ce qui ne plaît pas au Général. Quant à la conviction forte de l'homme du 18 Juin sur la nécessité d'instaurer la participation au sein des entreprises, elle n'est pas du tout du goût de l'ancien directeur de la banque Rothschild. Et, le 24 mai 1968, alors que les manifestations se déchaînent, l'annonce par le président qu'il veut organiser un référendum sur cette fameuse participation, rencontre l'incompréhension générale, et pas seulement celle de Matignon. *« Cette annonce paraissait vraiment incongrue, les jeunes ne comprenaient pas de quoi il s'agissait »*, note le biographe du Général, Éric Roussel.

Dans ce contexte, et après le fameux épisode de son échappée d'une journée à Baden-Baden, le chef de l'État déclare finalement, le 30 mai 1968, à la télévision, différer son référendum et dissoudre l'Assemblée nationale. Le même jour, une grande manifestation en soutien au président est organisée à Paris.



Le général de Gaulle lors d'une interview, le 8 juin 1968.
ALAMY STOCK PHOTO

« Une belle sortie »

Après sa victoire aux législatives, De Gaulle change de premier ministre en nommant Maurice Couve de Murville, dont la loyauté est indéfectible. Sa rupture avec Georges Pompidou est consommée. *« Depuis Mai 68, une partie de ce qu'il était convenu d'appeler "les états-majors gaullistes" jouait déjà la carte Pompidou »* se souvient Pierre-Louis Blanc, alors chef du service de presse de l'Élysée.

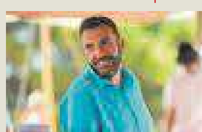
Le Général n'a pas abandonné l'idée d'un référendum, mais il le limite à la réforme du Sénat et à la régionalisation. *« Le Général a senti la rupture qui s'était passée. Je crois qu'il ne voulait pas un référendum sur le thème relativement abstrait de la participation. Il a souhaité au fond (...) faire que ce référendum n'ait pas beaucoup de sens »*, avance Edgard Pisani (1918-2016), ancien ministre gaulliste interrogé dans ce film de 2009. *« À ce moment-là, quelque chose ne va pas dans l'équation du Général »*, note Pierre-Louis Blanc. C'est ainsi que les Français répondent non au président, dont les fonctions, annonce-t-il dans un communiqué, prennent fin le 28 avril à midi.

Une démission en réalité pleine de panache, pour un homme qui, rapporte Éric Roussel, déclarait en mars 1969 au général Lalande, en privé, à propos du référendum : *« J'ai l'impression que ça ne va pas marcher. Si ça marche tant mieux, sinon ce sera une belle sortie. »* ■

**« De Gaulle, la fin d'un règne »
À 21 heures,
sur Le Figaro TV Île-de-France
Notre avis : ●●●◐**

TF1

21.10
Camping Paradis
Série. Humoristique



Fra. 2024. Saison 15. Avec Laurent Ournac, Thierry Heckendorn. Salsa au paradis (1 et 2/2). Inédit. Pour changer les idées de sa mère après le décès de son mari, un homme a décidé de venir au Camping Paradis, où ils ont passé leurs meilleures années.

23.05 Camping Paradis. Série. Humoristique. 4 épisodes.

france•2

21.10
Nautilus
Série. Aventures



GB/EU. 2024. Saison 1. Avec Shazad Latif, Georgia Flood, Céline Menville. 2 épisodes. Le Dreadnought coupe court au voyage du Nautilus et les deux vaisseaux se retrouvent piégés dans les glaces de l'Arctique. Les conditions climatiques extrêmes menacent les deux équipages.

22.48 Nautilus. Série. Aventures. 2 ép.

france•3

21.12
Les fugitifs
Film. Comédie



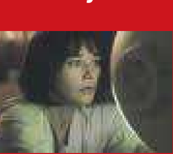
Fra. 1986. Réal. : Francis Veber. 1h25. Avec Pierre Richard, Gérard Depardieu. Par un concours de circonstances, un gangster repenti est embarqué dans la cavale d'un braqueur de banque débutant, affligé d'une maladresse pathologique.

22.37 Ils sont vivants. Film. Comédie dramatique. Avec Marina Foïs. Inédit

À LA DEMANDE

 tv+

Sunny



Désireuse de reprendre sa vie à zéro, Suzie, une Américaine introvertie, s'est installée à Kyoto où elle a fondé une famille avec Masa, un ingénieur taciturne. Quand celui-ci disparaît avec leur fils dans un accident d'avion, son existence vacille. Pour la consoler, l'entreprise de son défunt mari lui offre Sunny, un robot de compagnie programmé par Masa. Suzie tombe des nues : elle pensait que son époux élaborait des réfrigérateurs. Elle n'est pas au bout de ses surprises. Cette adaptation du roman « Dark Manual », de l'Irlandais Colin O'Sullivan, se révèle particulièrement attachante. Rachida Jones compose un personnage d'une belle densité dramatique dans cette aventure décalée et pleine de mystères.

CANAL+

21.07
Un meurtre est-il facile ? D'après Agatha Christie



Série. Policière
GB. 2023. Saison 1. Avec David Jonsson. 2 épisodes. Angleterre, 1954. Le jeune Luke Fitzwilliam arrive du Nigeria avec la promesse d'un emploi, et rencontre Miss Pinkerton.

23.05 Hot Ones. Divertissement. Pierre Niney n'a peur de rien.

arte

20.55
Mariage à l'italienne
Film. Comédie



Ita/Fra. 1964. Réal. : Vittorio De Sica. 1h40. Avec Sophia Loren. Une jeune femme, ancienne prostituée, ruse pour obliger son amant, de meilleure famille, avec qui elle est installée depuis vingt ans, à l'épouser.

22.35 Marcello Mastroianni, l'Italien idéal. Documentaire.



21.10
L'amour est dans le pré
Téléréalité



Fra. 2024. 1h55. 2 épisodes. Inédit. Les douze agriculteurs de cette saison 19 viennent d'horizons différents mais partagent tous la même envie : vivre une formidable histoire d'amour.

23.05 L'amour vu du pré. Inédit.
23.55 L'amour est dans le pré. Téléréalité. Les portraits.



19.41 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Mongeville
Série. Policière. Fra. 2019. Saison 1. Avec Francis Perrin. Le port de l'angoisse. Le corps d'un armateur est retrouvé dans un container. Pour sa famille, c'était un tyran. Pour ses employés, un patron remarquable.

22.59 Mongeville. Série. Policière. Mortelle mélodie. Avec Francis Perrin.



19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 FBI
Série. Policière. EU. 2023. Saison 5. Avec Missy Peregrym, Zeeko Zaki. 2 épisodes. Inédit. Un dealer est abattu dans un parc et l'équipe se lance à la recherche du tueur. De retour à New York, la sœur de Maggie se retrouve mêlée à l'affaire.

22.50 FBI. Série. Policière. 3 épisodes.



18.45 Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.

21.25 Captain America : Civil War
Film. Action. EU. 2016. Réal. : Anthony Russo. 2h35. Avec Chris Evans, Robert Downey Jr. L'État américain impose une surveillance des Avengers. Iron Man accepte l'idée, alors que Captain America s'y refuse.

00.00 Largo Winch 2. Film. Action.

france•5

20.06 Souvenirs d'un singe doré.

21.00 Nus et culottés
Documentaire. Fra. 2011. Réal. : Guillaume Mouton. 1h47. 2 épisodes. Dans le Vercors, Nans et Mouts décident de partir faire du parapente en Corse, une entreprise rendue possible par la générosité de certains.

22.47 C dans l'air. **23.57** Echappées belles. Sénégal, voyage en Casamance.



18.15 Chercheurs d'opale. Doc.

21.10 A7 : Les défis de l'autoroute Lyon / Marseille
Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Charles Bourla. 1h05. L'A7 est un axe majeur du réseau français. Son degré de fréquentation exige des infrastructures hors normes.

22.15 A89 Bordeaux-Lyon : défis de la Transeuropéenne. Documentaire.

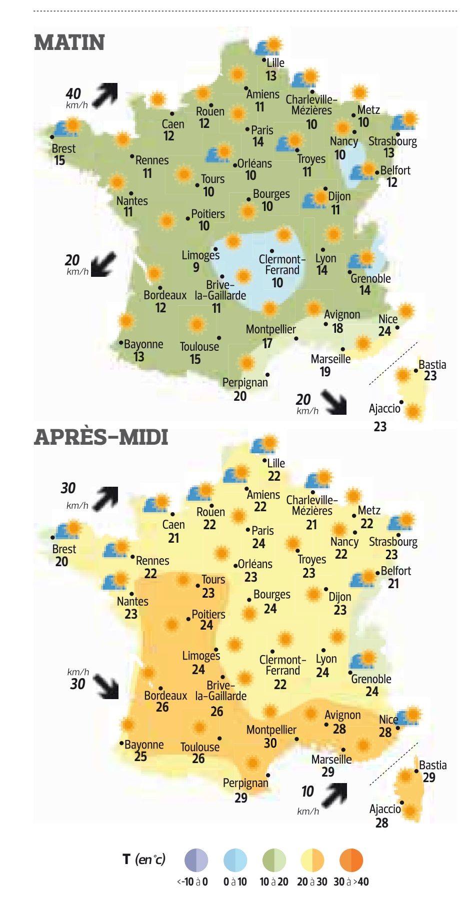
HISTOIRE TV

19.55 Le pouvoir du sport. Doc.

20.50 La guerre de Troie a bien eu lieu
Documentaire. Fra. 2020. Réal. : Laurent Portes. 1h30. Depuis 1870, la colline de Hisarlik, site archéologique de Troie, a permis à cette science de perfectionner ses méthodes.

22.20 L'Acropole : mégastructure de la Grèce antique. Documentaire.

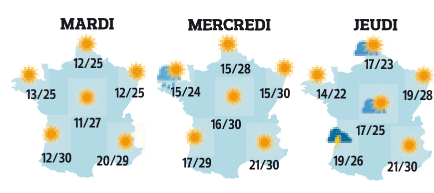
ÉPHÉMÉRIDE Ste-Natacha
Soleil : Lever 07h00 – Coucher 20h44 – Lune décroissante



LE TEMPS AILLEURS...



ALGER	25/28	AMSTERDAM	13/19	ATHÈNES	24/34
BARCELONE	24/28	BELGRADE	22/35	BERLIN	14/24
BERNE	14/20	BRUXELLES	13/22	BUDAPEST	22/34
COPENHAGUE	15/21	DUBLIN	14/20	LISBONNE	19/30
LONDRES	15/22	MADRID	21/33	PRAGUE	16/18
RABAT	21/25	ROME	21/35	TUNIS	24/32



LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h** à **13h** et de **14h** à **18h** **(excepté les jours fériés)** et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
01 56 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

deuils

Laurence Audebert Soregaroli,
sa fille,
Laurent Soregaroli,
son gendre,
Carlo, Victor, Pierre et Jules Soregaroli,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Odile AUDEBERT
née Bombart,

survenu le lundi 19 août 2024,
à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le mardi 27 août, à 10 h 30,
en l'église Saint-André
de Belbèze-de-Lauragais
(Haute-Garonne).

Elle rejoindra son époux,
Michel Audebert
(†) le 20 février 2006.

61, quai Alphonse-le-Gallo,
92100 Boulogne-Billancourt.

Trouville-sur-Mer (Calvados).

Mme Philippe Boisard,
née Alix Hoarau de la Source,
son épouse,

a la douleur
de faire part du décès de

M. Philippe BOISARD

survenu le 19 août 2024,
dans sa 81e année,
à Trouville-sur-Mer.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Augustin, à Deauville,
le vendredi 30 août, à 14 h 30.

Mme Pierre Bouyssou,
née Sophie Légasse de la Sota,
son épouse,

M. et Mme Jacques Bouyssou,
le docteur et la comtesse
Bruno de Certaines,
M. Patrick Bouyssou,
M. et Mme Marc Bouyssou,
ses enfants,

Carolina et Constantin,
Catalina, Iban, Emilie,
Théodore et Amélie,
Guillaume, Mathilde, Jean,
Charlotte, Auguste, Antoine,
Philomène, Marie,
ses petits-enfants,

Elarie, Felix, Elena,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Pierre BOUYSSOU
chevalier
de la Légion d'honneur,
commandeur
des Arts et des Lettres,
mainteneur
de l'Académie des jeux floraux,
avocat honoraire,

le 24 août 2024,
à l'âge de 90 ans, muni
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église d'Auvezines (Tarn),
le mardi 27 août 2024, à 14 h 30.

Les familles Bucard
et Donsanti

ont la douleur
de vous annoncer le décès
de leur tante,

Liliane BUCARD

le 18 août 2024, à l'hôpital
de Montluçon (Allier).

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Notre-Dame,
à Versailles (Yvelines),
le mercredi 28 août, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu
à Saint-Clair-sur-Epte
(Val-d'Oise),
dans le caveau de famille.

Cécile et Agnès Callu,
ses filles,
Alphonse, Gabriel, Gaspard
et Raphaëlle,
ses petits-enfants,
Ellie et Sasha,
ses arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Mme Florence CALLU
née Turiaf,

le 19 août 2024, à Paris.

La cérémonie aura lieu
le mardi 27 août 2024,
à 11 heures, en l'église
Saint-Jean-de-Montmartre,
à Paris (18e).

Mme Solange Caudwell,
sa sœur,
Béatrice, Valérie et Éric,
Rémi et Lydie,
ses neveux et nièces,
Alice, Pierre, Mathilde,
Antoine, Louise, Raphaël,
ses petits-neveux
et petites-nièces,
Gabriel,
son arrière-petit-neveu,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Nicole CHARMANT
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Arts et Lettres.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le mercredi 28 août 2024,
à 11 heures, en l'église
Saint-François-d'Assise,
à Vanves (Hauts-de-Seine),
suivie de l'inhumation,
à 17 heures,
dans le caveau de famille,
au cimetière communal
de Vanves.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Solange Caudwell,
31, rue Mary-Besseyre,
92170 Vanves.

Paris (14e).

Laurence et Xavier Le Bourhis,
sa fille et son gendre,
Diane, sa petite-fille,

ont le profond chagrin
de faire part du décès de

Mme Geneviève CHEROTZKY
née Balzon,

survenu le 21 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Antoine-de-Padoue,
au Chesnay (Yvelines),
le mercredi 28 août 2024,
à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ll.lebourhis@gmail.com

Son épouse Marie-Dominique,
ses enfants et petits-enfants,
ses sœurs,
Geneviève et Anne,

ont la tristesse
d'annoncer le décès de

**Gilles
de GOUVION SAINT-CYR**
général de brigade
de gendarmerie (2S),
officier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,

rappelé à Dieu,
le mercredi 7 août 2024.

Les obsèques ont été célébrées
dans la plus stricte intimité.

Mme Bruno Huet,
née Claude Tiersonnier,
son épouse,

M. et Mme Christophe Huet
et leurs enfants,
M. et Mme Flavien Huet
et leurs enfants,
M. et Mme
Alexandre de Marsac
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

M. Bruno HUET

le 20 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la basilique
Notre-Dame-des-Victoires,
à Paris (2e),
le mardi 27 août 2024,
à 10 heures.

Son épouse,
Marta Ortiz,
ses filles,
Charlotte, Marine et Fabiola,
sa sœur Véronique,

ont le chagrin
de vous faire part
du rappel à Dieu de

M. Christophe JOUBERT

le 20 août 2024,
à l'âge de 61 ans.

La cérémonie se tiendra
ce lundi 26 août, à 10 h 30,
en l'église
Saint-Ferdinand-des-Ternes,
à Paris (17e),
suivie de l'inhumation,
à 17 h 30, au cimetière
d'Écrainville (Seine-Maritime).

Patricia, sa fille,
toute sa famille,
ses amis

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Chantal KLEIN
née Boyer,

le 22 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 29 août, à 10 h 30,
en la paroisse
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
92, rue Saint-Dominique,
à Paris (7e).

L'inhumation aura lieu
le vendredi 30 août, à 15 h 30,
en Avignon,
dans le caveau de famille
au cimetière Saint-Véran.

patricia.klein4@gmail.com

La princesse Bernard
de Polignac
en union avec le prince
Bernard de Polignac (†),
la comtesse Pierre
de Bernis Calvière
en union avec le comte
Pierre de Bernis Calvière (†),
le comte et la comtesse
de La Rochefoucauld
duc et duchesse d'Estissac,
M. Antoine Burin des Roziers
en union avec
son épouse Claude (†),
le comte et la comtesse
Philibert de La Rochefoucauld,
leurs enfants et petits-enfants,

ses sœurs, frères,
beaux-frères, belles-sœurs,
neveux et petits-neveux,

ont la tristesse de faire part
du retour à Dieu,
le 23 août 2024, du

**comte Emmanuel
de LA ROCHEFOUCAULD**

dans sa
soixante-dixième année.

La messe d'enterrement
aura lieu le mercredi 28 août,
à 11 heures,
en l'église Saint-Pierre
de Combreux (Loiret),
suivie de l'inhumation
dans le caveau de famille.

Lannion (Côtes-d'Armor).

Le Seigneur a rappelé à Lui

Michèle MAGNIER
née Corbin de Mangoux,

le mercredi 21 août 2024,
à l'âge de 77 ans.

De la part de :

son époux Jean-Pierre,
ses filles,
Valérie et Géraldine,
ses petits-enfants,
ses frères,
Geffroy et Erard,
ses belles-sœurs,
Caroline et Anne-Christine.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 27 août 2024, à 14 h 30,
en l'église Saint-Jean-du-Baly
de Lannion,
suivie de l'inhumation
au cimetière
de Plouégat-Guérand.

Michèle repose au funérarium
de Penn An Alé, à Lannion,
2, rue Paul-Fleuriot-de-Langle.
Visites le mardi 27 août matin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dinard (Ille-et-Vilaine).

Bertrand Mussat,
Fabien et Christine Mussat,
ses fils et sa belle-fille,

Claire-Marie et David Kintz,
Marie-Élisabeth Mussat,
Édouard et Cécile Mussat,
Alexandre Mussat,
Adrien Mussat,
Tristan Mussat,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,

Naïma, Isia, Mathilde,
Amandine,
ses arrière-petites-filles,

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

Jacqueline MUSSAT
née Babeau,

veuve de
Bertrand Mussat

le 22 août 2024,
dans sa 95e année, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Énogat,
à Dinard (Ille-et-Vilaine),
le mardi 27 août 2024,
à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Anne Ponzio,
Olivier Ponzio-Prion,
ses enfants,
Alice, Julie, Raphaël,
ses petits-enfants,
Florent, Agnès, Pascale,
ses neveu et nièces,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Marie-Laure PRION

survenu le lundi 19 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mardi 27 août,
à 14 h 30, en l'église Saint-Ouen
de Saint-Ouen-l'Aumône,
9, avenue de Verdun
(Val-d'Oise),
suivie de l'inhumation.

Boulogne-Billancourt.

Régine Schirmann,
son épouse,

Olivier Schirmann,
son fils,
Caroline, sa belle-fille,
Arthur et Alexandre
Schirmann,
ses petits-enfants,

Marie-Jeanne Vaucourt,
sa sœur,
André Schirmann,
son frère,
Serge, Christophe et Karin,
ses neveux et nièce,

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

Gérard SCHIRMANN
journaliste à Radio France,

le 18 août 2024,
dans sa 89e année.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi 30 août,
à 10 h 30, en l'église
de l'Immaculée Conception,
63, rue du Dôme,
à Boulogne-Billancourt.

Marie-Christine
et Jean-François Weber,
sa sœur et son beau-frère,

Delphine et Marc Mauger,
Emmanuelle et Laurent Teze,
Claire et Pierre Barthélemy,
ses nièces et neveux,
ainsi que leurs enfants

ont la grande tristesse
de faire part du décès de

Mme Catherine SIMON
chevalier
des Palmes académiques,
responsable
de l'animation culturelle au
lycée Le Rebours, Paris (13e),
créatrice et animatrice
de l'atelier d'écriture
Margaux Belzacq,

survenu le 21 août 2024.

La messe d'obsèques
sera célébrée
le mercredi 28 août 2024,
à 14 h 30, en l'église
Notre-Dame-des-Champs,
91, boulevard
du Montparnasse, Paris (6e).

Ni fleurs ni couronnes.

Mme Roxane Tronchet,
née Berrino, son épouse,
Mme Brigitte Lafargue,
M. et Mme Christian Tronchet,
ses enfants,
et toute sa famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Pierre TRONCHET
ingénieur général honoraire
des Ponts et Chaussées,
X 51,
chevalier
de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre national
du Lion (Sénégal),

survenu le 20 août 2024,
dans sa 94e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mercredi 28 août,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Pierre-de-Montrouge,
à Paris (14e).

RÉGIS DEBRAY OU LES ILLUSIONS PERDUES DE LA GAUCHE 1/6



Régis Debray enfant *(à droite)*, avec sa famille.

COLLECTION PRIVÉE. QUENTIN DEBRAY

RÉGIS DEBRAY

Épisode 1 : « Rêveuse bourgeoisie »

Eugénie Bastié

Né en 1940 dans une famille d'avocats, le jeune Régis Debray est un enfant de la défaite, élevé dans le culte de la Résistance et de la République.

Il est né le 2 septembre 1940. Quelques semaines après la débâcle, un jour après Annie Ernaux. *« Elle a eu le vent ascendant, moi le vent descendant »*, sourit-il, aujourd'hui, d'un air désabusé dont on se demande s'il l'arborait déjà au berceau. Au plus noir de l'histoire de France, au creux de la tourmente sanglante du XXe siècle, Régis Debray est venu sur terre dans un cocon : au 20, rue de Lubeck, dans un bel immeuble haussmannien du triangle d'or de la capitale. 1940 : une date sombre, qu'il préfère oublier. La France est morte cette année-là, aime-t-il à répéter. Lui naîtra, plus tard, et plusieurs fois. À la connaissance, à Janson-de-Sailly, sur les bancs d'un cours de philosophie. À la souffrance, en Amérique du Sud, dans les mines de Bolivie. À la clairvoyance, après les désillusions successives d'une vie marquée du sceau de l'aventure. De la guerre, il ne conserve qu'un seul souvenir, un brin fanfaron, celui d'avoir levé son épée de bois au balcon pour saluer le départ des troupes nazies de Bressuire, où il était réfugié avec sa grand-mère. Déjà, le goût des bravades.

On pourrait le peindre comme l'archétype de cette *« génération sans pareille »* (Jean-François Sirinelli) qui a connu les quatre « P » de la paix, de la prospérité, du plein-emploi et du progrès. Celle qui a profité d'une école encore héritée des hussards noirs de la IIIe République, qui a grandi dans une France homogène sans fractures identitaires, qui s'est ennuyé et a dit *« merde »* à papa quand elle a eu 20 ans. Mais ce serait passer trop vite sur le personnage complexe et tourmenté qu'est Régis Debray. Né juste avant le début du baby-boom, Debray est avant tout un enfant de la défaite, né trop tard dans un monde d'où l'histoire s'était discrètement retirée. *« Génération de série B »*, dira-t-il. Il préférera la moustache aux cheveux longs, Brel et Brassens aux yéyés, le maquis avec Che Guevara aux pavés lancés sur les CRS avec « Dany ».

Comme la plupart des révolutionnaires, Régis Debray est issu de la bourgeoisie de robe : ses deux parents sont avocats à la cour. Du côté paternel, on descend d'une famille d'industriels du textile de Calais. La famille Debray est très proche de la famille Vendroux, celle d'Yvonne de Gaulle. Cela aura son importance, notamment lorsqu'il faudra se démener pour sortir Régis de sa geôle en Bolivie. Le grand-père de Régis, Jules, méprise autant la franc-maçonnerie que l'Action française. Les œuvres d'Anatole France trônent dans la bibliothèque. Ses oncles sont ingénieurs et médecins. *« Dans la famille, on n'aime pas les intellectuels de gauche. Ce sont des aigris, des ratés, des songes creux et des faux jetons »*, écrira Debray.

Sa mère, Janine Alexandre-Debray (elle tient à son nom de jeune fille) est ce qu'on appelle communément une « grande dame ». Avocate brillante, c'est une femme élégante et moderne, de droite, engagée avec de Gaulle mais féministe avant l'heure. À moitié juive, elle a dû se procurer un « certificat d'aryanité » pendant la guerre. Régis Debray l'apprendra bien plus tard, au détour d'une conversation avec un camarade de classe. Après-guerre, elle est conseillère municipale du 9e arrondissement. Personnalité de premier plan de la vie publique parisienne, elle sera la première femme élue vice-présidente du Conseil de Paris pendant près de vingt ans.

En 1956, le siège du PCF est mis à sac en réaction à la répression soviétique de l'insurrection de Budapest. Dans un contexte où le PCF est inféodé à l'URSS, Janine Debray renomme le carrefour en face du quartier général des communistes « Lajos Kossuth » en mémoire du héros de l'indépendance hongroise. Disons que le communisme n'est pas sa tasse de thé. Dans une émission datant de 1958 sur *« les femmes et la politique »*, on la voit, impériale, les mêmes yeux clairs aux paupières tombantes que son fils, en sobre robe noire et rang de perles autour du cou, affirmer qu'*« il ne doit pas y avoir de différences entre l'homme et la femme »* en politique. *« Il faut n'avoir pas de regrets de quitter son foyer très souvent pour pouvoir entrer dans la vie publique »*, confie-t-elle. Elle n'a pas eu besoin de lire *Le Deuxième Sexe* pour pratiquer l'émancipation féminine. Dans l'appartement, elle ne sait pas où se trouve la cuisine. Elle part tôt le matin avec sa voiture et son chauffeur et rentre tard le soir pour ressortir aussitôt en robe longue. En tenue Pierre Cardin – le couturier est un ami –, elle embrasse ses deux fils, avant de filer de galas en cocktails. On la voit aux côtés de Gaston Monnerville saluer la reine d'Angleterre. Femme de pouvoir à une époque où il y en a peu, elle détonne dans ce milieu d'hommes. *« La réac numéro un »*, comme son fils l'appelle, fera des pieds et des mains lorsqu'il sera emprisonné en Bolivie. La grande mondaine se privera de champagne pendant quatre ans jusqu'à la libération de son fils. *« Ils étaient aussi sincères, désintéressés et passionnés l'un que l'autre. Tout comme ils aimaient se faire remarquer : sans jamais l'avouer, la lumière les flattait, la notoriété les rassurait »*, écrit leur petite-fille et fille Laurence Debray dans son livre *Fille de révolutionnaires*. En 1977, on la retrouvera en train de faire une grève de la faim pour protester contre l'absence de femmes au Sénat. Elle adore son fils Régis, jeune prodige qui lit les journaux à 5 ans. Elle le traîne un jour à un meeting de De Gaulle. Au pied de l'estrade en bois, le Général l'approche et lui pince la joue. Un bref instant de grâce dont Debray se souvient encore avec émotion. Le jeune garçon vibre dans le souvenir des grands hommes.

À cette époque, les enfants se divisent en deux catégories : ceux qui ont eu un père résistant, comme son ami Pierre Goldman, dont les parents cachaient des armes dans le berceau, et puis les autres. De son père, Georges, joufflu, bonhomme, plus casanier et effacé que sa femme, mais tout aussi élégant et intelligent, il dit qu'il était un *« brave homme, de centre droit, comme tout le monde »*. Il était membre de l'Automobile Club et ne passait un soir sans ouvrir quelques pages de Chateaubriand. Il fit ce qu'il put pendant la guerre pour aider quelques amis juifs. Ce n'était pas assez pour son fils. Il eût aimé qu'il soit un héros. Blasé, son père confiera à Laurence, sa petite-fille : *« Pour moi, Régis a l'affection d'un fils instituteur pour son père, paysan analphabète. »*

Au 20, rue de Lubeck, on n'organise pas la révolution, ni la résistance, mais des réunions politiques. Tout le RPF défile. Il y a notamment Jacques Soustelle, secrétaire général du parti, si assidu que Régis Debray se convaincra un moment qu'il était son vrai père. Bien des années plus tard, ils se croiseront quand il sera à l'Élysée. Le socialiste partisan de l'Algérie française dissipera les illusions du conseiller de Mitterrand. Il n'est qu'à contempler une photo de Georges Debray pour effacer tous les doutes.

Il n'empêche : Debray n'aime pas trop évoquer sa famille. Gêné par son ascendance bourgeoise, le manque d'héroïsme de ses parents, il passera sa vie à se chercher des pères de substitution. *« Il était très dur avec ses parents, qu'il trouvait d'une futilité totale »*, évoque Laurence. Il faut voir des photos de lui en culottes courtes et socquettes blanches pour imaginer qu'il ait été un jour un gamin. Sa nostalgie profonde n'est pas celle de l'enfance, mais celle de l'adolescence. Le temps des amitiés et des professeurs, dont il dira : *« Sans eux, je serais resté fils de. »* Il se construira, comme beaucoup de sa génération, contre ses parents. Il écrira même un livre intitulé *Contre Venise*, dont raffolait Janine. Sur la couverture, sa mère barrera le titre et écrira : *« Contre Maman »*.

Comme son père et ses oncles, Régis va au lycée à Janson-de-Sailly, situé à quelques minutes à pied de l'appartement. Le prestigieux établissement parisien est alors l'archétype de l'école de la IIIe République : sa façade austère et classique est ornée de cariatides, de la devise nationale et d'un drapeau tricolore, de bustes de grands hommes de lettres et de sciences – Pascal, Corneille, Voltaire, Montaigne, Lamartine. Ce *« lycée des temps nouveaux »*, dont la première pierre fut posée par Jules Ferry en présence de Victor Hugo, avait été un lieu de résistance étudiante pendant la guerre.

Cette génération qui c riera « ni D ieu, ni maître » en 1968 est la dernière à avoir bénéficié de l'école imaginée par la IIIe République

Les grands écrivains, la République, la Résistance : c'est dans cette atmosphère légendaire qu'ont surgi les fièvres adolescentes du jeune Régis. Le bahut fut sa première patrie. La trajectoire de Debray ressemble à celles de bon nombre d'enfants de la bourgeoisie après-guerre, élevés dans le culte de la Résistance, nostalgiques d'une guerre qu'ils avaient vécue en spectateurs. Pour les enfants de la défaite, avoir 10 ans en 1950, c'était bénéficier d'un plan d'études élaboré en 1902 par des ministres nés au milieu du XIXe siècle. Au programme : latin, grec, lettres, philosophie. Cette génération qui criera *« ni Dieu, ni maître »* en 1968 est la dernière à avoir bénéficié de l'école imaginée par la IIIe République. S'ils avaient pu se rebeller contre l'ordre établi, c'est précisément qu'ils avaient reçu de leurs maîtres le savoir qui permet la révolte. Les révolutionnaires de Mai étaient des enfants du tableau noir et du livre. De l'école de l'estrade et des tableaux d'honneur, des préaux en fonte et des professeurs en cravates. L'un d'entre eux fut particulièrement décisif. Pour le jeter sur la voie de la pensée, Péguy avait eu ses hussards noirs, Albert Camus eut M. Germain, Simone Weil, Alain. À Janson-de-Sailly, Régis Debray eut Jacques Muglioni, professeur de philosophie qui l'arrachera à son bocal pour l'entraîner vers le ciel des idées.

C'est un quadra au front clair, intimidant, distant, instruisant plutôt qu'endoctrinant. Il arrive en classe en costume deux pièces bleu marine avec sa serviette en cuir ridée, sa pipe qu'il tape contre son talon, et, debout, dicte impitoyablement à ses élèves qui notent frénétiquement comme des âmes altérées de savoir les rudiments philosophiques d'un rationalisme des plus classiques : Platon, Descartes, Kant. Il n'est jamais entré dans un cinéma, trouve que Sartre n'est qu'un journaliste. Il ressemble à M. Bouteiller des *Déracinés*, un professeur kantien et républicain de la fin du XIXe. Muglioni ne professerait pas les idées de son temps mais celle de l'époque précédente et inoculera à Régis Debray quelques idées antidotes au gauchisme culturel.

Il lui apprend la politesse et la République. C'est là, sans doute, dans la salle de classe de Janson-de-Sailly, que s'est joué ce rapport si particulier à l'école, qui le fera se lever, plus de quarante ans plus tard, contre le foulard lors de la polémique de Creil. *« L'école républicaine ne délivre pas de message. Elle délivre tout court »*, écrira Debray. Exactement ce que pensait son maître, Jacques Muglioni, pour qui l'école n'était pas l'*« ouverture »* ; mais la séparation. Une école qui se coupe des influences extérieures, et, en transmettant le savoir et la connaissance, affûte l'esprit critique des élèves. Nourri par ce maître, Régis brille. Il a l'intelligence Debray *« brillante, cartésienne et rapide »*, dit son cousin Quentin. Avec une dose de romantisme. À l'époque, il n'est pas encore de gauche. Il pleure à la chute de Diên Biên Phu, affiche par crânerie des sympathies poujadistes. Court un jour dans la rue pour apercevoir au croisement de l'avenue George-V la DS de De Gaulle. Il lit Malraux et s'enthousiasme pour les héros de *L'Espoir*. Il rêve d'une guerre d'Espagne qui lui permette de transformer sa vie en destin. Mais il sait que la révolution fait partie de ces choses qu'on ne fait pas à la maison quand on est bien élevé. ■

> « Dans la famille, on n'aime pas les intellectuels de gauche. Ce sont des aigris, des ratés, des songes creux et des faux jetons »

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Retrouvez demain :
Quand « Danton » fait la révolution en Amérique latine

Kamala Harris, un mirage pour les Européens ?

JÉRÉMIE GALLON

Penser que l'élection de Kamala Harris permettrait à l'Europe de continuer à s'abriter sous le parapluie sécuritaire américain revient à se leurrer sur l'isolationnisme croissant - et transpartisan - des États-Unis, analyse l'essayiste*.

Alors que la perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a fait souffler un vent de panique dans les capitales européennes, l'élan dont bénéficie Kamala Harris alimente dorénavant un lâche soulagement. Plus rationnelle, moins erratique et plus internationaliste que son rival républicain, les dirigeants européens veulent croire que l'ancienne procureur générale de Californie s'inscrira pleinement dans l'héritage de Joe Biden. Sans le reconnaître publiquement, nombre d'entre eux en concluent qu'ils pourront continuer de s'abriter sous le parapluie sécuritaire américain et échapper, une nouvelle fois, à une révolution copernicienne dans la manière dont ils envisagent la relation transatlantique. Cette analyse est aussi irresponsable qu'erronée.

C'est d'abord ignorer que la présidence de Joe Biden a marqué le dernier soubresaut d'une ère durant laquelle l'Amérique portait à sa tête des dirigeants unis à l'Europe par un lien étroit. Ayant construit leur carrière au cours de la guerre froide, issus de familles aux racines européennes, ces présidents et hauts responsables entretenaient une relation personnelle, culturelle et intime avec notre continent. Au sommet de la diplomatie américaine, des figures telles que Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski et Madeleine Albright avaient en commun d'être des immigrés européens de première génération. Pour eux, la relation transatlantique n'était pas une réalité abstraite, elle coulait dans leurs veines. À l'inverse, il suffit aujourd'hui de parcourir les couloirs du Congrès, du Département d'État et des institutions de pouvoir à Washington pour se rendre compte que les élites politiques américaines, à l'image des patrons emblématiques de la Silicon Valley, sont l'incarnation d'une Amérique plus diverse pour laquelle l'Europe n'est plus le centre de gravité. Cela ne veut pas dire que ces nouvelles élites, dont Kamala Harris est désormais l'incarnation comme le fut Barack Obama hier, se désintéressent de la relation transatlantique, mais c'est un rapport plus intellectuel et donc plus distant qu'elles entretiennent avec notre continent.

Deuxièmement, penser que l'élection de Kamala Harris préserverait l'Europe de l'obligation de s'affirmer en tant qu'acteur géopolitique indépendant revient à se leurrer sur la réalité de la présidence de Joe Biden. Certes, le ton et la méthode furent radicalement différents de ceux adoptés durant la présidence Trump. Mais, payant le prix de décennies au cours desquelles les bénéfices du libre-échange ne furent pas expliqués et les perdants de la mondialisation, délaissés, l'Administration Biden a, elle aussi, vu son agenda économique et commercial devenir la proie d'un nationalisme teinté de populisme. Sur le conflit Airbus-Boeing, la question des surcapacités de production en matière d'acier et d'aluminium et la taxation des géants du numérique, les disputes transatlantiques n'ont pas été réglées sur le fond : elles n'ont été que mises en pause. Au temps des guerres commerciales a succédé une ère de fragiles trêves. Et que les Européens ne se fassent aucune illusion : Kamala Harris sera autant, si ce n'est plus, sous la coupe des syndicats et de l'aile gauche du Parti démocrate, que ne l'est Joe Biden. Élue, elle poursuivra des politiques de subventions massives à l'industrie, aussi dispendieuses que protectionnistes.

« Les États-Unis ne sont plus en mesure de conduire deux guerres majeures simultanément. Nombre de dirigeants américains considèrent donc qu'entre Taïwan et Kiev, c'est sur le premier théâtre d'opérations que l'Amérique devra concentrer ses forces »

C'est également sur le plan sécuritaire que la présidence Biden ne doit pas être source d'une confusion dangereuse pour les Européens. Certes, le soutien apporté par les États-Unis à l'Ukraine a été massif et sans celui-ci, jamais Kiev n'aurait tenu face à Moscou. Cependant, il ne saurait masquer le fait qu'un des rares consensus actuels entre démocrates et républicains est de considérer que c'est la Chine de Xi Jinping, et non pas la Russie de Vladimir Poutine, qui représente un défi existentiel pour l'Amérique. Le « pivot vers l'Asie », annoncé par Barack Obama en 2012, est autant désiré par les stratèges démocrates que républicains. Or si l'effort de défense américain semble colossal en comparaison de celui mené par les Européens, il convient de le remettre en perspective. Alors que les dépenses de défense représentaient 11,3 % du PIB des États-Unis à la fin de la guerre de Corée en 1953, elles ne représenteront que 2,7 % en 2024. Dans ce contexte, et comme l'a rappelé un récent rapport du Congrès, les États-Unis ne sont plus en mesure de conduire deux guerres majeures simultanément. Nombre de dirigeants américains considèrent donc qu'entre Taïwan et Kiev, c'est sur le premier théâtre d'opérations que l'Amérique devra concentrer ses forces. C'est également dans le voisinage de l'Europe, où nos intérêts sécuritaires sont en jeu, que les États-Unis estiment ne plus avoir à jouer le rôle de gendarme du monde. Que ce soit Donald Trump ou Kamala Harris à la Maison-Blanche, c'est seuls que les Européens devront trouver des réponses pour répondre aux menaces qui se multiplient à leurs portes.

En 2016, l'élection de Donald Trump avait constitué un choc majeur. Il est tragique que huit ans plus tard, les Européens n'aient pas su en tirer les conclusions indispensables. Certes, des efforts ont été menés, notamment en matière de défense. La Facilité européenne pour la paix et le réveil timide de l'industrie de défense allemande en sont les témoignages. Mais l'inertie et le déni de réalité l'ont trop souvent emporté. Si elle est élue, Kamala Harris apportera aux Européens ce que Henry Kissinger jugeait être l'ingrédient essentiel à la force du lien transatlantique : la confiance. Ce sera une différence majeure avec Donald Trump. Mais les Européens auraient tort de voir en ce lien de confiance une nouvelle justification pour ne pas mener l'effort économique et sécuritaire indispensable afin de permettre à l'Europe d'être à nouveau un acteur autonome et maître de son destin sur la scène internationale. ■

**Dernier livre paru : « Henry Kissinger, l'Européen » (Gallimard, 2021).*

Champion de la triangulation politique, Emmanuel Macron se heurte à la quadrature du cercle



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

Ses slogans sont devenus proverbiaux. *« En même temps »*, *« à la fois de droite et de gauche »*, *« prendre ce qu'il y a de mieux de chaque côté »*, autant de formules magiques qui lui ont permis par deux fois d'accéder à l'Élysée, en 2017 et en 2022. S'approprier les idées des autres, où qu'ils se trouvent sur l'échiquier politique, pour attirer à soi leurs électeurs : Emmanuel Macron est apparu longtemps comme un champion dans cet exercice de « triangulation » selon le terme très prisé des commentateurs politiques tout heureux d'emprunter aux mathématiciens une de leurs formules et un peu de leur rigueur.

Pour le candidat à un scrutin électoral, cela consiste à se positionner sur la troisième pointe du triangle, celle du haut, renvoyant dos à dos les adversaires de droite et de gauche situés à la base du triangle. Cette tactique devrait normalement lui être aujourd'hui d'un grand secours alors que le chef de l'État s'est fixé comme objectif de trouver *« une majorité la plus large et la plus stable possible »* selon ses propres termes. Or la recherche d'une entente minimale, d'un pacte de non-agression à l'Assemblée nationale, s'avère pour le moins laborieuse. Cette fois le plus jeune président de la Ve République est confronté à la quadrature du cercle, opération à première vue assez simple visant à construire un carré d'une même surface qu'un disque. Mais après 2500 ans de tentatives infructueuses, les mathématiciens ont dû reconnaître – et démontrer – que le problème est insoluble. Rien à voir en effet avec la technique de triangulation utilisée depuis des siècles par les géomètres, pour construire des cartes géographiques notamment.

En politique aussi la triangulation est une formule éprouvée. Le concept même est certes relativement récent. Il a été théorisé dans les années 1990 par Dick Morris, conseiller politique du président américain démocrate Bill Clinton. Il s'agissait de dépasser le clivage droite-gauche, *« de monter vers une troisième voie, et cela devient un triangle »* (Dick Morris). La technique a été très vite copiée en Grande-Bretagne –, grâce à quoi le travailliste Tony Blair, tout en promouvant les recettes de l'économie libérale, a gagné les élections de 1997 et accédé au 10 Downing Street.

La pratique revenant à reprendre les idées de ses adversaires pour leur couper l'herbe sous le pied est à vrai dire bien plus ancienne. C'est ainsi que le chancelier allemand Bismarck, soucieux de désamorcer la montée du mouvement socialiste, a été amené à créer dès 1883 le premier système de retraite par répartition au monde, financé par les cotisations ouvrières et patronales. Le départ à la retraite avait été fixé à 65 ans, un âge bien supérieur à l'espérance de vie à l'époque !

En France Nicolas Sarkozy et François Hollande ont pratiqué, chacun à sa façon, l'art de la triangulation. Désireux d'édulcorer son image répressive de ministre de l'Intérieur, Sarkozy avait alors fait campagne contre la « double peine », refusant d'expulser *« des gens qui habitent depuis vingt ans en France »*. Durant son quinquennat à l'Élysée, Hollande a triangulé à deux reprises. Dans le registre économique, il a décrété un allégement massif des charges patronales à hauteur de 40 milliards d'euros (le CICE) de façon à amadouer les entreprises, l'électorat du centre et de droite. Et en matière de sécurité, répondant au traumatisme des attentats terroristes de 2015, il a tenté d'instaurer « la déchéance de nationalité » à l'encontre des binationaux, avant de faire machine arrière face à la réprobation de la gauche et même à droite.

Sans conteste, Emmanuel Macron a fait de la triangulation une doctrine décomplexée, baptisée « nouveau monde », valant sur tout le spectre de son action. Tout en voulant « faire barrage au RN », il n'a jamais hésité à lui emprunter son vocabulaire (« ensauvagement », « décivilisation », « immigrationniste », etc.). Par ailleurs, l'image de « président des riches » qui lui colle à la peau est pour le moins réductrice. *« Les Français sont de droite pour les impôts, qu'ils veulent le plus bas possible, et de gauche pour les dépenses publiques jamais assez généreuses à leur gré »*, aimait à dire Jean-Claude Trichet, l'ex-président de la Banque centrale européenne. Il faut reconnaître que, depuis sept ans, le locataire de l'Élysée s'est efforcé de satisfaire l'un et l'autre de ces tropismes, sinon la dette publique ne se serait pas envolée de 1000 milliards d'euros sous son règne.

Une telle ouverture de compas devrait prédisposer à rassembler les bonnes volontés de tous bords. Hélas, la triangulation s'avère infructueuse dans le contexte politique actuel. Les trois blocs, de force équivalente en nombre de députés, forment un triangle équilatéral (trois angles et trois côtés égaux) ce qui n'autorise aucun à exercer une quelconque prééminence sur les deux autres. Le casse-tête Castets (prénom Lucie), la candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon, en est l'illustration la plus véhémente. L'Élysée, maître des horloges et du calendrier, garant des institutions, n'est pas en mesure de définir une orientation globale sur le fond. Ni même de fixer des lignes rouges qu'un gouvernement ne devrait franchir en aucun cas, en matière budgétaire notamment où une crise financière de gros calibre est à nos portes.

L'impossibilité de la quadrature du cercle s'explique par l'irrationalité du nombre Pi qui ne permet pas de ramener une courbe à une ligne droite. De même les antagonismes idéologiques empêchent tout compromis entre les trois blocs. Le « cercle de la raison » revendiqué par les uns est brocardé par les autres. C'est ainsi. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
LE TRI + FACILE
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale
1er cahier 20 pages
Cahier 2 Économie 6 pages

RUSSIE

Milana Koroleva, jamais sans son shopping…

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Cette influenceuse très suivie sur Instagram, épouse d'un riche homme d'affaires moscovite, est à l'image d'une classe peu nombreuse de Russes ultra-fortunés qui font fi de la guerre en Ukraine.











Star des réseaux sociaux, Milana Koroleva, épouse du milliardaire Mikhaïl Koutchment, ne cache rien de ses dépenses somptuaires. Son mari, fondateur d'une chaîne d'ameublement, a largement profité du départ d'Ikea de Russie après les sanctions appliquées à son pays.
INSTAGRAM MILANA KOROLEVA

Milana Koroleva ne nous cache rien. Avec ses 800 000 abonnés sur Instagram, cette blonde botoxée d'une quarantaine d'années, au corps sculpté par les soins de beauté et les spas quotidiens, a pour passion de tout montrer de sa vie fastueuse : ses deux enfants, Leo et Dasha, son mari, Mikhaïl, ses voyages au bout du monde, ses achats de luxe dans les « malls » de Dubaï ou d'Istanbul grâce à sa « *bez limitnaïa karta* » (sa carte bancaire sans plafond de dépenses…). Il faut dire que l'époux de cette star des réseaux sociaux n'est autre que le milliardaire Mikhaïl Koutchment, fondateur de Hoff, l'une des principales chaînes russes de magasins d'ameublement et d'objets pour la maison.

L'enseigne, qui compte 60 points de vente dans le pays, a grandement profité du départ de Russie de son principal concurrent, Ikea, à l'été 2022, quelques mois après le début de la guerre en Ukraine. Depuis, les chiffres de Hoff sont en forte hausse : +16 % en 2022 et même +23 % pour les ventes en ligne. Alors la blogueuse Milana Koroleva dépense sans compter, partageant avec les internautes ses extravagances décomplexées et un brin exhibitionnistes. Dans le domaine enchanté de la Koroleva (« la reine », en russe), on ne parle pas du conflit ukrainien, relégué dans les oubliettes du déni, où l'y maintiennent la plupart des Russes depuis plus de deux ans.

Milana se filme ainsi, lors d'un « week-end shopping » à Istanbul, en train de s'offrir un jean pailleté Chanel à 4 000 dollars. Une autre vidéo montre l'arrivée du cadeau offert par l'influenceuse et son mari à leur fille pour ses 18 ans : un cabriolet Mercedes, orné d'un gigantesque ruban rouge, sorti d'un camion pour être déposé devant leur résidence dans une banlieue cossue de Moscou. Un sommet est atteint avec les vacances de ski familiales, l'hiver dernier, à Courchevel : arrivée en jet privé à Chambéry, appartement luxueux au cœur de la station. Milana passe pour s'équiper au magasin de sport avant de rejoindre les pistes. En sortant, elle montre complaisamment le ticket de caisse de ses quelques emplettes : plus de 20 000 euros en combinaisons de ski, pulls de cachemire et bonnets fourrés, le tout en moins d'une heure…

Ces super-riches russes – qui ne sont plus « nouveaux » depuis les années 1990 du siècle dernier – n'ont donc pas vraiment souffert de la guerre en Ukraine. Tout juste se sont-ils adaptés au contexte de restrictions, quitte parfois à modifier quelque peu leurs habitudes. Certes, le club de ceux qui étaient frappés de sanctions depuis 2014 s'est considérablement élargi. Mais, là encore, beaucoup ont trouvé des arrangements et des prête-noms, notamment dans leur cercle familial, afin de poursuivre leurs activités et maintenir leur train de vie. Certains, dans le haut du panier, ont même carrément réussi à prendre la vague. Ainsi, entre 2021 et 2023, le nombre de milliardaires russes en dollars répertoriés par la revue *Forbes* est passé de 121 à 123. Et encore, la liste aurait pu être plus étoffée si dix magnats n'avaient pas renoncé à leur nationalité russe. Ils ont été remplacés cette année dans le classement *Forbes* par dix-neuf nouveaux venus. Des nouveaux milliardaires qui ont bénéficié du retrait du marché russe des marques étrangères, dont ils ont pu parfois acquérir les actifs à prix réduits.

Sur la première marche du podium cette année, on trouve Vaguit Alekperov (28 milliards de dollars, contre 25 milliards il y a un an), ex-patron de la compagnie pétrolière Lukoil, dont les actions ont bondi avec les cours de l'or noir. L'an dernier, ce hit-parade des milliardaires était dominé par Andreï Melnitchenko (25 milliards dollars de fortune, deux fois plus qu'en 2022). Sa compagnie, Eurochem, un gros producteur d'engrais, avait vu ses bénéfices exploser après le début de la guerre en Ukraine. Au total, en Russie, environ 500 personnes détiennent 40 % de tous les actifs financiers, une concentration nettement supérieure à la moyenne mondiale.

Entre 2021 et 2023, le nombre de milliardaires russes répertoriés par la revue *Forbes* est passé de 121 à 123. Et encore, la liste aurait pu être étoffée si dix magnats n'avaient pas renoncé à leur nationalité

Avec les sanctions internationales, les très riches Russes se sont faits plus discrets. Mais pas Milana Koroleva. Depuis 2022, Mikhaïl Koutchment a été mis au ban par les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada pour ses liens avec le gouvernement russe. Son épouse, Milana,est elle-même visée par des sanctions canadiennes. Elle continue néanmoins à apparaître sur les réseaux sociaux, et elle est loin d'être la seule.

En mars 2022, quelques semaines après le début de la guerre, Svetlana Ivanova, une ancienne présentatrice de télévision, épouse du vice-ministre de la Défense, Timour Ivanov, avait été aperçue faisant des « emplettes » chez les joailliers de la place Vendôme à Paris. Un an plus tard, elle récidive. Une vidéo « postée » en avril 2023 sur les réseaux sociaux la montre en train de faire la fête à Courchevel. Le couple était connu pour mener grand train en Russie, mais aussi sur la Côte d'Azur. Les Ivanov avaient ainsi pour habitude de passer un mois par an à Saint-Tropez dans une villa louée 6 000 euros par jour et sur un yacht à 11 000 euros par jour. En août 2022, ils décident de divorcer, semble-t-il pour permettre à Svetlana d'échapper aux sanctions de l'Union européenne visant son époux. Le 23 avril dernier toutefois, Timour Ivanov a été arrêté pour « prise de pots-de-vin à grande échelle » et démis de ses fonctions. Svetlana, qui a repris son nom de jeune fille – Maniovich – et dispose aussi d'un passeport israélien, continuerait à mener grand train.

C'est le cas également de Karina Rotenberg, la femme du milliardaire Boris Rotenberg, ami d'enfance (avec son frère Arcady) de Vladimir Poutine. Il figure sur la liste noire américaine depuis l'annexion de la Crimée en 2014 et a été placé sous sanctions par l'Union européenne après le début de la guerre en Ukraine. Karina a posté récemment sur Instagram des photos de ses cours de Pilates depuis Roquebrune-Cap-Martin. Directrice de la Fédération équestre de Moscou, elle possède, avec son mari, une vingtaine de pur-sang (évalués jusqu'à 900 000 euros), dont certains se trouvent dans des écuries européennes, selon le site d'information indépendant Viortska.

Avec la guerre, des avoirs financiers, des propriétés et des yachts de ceux que l'on appelle généralement les « oligarques » ont été saisis en Europe. Mais le club des Russes très fortunés n'a pas pour autant renoncé à ses folles dépenses. Mikhaïl Chelomov, 51 ans, le fils d'un cousin de Vladimir Poutine, aurait ainsi fait l'acquisition, l'an dernier, pour 7 millions d'euros, d'un luxueux yacht de quatre cabines fabriqué en France par un chantier naval bordelais. En août dernier, le Lagoon Seventy 7 aurait rallié les côtes de la Russie, via la Turquie, rapporte le journal *Moscow Times*. Milana et son mari ne détiendraient pas de yacht. Mais leurs fêtes fastueuses sont des événements mondains, comme celle donnée récemment pour l'anniversaire de l'influenceuse au restaurant français Baccarat, au centre de Moscou, près de la place de la Loubianka. Parmi les invités, des membres de la jet-set moscovite et des chanteurs rémunérés pour leur présence. Sur scène, Milana reçoit des mains de son époux, Mikhaïl Koutchment, un splendide collier de tourmaline et diamants d'une valeur de 180 000 euros. Les abonnés de la star du shopping n'en auront pas perdu une miette…

Une plaisanterie locale dit que pour pénétrer dans les quartiers de Dubai les plus prisés par ces ressortissants venus du nord – Dubaï Marine, Palm et Bluewaters –, un visa russe est nécessaire

Comme beaucoup de super-riches russes, Milana et son mari possèdent un appartement à Dubaï – « *Dubaïsk* » comme on dit, tant les Russes y sont nombreux. En 2023, le nombre de résidents russes aux Émirats arabes unis a atteint les 150 000, trois fois plus qu'en 2021. Une plaisanterie locale dit que pour pénétrer dans les quartiers les plus prisés par ces ressortissants venus du nord – Dubai Marine, Palm et Bluewaters –, un visa russe est nécessaire. La guerre en Ukraine a accéléré la mue de ce lieu de villégiature climatisé en base de repli pour les affaires. Ces derniers mois, cependant, la plus grande rigueur des banques locales dans l'application des sanctions américaines a freiné l'afflux des Russes, également échaudés par un coût de la vie prohibitif et la fournaise du désert émirien.

En dépit des difficultés géopolitiques, les Russes fortunés ont repris leurs habitudes de voyages, interrompues durant la pandémie. Selon le voyagiste russe Pac Group, spécialisé dans le tourisme haut de gamme, les demandes pour l'Europe ont augmenté l'an dernier de 80 % en 2023 – la France et l'Italie sont en tête de liste. Pour les vacances de ski, Courchevel a enregistré l'hiver dernier une hausse de 65 % de sa clientèle russe. L'obtention d'un visa Schengen ne pose pas de problème – le voyagiste s'occupe de tout. « *Un client est venu me voir et m'a demandé de lui organiser son séjour de vacances pour un budget de 3 millions de roubles – 30 000 euros environ* », témoigne une professionnelle du secteur à Moscou. Au hit-parade des destinations, les Maldives « marchent » toujours très fort. Mais les super-riches se tournent également vers l'Afrique : Tanzanie, Namibie, Afrique du Sud.

Milana, elle, s'est rendue récemment au Japon, toujours avec mari et enfants. Hôtels luxueux, restaurants gastronomiques et découverte de l'Asie éternelle. Durant la visite d'un temple shintoïste, Milana demande à son fils, Leo, de faire un vœu, comme l'exige la tradition. « *Que le monde retrouve la paix* », s'exclame alors le gamin d'une douzaine d'années. D'un geste, sa mère lui intime l'ordre de ne pas en dire davantage. Surtout ne pas franchir la ligne rouge qui consisterait à s'exprimer publiquement contre la guerre que mène la Russie. Y penser, peut-être, en parler, jamais. La tsarine du shopping y veille scrupuleusement. ■

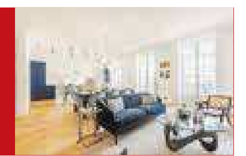
Retrouvez demain :
Teodoro Obiang (Guinée équatoriale), l'ostentation faite homme…

LE FIGARO
économie



ARGENTINE
LE PARI DE JAVIER MILEI POUR RÉFORMER LE SYSTÈME DE SANTÉ PAGE 23

TOURISME
DES LOCATIONS JUSQU'À 15 000 EUROS LA NUIT… LA FOLIE DES AIRBNB DE LUXE GAGNE PARIS PAGE 25





S. SORIANO/LE FIGARO, BARNES, J-F TRIPELON-JARRY/ONLY FRANCE VIA AFP, C. THIRIET/BIOSPHOTO VIA AFP, M. SCHREIBER/AP

Politique économique : le Medef sonne l'alarme

Patrick Martin met en garde contre le programme de LFI et du Nouveau Front populaire. Il lance un « front économique » pour peser dans le débat. PAGE 22

Volkswagen réduit ses ambitions dans les batteries

Le groupe Volkswagen (VW) revoit à la baisse la production des usines de batteries dans lesquelles il a prévu d'investir des milliards d'euros. L'objectif d'atteindre 200 gigawattheures de capacité de batterie d'ici à 2030 n'est pas *« gravé dans le marbre »*, a déclaré Thomas Schmall, le patron de PowerCo, la filiale de VW dédiée aux batteries, au *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*. *« La construction d'usines de cellules de batteries n'est pas une fin en soi*, a ajouté le dirigeant. *Leur expansion dépendra de l'évolution du marché des voitures électriques. »*
Le plan imaginé il y a trois ans par l'ancien patron du groupe allemand a été sérieusement rétréci. Le groupe envisageait de construire six usines de cellules de batteries en Europe d'ici à la fin de la décennie. Aujourd'hui, PowerCo compte sur trois sites seulement dont un au Canada. La première usine est en construction à Salzgitter (Basse-Saxe). Sa production démarrera en 2025. Celle de Valence en Espagne entrera en service en 2026, puis, en 2027, celle de Saint-Thomas dans l'Ontario, au Canada. Ensemble, elles ont une capacité de 170 gigawattheures. Volkswagen n'est pas le seul à ralentir ses projets d'usines de batteries surdimensionnés par rapport au marché des voitures électriques. Début juin, ACC, la coentreprise de Stellantis, Mercedes et TotalEnergies, annonçait *« mettre sur pause »* la construction de son usine allemande et repousser son projet en Italie. Seul le site français près de Douvrin est entré en production. **VALÉRIE COLLET**

> FOCUS
LA CHINE RÉPOND AUX SANCTIONS AMÉRICAINES

Nouveau motif de tensions entre la Chine et les États-Unis. Vendredi, l'Administration Biden a annoncé une nouvelle série de sanctions destinées à isoler la Russie et à l'empêcher *« de soutenir son effort de guerre »* contre l'Ukraine. Quelque 400 entités et individus sont ciblés, parmi lesquels une quinzaine d'entreprises chinoises accusées de fournir l'industrie russe.
Ces décisions *« visent à cibler ceux impliqués dans le contournement des sanctions, notamment en Chine, ainsi que ceux qui soutiennent la production et les exportations à venir d'énergie depuis la Russie »*, a expliqué vendredi le secrétaire d'État américain, Antony Blinken. Les entreprises soumises aux sanctions voient leurs avoirs aux États-Unis gelés et l'immense marché américain leur est fermé.
La Chine a répondu ce dimanche, se déclarant *« fortement mécontente »*. Elle juge que ces mesures *« perturbent l'ordre et les règles du commerce international, entravent les échanges économiques et commerciaux internationaux et menacent la sécurité et la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales »* et promet des mesusres *« pour sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises »*.
Dans la guerre commerciale qui, en parallèle, se durcit entre la Chine et l'Europe, les fromages français pourraient déjà faire les frais de mesures de rétorsion chinoises : en contrepartie d'une surtaxe sur les véhicules électriques chinois, la Chine a annoncé la semaine dernière l'ouverture d'une enquête antidumping sur les produits laitiers européens. **M. B.**

le PLUS du FIGARO ÉCO

AGRICULTURE
Ces 13 000 sociétés prestataires auxquelles les exploitants font de plus en plus appel PAGE 24



MÉDIAS
Un an après leur blocage par Facebook, les grands médias canadiens rebondissent PAGE 26

L'HISTOIRE
Dans un marché tendu, Megève recrute déjà ses saisonniers d'hiver

Les vacanciers de l'été randonnent encore sur les sommets, mais les stations de ski préparent déjà la saison d'hiver.
Celle de Megève est en pleine campagne de recrutement de ses futurs saisonniers. Pour faire face aux difficultés à recruter qui touchent tout le secteur, Megève Tourisme et les hôtels et restaurants de la région organisent en ce moment pour la première fois un forum de l'emploi virtuel. *« Une première dans le tourisme ! »*, vante la station.
Les candidats étaient invités dès vendredi à se connecter à la *« plateforme virtuelle et interactive »* mise en place, pour créer leur profil et postuler à 500 offres d'emplois déposées par douze hôtels de Megève.
Qu'ils le fassent de Paris, de Bretagne ou d'Auvergne, les candidats pourront se projeter dans la station de luxe, s'y *« sentir attendus et accueillis »*, assure l'office du tourisme local. *« Les candidats sont invités à entrer dans l'enceinte d'un bâtiment installé au cœur des montagnes enneigées »*, dans un décor dont les couleurs et les matières ont été choisies par la station.
Les entretiens se dérouleront de 8 heures à 20 heures, de façon à faciliter au maximum la vie des futures recrues.
Les difficultés de recrutement sont persistantes dans les stations de ski, qui multiplient les initiatives pour se différencier et attirer les candidats. La mairie de La Plagne a par exemple racheté, après le Covid, un immeuble destiné à loger les saisonniers. Ces difficultés sont toutefois moins aiguës qu'au lendemain de la pandémie, et, l'année dernière 80 % des annonces ont été finalement pourvues. ■ **MARIE BARTNIK**

Retraites, salaires, emploi… : la CGT appelle déjà à la grève pour cet automne

Le président de la République n'a pas encore nommé de nouveau premier ministre que déjà la CGT prévoit d'appeler à la grève. *« La CGT construira une mobilisation à la rentrée avec toutes celles et ceux qui le souhaitent fin septembre début octobre »*, a déclaré dimanche sa secrétaire générale, Sophie Binet, dans un entretien accordé à *La Vie ouvrière*, le magazine des militants de la centrale syndicale. *« Je ne suis pas sûre que tous les syndicats y soient, mais ce n'est pas un drame »*, a-t-elle ajouté.
La numéro un de la CGT n'a pas précisé les mots d'ordre de cette future mobilisation, ni ses contours, mais les revendications évoquées au fil de l'entretien ne manquent pas : abrogation de la réforme des retraites ou budget 2025 accusé d'être préparé *« sur une base austéritaire violente »*. *« Nous travaillons à une rentrée offensive sur l'abrogation de la réforme des retraites, les salaires, les services publics, la réindustrialisation, l'égalité entre les sexes, etc. »*, a promis Sophie Binet.
La secrétaire générale de la CGT continue de fustiger Emmanuel Macron, accusé d'enfreindre *« la logique institutionnelle »* en ne nommant pas Lucie Castets, la candidate proposée par le Nouveau Front populaire (NFP) pour Matignon. *« Le président a décrété la trêve olympique par une forme de volonté royale, mais il n'y a pas eu de trêve dans la casse sociale avec, cet été, des attaques fortes sur l'emploi, notamment dans l'industrie »*, a pointé Sophie Binet.
Au sein de la CGT, la dirigeante s'est félicitée d'avoir recruté quelque 70 000 nouveaux syndiqués dans la foulée de la réforme des retraites et précise que, *« dans la dynamique d'entre-deux-tours »* des élections législatives, pour lesquelles le syndicat avait exceptionnellement appelé à voter pour le NFP, 3 000 à 4 000 personnes ont rejoint la centrale. **M.-C. R.**

Patrick Martin : « Si le programme de LFI était appliqué, ce serait insupportable pour le pays »

Propos recueillis par **Louise Darbon** et **Marie-Cécile Renault**

Le président du Medef annonce la création d'un « front économique » pour remettre de la rationalité dans le débat.

Dans une situation économique préoccupante et d'un contexte politique tendu, le Medef organise lundi et mardi son université d'été, la REF, à l'hippodrome de Longchamp. Une édition marquée cette année par l'absence inédite de ministres, en raison de la démission du gouvernement.

LE FIGARO. – Comment le patronat fait-il face à la crise politique ouverte par la dissolution ?

PATRICK MARTIN. – Dans cette situation politique singulière, nous n'avons invité aucun ministre à prendre la parole à la REF, notre grand rendez-vous annuel, car ils n'auraient pu faire aucune annonce. En revanche, les présidents des deux chambres, Gérard Larcher et Yaël Braun-Pivet, en font l'ouverture. C'est une grande première et un symbole fort, signe que les décisions vont désormais se prendre davantage à l'Assemblée nationale et au Sénat. Nous avons toujours travaillé avec le Parlement, mais nous allons y allouer dorénavant beaucoup plus de moyens, et être encore plus au contact des parlementaires dans leurs territoires. Dans une conjoncture préoccupante, je suis très inquiet de voir combien les sujets économiques sont insuffisamment pris en compte dans le débat public. Innovation, formation, emploi, compétitivité : autant de mots qui n'ont quasiment pas été prononcés durant la campagne législative ! C'est le symptôme d'une grande déconnexion avec la réalité.

Comment revenir à plus de rationalité économique ?

Le Medef a décidé de lancer un « front économique », associant des chefs d'entreprise, des économistes et des think-tanks pour peser dans le débat et éviter que nos décideurs ne s'égarent. C'est une impérieuse nécessité pour les entreprises que soient rétablies dans le débat public un certain nombre de réalités mal comprises ou occultées. Nous nous mettons en ordre de bataille, en vue des prochaines échéances électorales, afin de défendre nos convictions et d'influencer la décision publique, qui ne prend pas assez en compte l'état de l'économie et l'état du monde.

« Cette dissolution du 9 juin nous a fait perdre un trimestre, alors même que les chiffres d'activité du deuxième trimestre avaient été une bonne surprise, confirmant les prévisions de Bercy en termes de croissance et de créations d'emplois »

Le Nouveau Front populaire pousse la candidature de Lucie Castets. Est-ce une ligne rouge pour les patrons ?

Nous n'avons pas de préventions à son égard, mais, si le programme de LFI était appliqué, ce serait insupportable pour le pays, au sens propre du terme. Alors que la France supporte déjà un record mondial de 48 % de prélèvements obligatoires, les porter à plus de 53 % serait d'une grande dangerosité pour le pays, mais aussi sur le plan des libertés. Nous entrerions dans un tout autre régime. L'augmentation du smic à la charge des entreprises, le rétablissement d'un ISF – qu'il soit « vert » ou pas –, tout cela serait immédiatement sanctionné par une fuite des capitaux, non par représailles politiques, mais par simple rationalité économique.



Patrick Martin, dans son bureau, vendredi à Paris.

SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

Avec le risque de voir les entreprises et les riches particuliers quitter le pays ?

Il y a les entreprises, mais il y a aussi les investisseurs étrangers qui détiennent 54 % de la dette française. Si le programme de LFI venait à être mis en œuvre, nous subirions immédiatement une sanction sur nos finances publiques. On voit déjà ce danger alors que le « spread » *(écart de taux, NDLR)* entre la France et l'Allemagne s'élève à 0,7 point, soit 0,4 point de plus depuis la dissolution. Cela peut sembler lointain et abstrait. Mais c'est très concret, avec un impact direct sur le financement des entreprises, le financement des ménages, le coût des crédits immobiliers, des crédits à la consommation.

Quel profil doit avoir le prochain premier ministre : techno, élu local, chef d'entreprise ?

Il faut une femme ou un homme capable d'abnégation, doté d'une solide expérience de l'économie et du jeu politique, car la situation est complexe. Enfin, il faut quelqu'un de courageux. Au-delà de ces qualités de fond, nous n'exprimons pas de choix en termes de sensibilité politique. Mais il faut se garder de nommer un simple gestionnaire pour quelques mois jusqu'à une éventuelle nouvelle dissolution, cela prolongerait l'attentisme des chefs d'entreprise en matière d'investissement et de recrutement. Il faut rassurer les investisseurs internationaux, qui, à bon droit, doivent savoir où ils mettent les pieds quand ils s'installent en France.

La dissolution a-t-elle déjà fait perdre du terrain à la France ?

Cette dissolution du 9 juin nous a fait perdre un trimestre, alors même que les chiffres d'activité du deuxième trimestre avaient été une bonne surprise, confirmant les prévisions de Bercy en termes de croissance et de créations d'emplois. Même si les JO ont été une réussite et ont dopé l'activité dans les services, l'indice PMI montre une baisse d'activité dans l'industrie manufacturière pour le huitième mois consécutif. Un sérieux signal d'alerte, qui n'est pas le seul, d'ailleurs. La France a battu en juillet le record historique de faillites, avec 5 800 cessations de paiements. Cela n'était jamais arrivé dans l'histoire. Dans certains secteurs, comme le bâtiment, c'est un massacre ! Autre signe préoccupant : l'intérim, qui est un indicateur avancé, vient d'enchaîner son sixième trimestre de baisse d'activité. Nos décideurs politiques ne peuvent pas faire abstraction de cette réalité. Ils ne doivent pas jouer avec l'économie. Nous sommes sur un chemin semé de gros nids-de-poule qui ne souffrira aucune sortie de route.

Faites-vous déjà le deuil de la politique de l'offre ?

Malheureusement, je crains que la politique de l'offre ne soit suspendue. En clair, la situation sur le plan fiscal et social sera, au mieux, figée au moment même où les Américains adoptent une politique très offensive et que les Chinois se montrent très agressifs en déversant leurs excédents de production sur l'Europe. Impulsée par François Hollande, poursuivie par Emmanuel Macron, la politique de l'offre porte pourtant ses fruits, et nous ne sommes pas allés au bout du chemin. La France souffre toujours d'un surpoids de 30 milliards d'euros par an d'impôts de production par rapport à la moyenne européenne. À cela s'ajoute un surcroît de charges sociales. Résultat, nos entreprises supportent encore 120 milliards d'euros de prélèvements obligatoires de plus que leurs concurrentes étrangères ! Tout cela nuit à la compétitivité de nos entreprises dans une concurrence mondiale féroce. Et le Nouveau Front populaire voudrait faire croire que les entreprises françaises sont couvertes de cadeaux ! Ramenons de l'objectivité dans le débat : net des aides sous toutes leurs formes, les entreprises françaises restent les plus taxées au monde.

« Nos entreprises supportent encore 120 milliards d'euros de prélèvements obligatoires de plus que leurs concurrentes étrangères ! Tout cela nuit à la compétitivité de nos entreprises dans une concurrence mondiale féroce »

La préparation du budget se révèle un casse-tête. Comment réduire la dette et le déficit sans augmenter les impôts ?

Face au niveau de dette et de déficit de notre pays, nous devons collectivement nous interroger sur le montant et le financement des prestations sociales. Le système dans la durée ne peut plus être financé tel qu'il est conçu aujourd'hui. Il y a des marges de manœuvre. Par exemple, nous ne sommes pas allés au bout des travaux – confiés aux économistes Antoine Bozio et Étienne Wasmer – pour parvenir à un meilleur équilibre entre les revenus du travail et les transferts sociaux. En particulier, il faudrait s'interroger sur la prime d'activité, qui génère des effets d'éviction.

Un tel débat est-il possible alors que le RN et le NFP font de l'abrogation de la réforme des retraites un préalable ?

L'abrogation de la réforme des retraites serait un coup terrible porté à l'économie, aux finances publiques, et finalement aux salariés et aux retraités. Si la réforme est annulée, il y aura un déficit supplémentaire des retraites de 17 milliards d'euros par an dès 2030. Il faut au contraire confirmer cette réforme, qui est loin d'être suffisante. Depuis l'instauration de la retraite à 60 ans, en 1981, cela fait 43 ans que l'on cherche à sortir de l'ornière. Tout le monde sait que la démographie rendra chaque jour un peu plus difficile l'équilibre de nos retraites par répartition. Il faudrait plutôt réfléchir à introduire une dose de retraite par capitalisation. Cela existe et fonctionne très bien dans la fonction publique. Mais il faut pour cela que certains se départissent de leurs dogmes et que collectivement, en impliquant les partenaires sociaux, nous y réfléchissions.

« L'abrogation de la réforme des retraites serait un coup terrible porté à l'économie »

Des patrons soutiennent la gauche, qui veut porter le smic à 1 600 euros. Pourquoi y êtes-vous opposé ?

Dans la compétition mondiale, la France ne peut pas se permettre d'avoir le salaire minimum le plus élevé du monde. Si le smic était porté rapidement à 1 600 euros à la seule charge des entreprises, cela mettrait en péril des pans entiers de notre économie, notamment tous les métiers de service dit à forte intensité de main-d'œuvre, dans la propreté, la restauration collective, la sécurité mais aussi dans le bâtiment et la grande distribution. Au final, cela se traduirait immanquablement par des destructions d'emplois.

Plaidez-vous toujours pour un maintien de la réforme de l'assurance-chômage, suspendue en juillet par Gabriel Attal ?

Nous avons regretté de voir le projet de décret retiré sans concertation. La logique du président de la République – dont il faut saluer la constance –, qui souhaite que le pays produise plus et que l'on travaille plus, est la bonne. On en voit les résultats probants sur le taux d'emploi des Français, qui atteint des records. Mais qui reste insuffisant. Cette réforme doit donc être mise en œuvre parce qu'elle est positive à tous égards. Et que tout ce qui peut contribuer à dynamiser le marché de l'emploi doit être fait.

Les « lettres plafonds » prévoient 400 millions d'euros de coupe sur l'apprentissage. Cela vous inquiète-t-il ?

Les gouvernements successifs traquent toujours et partout les effets d'aubaine sur certains dispositifs. Mais ce sont des préoccupations budgétaires… Il serait dommage de casser la dynamique de l'apprentissage – portée par les entreprises –, parce qu'on est incapables de trouver des économies, sur les frais de fonctionnement de la fonction publique, par exemple. Si, au motif d'envoyer des signaux, on altère l'économie française, c'est irresponsable. On nous reproche de ne pas participer à « l'effort de guerre » alors même que les entreprises emploient 1 million d'apprentis, contre seulement 25 000 dans la fonction publique…

Dans ce contexte politique tendu, y a-t-il des facteurs d'espérance ?

Alors que la vie politique est conflictuelle, la qualité du dialogue entre le patronat et les organisations syndicales reste bonne. La démocratie sociale fonctionne bien et doit occuper toute sa place. L'État doit cesser d'interférer, dans une sorte de ménage à trois, comme il l'a fait sur l'emploi des seniors ou la gestion des retraites complémentaires. Malgré les désaccords objectifs qui nous opposent, sur les retraites ou l'assurance-chômage, syndicats et patronat parviennent à signer des accords, comme sur les accidents professionnels ou le partage de la valeur. Le message envoyé à l'exécutif est donc de nous laisser faire. ■

En Argentine, la douloureuse réforme du système de santé

Fabien Palem Buenos Aires

Milei veut libéraliser le secteur, inefficace. Dans l'immédiat, les tarifs flambent.

Payer plus cher pour un service en berne. En Argentine, la libéralisation du système de santé privé pourrait – à terme – permettre une meilleure adéquation entre l'offre des mutuelles privées (*« prepagas »*) et la demande des usagers. Réduire les coûts et augmenter la compétitivité des entreprises servirait naturellement aux affiliés, murmurent les plus optimistes. Pourtant, avant que les Argentins ne puissent bénéficier des effets positifs de la main invisible, la dérégulation du marché privé est, pour l'heure, synonyme d'une détérioration de l'accès aux soins pour une partie de la population. Pilar, 35 ans, professeur à l'université, en sait quelque chose. Cette mère de deux enfants en bas âge n'a pas eu à changer de mutuelle pour voir baisser la qualité de ses prestations : *« La clinique où mes enfants sont nés ne fait plus partie de la liste des établissements couverts par ma mutuelle. Je n'ai pas été informée en amont. Je l'ai su le jour de mon rendez-vous chez la pédiatre. Nous avons dû changer pour une moins bonne clinique. »*

Le « méga décret » présidentiel, imposé en décembre 2023, dès l'arrivée de l'ultralibéral Javier Milei à la présidence, a affaibli la loi sur l'assurance médicale de 2011, qui obligeait les complémentaires santé et autres mutuelles privées à demander l'autorisation de l'État pour appliquer toute augmentation de tarif. Tout au long de cette douzaine d'années de protection des usagers, les *« prepagas »* ont actualisé leurs mensualités en retard sur l'inflation. La nouvelle norme leur permet de rattraper ce retard. On apprend ainsi, dans un article du journal en ligne El Destape, que quatre des dix entreprises les plus importantes du marché vont augmenter leurs prix au-dessus de l'inflation dès le mois prochain.

Le gouvernement argentin, coincé entre les idéaux pro-marché du président Milei et son rôle de protecteur, joue les équilibristes. Dès le mois de mars, alors que 10 % des usagers – principalement les patients jeunes et sans pathologie – menaçaient de tourner le dos au système de santé privée, le ministre de l'Économie, Luis Caputo, s'érigeait contre les mutuelles. Elles seraient, selon ses termes, *« entrées en guerre contre la classe moyenne »*. Après avoir permis la dérégulation des tarifs, le gouvernement de Milei tord le bras aux complémentaires et mutuelles pour atténuer l'effet de la mesure sur les ménages.

De profondes inégalités géographiques

Si seulement 11 % des Argentins sont couverts par une mutuelle de manière exclusive, plus de la moitié d'entre eux – environ 60 % – sont affiliés à un quelconque service d'assurance complémentaire, hors sécurité sociale publique.

Le changement de donne a un impact sur l'ensemble du système médico-social, dont l'origine remonte au premier gouvernement de Juan Peron, en 1946. C'est à cette époque qu'est créé le premier ministère dédié. Auparavant, la santé restait une question d'ordre privé. En 1955, Peron est renversé et les instigateurs de la « révolution libératrice » se débarrassent de cette dépense encombrante, en déléguant la politique de santé aux provinces. Dès lors, les moyens de chaque hôpital dépendent du bon vouloir des politiques locaux, ce qui crée de profondes inégalités géographiques, aujourd'hui criantes.

Le système argentin actuel est jugé *« inefficace et inégal »* par Nebel Moscoso, économiste spécialiste de la santé. Si l'on cumule le budget alloué par l'État et l'apport des usagers, les dépenses totales en santé équivaudraient à 10 % du PIB argentin. Un niveau comparable à celui d'un pays développé. Et pourtant : *« Les résultats ne sont pas à la hauteur des dépenses. »* Mortalité infantile, espérance de vie, qualité des infrastructures et du matériel médical… La liste des indicateurs de la mauvaise santé des cliniques et hôpitaux argentins est longue. *« L'argent est dilapidé dans une administration tentaculaire, inefficace et coûteuse, qui pâtit en plus des fréquentes affaires de corruption »*, résume l'experte.


Le président argentin Javier Milei, le 28 juillet, à Buenos Aires. MATIAS BAGLIETTO / REUTERS

Au total, ce ne sont pas moins de 300 *« prepagas »*, ces sociétés de mutuelles privées, et 300 *« obras sociales »*, ces complémentaires santé attachées à un syndicat professionnel, qui viennent compléter la sécurité sociale. Une gabegie qui, selon Moscoso, pourrait être résorbée par la déréglementation. Une observation détaillée du marché de la santé publique laisse planer le doute sur la possibilité d'une saine concurrence. Les cinq premières entreprises concentrent plus de 70 % des affiliés, tandis que les dix premières accaparent 90 % des affiliés. *« En théorie, la concurrence entre les entreprises pourrait bénéficier aux affiliés, qui se verraient offrir un panel élargi de prestations aux meilleurs prix. Pour l'instant, cela augmente l'écart d'accès aux soins entre les gros et les petits salaires »*, conclut Nebel Moscoso. Le résultat risque d'être un encombrement de la santé publique, déjà touchée par la cure d'austérité. ■

La BCE prudente avant de crier victoire contre l'inflation

Le rythme de la baisse des taux des banques centrales a fait débat à Jackson Hole.

Alors que, vendredi soir, le président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, a enthousiasmé les marchés en confirmant la baisse imminente de son taux directeur, lors de « l'université d'été » des grands argentiers à Jackson Hole, le représentant de la BCE (Banque centrale européenne) a quelque peu tempéré l'optimisme sur l'inflation. Christine Lagarde n'a pas fait cette année le long voyage vers le symposium organisé chaque fin d'été dans les Rocheuses par la Fed de Kansas City. C'est l'Irlandais Philip Lane, économiste en chef et membre du directoire de la BCE, qui représentait l'institution européenne.

Dans son intervention, samedi, il a averti que, si la zone euro a accompli de grands progrès dans la lutte contre l'inflation, *le retour vers la cible* (de 2 %, NDLR) *n'est pas encore assuré*. La politique monétaire, a ainsi expliqué Philip Lane, pourrait demeurer en *territoire restrictif* » aussi longtemps que nécessaire pour guider l'inflation vers l'objectif de la BCE. La Banque centrale européenne avait relevé ses taux directeurs en 2022 pour lutter contre la hausse des prix provoquée par la reprise post-Covid et la guerre en Ukraine plusieurs mois après la Fed. Mais elle a entamé le mouvement de baisse avant son homologue américaine, en juin, faisant passer son taux principal de 4 % à 3,75 %.

En juillet, l'inflation en zone euro est légèrement remontée, à 2,6 %, contre 2,5 % en juin, alors que le consensus des économistes tablait sur une poursuite de la baisse. Les observateurs s'attendent à ce que la BCE marque une pause dans l'amorce de sa baisse de taux. En réalité, l'Américain Jerome Powell est tout aussi prudent dans le numéro d'équilibriste des banquiers centraux. Le président de la Fed répète fréquemment que son comité de politique monétaire fonde ses décisions avant tout sur les chiffres. Si l'inflation résiste aux États-Unis, la Réserve fédérale baissera également ses taux avec parcimonie. ■

F. N.-L.



QUENTIN DE GROEVE/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

La bonne image de Paris véhiculée par les Jeux olympiques devrait malgré tout montrer de premiers effets dès la fin de l'année.

À Paris, les acteurs du tourisme souffrent malgré les JO

Maxence Fontaine

Face à une fréquentation qui ne tient toujours pas ses promesses, les professionnels espèrent une arrière-saison plus porteuse pour leur activité.

Les chiffres sont positifs : 220 000 touristes internationaux sont attendus dans les aéroports parisiens sur la période du 13 au 27 août, soit des arrivées en hausse de 8 % par rapport à 2023. C'est en tout cas ce qu'affirme dans sa dernière publication l'agence Choose Paris Region, qui assure la promotion et l'influence du territoire à l'international.

Ces estimations, relayées par la ville de Paris, peinent toutefois à convaincre les acteurs du tourisme, confrontés à une réalité différente sur le terrain. *« Il n'y a personne en ce moment. Les gens qui étaient là aux JO sont sans doute partis »*, déplorait récemment une restauratrice parisienne. Or, si beaucoup d'entreprises peuvent résister à une baisse temporaire de leur activité, ce n'est pas le cas de l'ensemble d'entre elles, et notamment des plus petites.

Le constat est amer pour de nombreux professionnels, avant l'ouverture des Jeux paralympiques. *« On nous avait dit qu'il y aurait 15 millions de touristes à Paris cet été. On ne les a pas vus sur la Seine »*, confie Taoufiq El Amrani, directeur général de la Compagnie des Bateaux-Mouches. Et de préciser : *« Il y a peut-être du monde dans Paris, mais notre constat est clair : en moyenne, nous sommes à - 50 % d'activité sur la période, avec des pics à - 65 % depuis la cérémonie d'ouverture. La baisse est substantielle, et c'est clairement décevant. Le plus incompréhensible reste que cela ne reparte pas après les JO* (hors Paralympiques, NDLR). *Il ne reste plus qu'à espérer que, dans les mois qui viennent, l'arrière-saison soit porteuse d'arrivées plus importantes. »*

Même constat pour les restaurateurs : durant cette période inter-Jeux, ils ne sont toujours pas à la fête. *« Le dimanche soir 11 août, on a pu faire une très bonne soirée pour la cérémonie de clôture. Mais depuis lundi, on a divisé notre chiffre d'affaires par deux, voire par trois »*, expliquait une restauratrice du 17e arrondissement. Paris semble ainsi s'être vidé de visiteurs depuis quelques jours. *« Depuis le 12 août, la fréquentation baisse beaucoup, et il est devenu très facile de trouver une chambre. Les touristes JO sont partis, et les touristes traditionnels ne sont pas là »*, confirme l'Union des métiers et industries de l'hôtellerie (Umih).

Un professionnel du tourisme sur trois s'estime d'ailleurs lésé par la période olympique, et la situation ne risque pas de s'améliorer tout de suite. Les périmètres de sécurité autour des sites de compétition, à Paris ou en banlieue, seront de retour à l'occasion des Jeux paralympiques, bien qu'un peu moins contraignants.

Dossier d'indemnisation

Les acteurs du tourisme estiment que leurs inquiétudes n'ont pas été assez prises en compte. *« On avait prévenu qu'une cérémonie en plein air et que des épreuves en centre-ville poseraient problème et ne seraient pas bonnes pour le métier. Cela n'a pas forcément été écouté, et la réalité nous a donné raison a posteriori »*, explique Frank Delvau, président de l'Umih Paris Île-de-France. Cette fédération professionnelle est en première ligne pour faciliter l'indemnisation des restaurateurs qui ont été fortement touchés durant les Jeux, avec parfois des baisses de l'ordre de - 60 % à - 80 % de l'activité. Ces derniers pourront déposer un dossier sur le site du ministère de l'Économie à partir de début 2025.

« Ce qu'il se passe, c'est qu'il y a un phénomène d'évitement de Paris par les touristes traditionnels. On a même vu des agences de voyages étrangères déconseiller d'aller à Paris cet été si ce n'était pas pour assister à la compétition », conclut Frank Delvau. Et d'ajouter : *« On a décrit en amont une situation chaotique qui n'a pas eu lieu, que ce soit du point de vue de la circulation ou de la sécurité. »*

Malgré tout, l'Umih conserve de solides espoirs pour la suite. La bonne image de Paris véhiculée par les Jeux devrait montrer de premiers effets dès la fin de l'année, et 2025 s'annonce comme un très bon cru pour l'activité touristique. ■

Les entreprises de travaux agricoles creusent leur sillon

Ivan Logvenoff

Malgré l'inflation et le réchauffement climatique, les agriculteurs font de plus en plus appel à ces prestataires.

Patrice Gauquelin le répète : il ne possède *« pas un seul lopin de terre »*, seulement des machines. À Briouze, dans l'Orne, l'entreprise de travaux agricoles qu'il codirige avec son frère a su tirer parti des mutations en cours. Depuis la reprise de la société paternelle, au début des années 2000, la taille de la société a été multipliée par cinq pour atteindre 26 équivalents temps plein et 4,5 millions d'euros de chiffres d'affaires.

Si la croissance a été facilitée par la diversification dans les travaux publics et le transport, l'agriculture continue de générer 60 % de l'activité. Moisson des céréales, récolte du foin, épandage d'engrais : *« Au fond, nous faisons la même chose pour les agriculteurs qu'il y a quarante ans »*, observe Patrice Gauquelin. Principal fait nouveau, nuance-t-il, son entreprise assure l'ensemble des tâches mécanisées pour une dizaine de fermes, avec des factures atteignant environ 50 000 euros annuels pour les plus gros clients.

Comptez environ 20 euros par hectare pour un simple épandage d'engrais, et jusqu'à 200 euros pour la récolte. Des tarifs que l'entreprise a dû augmenter récemment de 15 % environ sur trois ans pour tenir compte de la hausse des prix de l'énergie et des machines. C'est la principale faiblesse du modèle : la valeur des tracteurs et autres botteleuses dans les hangars dépasse largement le chiffre d'affaires annuel.

Gauquelin n'est pas non plus épargné par le changement climatique. *« Je déteste entendre dire ce genre de chose à la télévision, mais c'est vrai : je n'avais jamais vu une année pareille »*, regrette son dirigeant. Les pluies de l'automne, rappelle-t-il, ont empêché de semer les céréales d'hiver. Ce retard a été aggravé par l'humidité du printemps, qui a également ralenti les semis de maïs. Et si la baisse des surfaces et des rendements touche directement les agriculteurs, elle se répercutera aussi sur les entreprises. *« Lorsque la trésorerie n'est pas au rendez-vous dans les exploitations, les retards de paiements sont fréquents, et nous jouons le rôle de banque »*, confie Patrice Gauquelin.

En France, 13 000 entreprises effectuent comme Gauquelin des tâches pour le compte des agriculteurs. Employant jusqu'à 50 salariés pour les plus grandes, elles auraient réalisé près de 7 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2023, contre 5 milliards en 2021. Le dernier rapport de la Fnedt, fédération qui rassemble ces entreprises, le montre : la croissance est due en partie à l'augmentation des charges dans le sillage de la guerre en Ukraine. Carburant, main-d'œuvre, prix des machines et des pièces de rechange : en tout, les coûts auraient augmenté d'environ 30 % en trois ans. Mais, alors que les entrepreneurs n'ont augmenté leurs tarifs que de 14 % en moyenne, la hausse du chiffre d'affaires au niveau national s'explique aussi par l'augmentation du volume d'activité.

Pour un agriculteur, confier une partie des tâches à un prestataire est loin d'être nouveau, rappelle Guillaume Le Gonidec, chargé des travaux agricoles à la Fnedt. Dès l'apparition des premières machines tractées par cheval à la fin du XIXe siècle, retrace-t-il, des batteuses de céréales et des scieries mobiles ont commencé à parcourir le pays pour proposer leurs services. Avec la vague de motorisation après guerre, les entrepreneurs se sont peu à peu imposés dans les exploitations de polyculture-élevage. *« Dans l'ouest de la France, là où nos entreprises sont encore les plus développées, les petites fermes diversifiées avaient du mal à réaliser toutes les tâches, et à acquérir du matériel onéreux »*, explique l'expert.

> **« De nombreux exploitants vont partir en retraite, et ceux qui reprendront leurs terres pour s'agrandir feront certainement appel à nous »**
>
> **Philippe Largeau**
> Président de la Fnedt

Les entreprises ont aussi creusé leur sillon dans des cultures particulièrement techniques, comme la betterave, la pomme de terre ou le lin, qui nécessitent des machines très chères pour des travaux limités dans le temps. *« Le cas du lin est assez spécifique, comme celui des légumes d'industrie. Dans ces filières très organisées qui ont besoin d'avoir un flux régulier dans les usines, ce sont les industriels eux-mêmes qui font appel à nous »*, analyse Guillaume Le Gonidec.

À ces activités historiques s'ajoutent de nouvelles demandes. Dans le secteur viticole, les vignerons qui se dédient de plus en plus au travail du chai n'hésitent plus à faire appel aux entrepreneurs pour les travaux de taille. Les personnes occupant un travail en parallèle de leur activité agricole, qui peuvent représenter jusqu'à 30 % des exploitants dans l'Aisne, sont également des clients réguliers. *« Nous voyons un nouveau type de profil : des gens qui occupent des mandats politiques ou syndicaux, et qui ne veulent plus être vus au volant d'un tracteur en train d'épandre des pesticides »*, souligne Guillaume Le Gonidec. Sans parler d'une génération d'agriculteurs qui veut prendre des vacances, ou alléger le travail de ses salariés lors du pic de travail des récoltes.

Certaines voix dans le monde agricole, notamment la fédération des Safer, considèrent que les entreprises de travaux accélèrent l'agrandissement et la capitalisation des exploitations. *« Nous n'avons aucun pouvoir sur les restructurations foncières : nous ne sommes que des prestataires, qui répondent à des demandes des clients »*, se défend Philippe Largeau, président de la Fnedt et entrepreneur dans la Vienne. Exemple souvent évoqué, la prise en charge de l'intégralité des prestations pour le compte d'un agriculteur resterait une exception concernant environ 7 % des exploitations françaises, un chiffre stable par rapport à celui observé lors d'une enquête ministérielle de 2013.

Certains représentants syndicaux qui critiquent les entreprises ne sont d'ailleurs pas exempts de contradictions, glisse-t-on à la Fnedt. Près de 40 % des entreprises de travaux agricoles déclarées ne seraient, selon les décomptes de la fédération, que des structures fantômes destinées à réduire la fiscalité des plus grandes exploitations, à la tête desquelles se trouvent quelques-uns des détracteurs. Au total, seules 7 000 entreprises auraient donc véritablement pignon sur rue, avec *« une vraie clientèle, et une vraie démarche commerciale »*.

Pour peser sur les décisions publiques, les entrepreneurs souhaiteraient être mieux reconnus. La Fnedt s'est par exemple inquiétée du risque de hausse de la fiscalité sur le gasoil non-routier, ou de l'interdiction des néonicotinoïdes. À l'inverse, la directive européenne sur la qualité de l'air qui imposera dès 2025 aux agriculteurs d'enfouir leurs engrais avec des « pendillard » devrait apporter un surcroît d'activité. Alors que seules 7 % des fermes sont équipées, l'ensemble des entreprises de travaux ont déjà investi dans ce type de matériel.

À moyen terme, la croissance devrait en tout cas se maintenir : *« De nombreux exploitants vont partir en retraite, et ceux qui reprendront leurs terres pour s'agrandir feront certainement appel à nous »*, prévoit Philippe Largeau. ■

Des locations jusqu'à 15 000 euros la nuit… La folie des Airbnb de luxe gagne Paris

Jorge Carasso
et Mathilde Visseyrias

Les hôteliers se plaignent de concurrence déloyale. Mais cet essor a fait émerger une myriade de nouveaux acteurs, capables de répondre aux demandes les plus extravagantes.



BARNES

Un appartement situé au cœur du prestigieux 15e arrondissement, avec une terrasse de 240 m², se loue à partir de 29 500 € la semaine.

Un loft sur trois niveaux à la déco « industrielle » rue Montorgueil, à Paris, avec coursive intérieure, salle de sport, doté de quatre chambres et trois salles de bains pour 25 000 euros la semaine, un appartement de dix pièces de 750 m² dans le 16e arrondissement avec piscine intérieure, salle de cinéma, hammam et jardin privé loué 45 000 euros la semaine… Sur Airbnb ou dans les agences immobilières et sites spécialisés, il n'y a désormais plus de limites aux prix que sont prêts à payer les très riches touristes pour passer un séjour de rêve dans la capitale.

La facture dépasse même les 100 000 euros la semaine pour des biens ultra-exclusifs. Un hôtel particulier d'une surface de 1200 m² est disponible pour 15 000 euros… la nuit. La palme revient à un autre de ces biens typiquement parisiens loué 1 million d'euros pour 45 jours il y a quelques mois, près de la Madeleine. *« C'est une production de cinéma américaine qui y a séjourné »*, se souvient Omar Meniri, responsable de la location chez Engel & Völkers, un réseau d'agences immobilière spécialisées dans l'ultraluxe.

« En septembre 2023, nous avons reçu plus d'un millier de demandes de propriétaires désireux de louer leurs logements pendant les JO. Depuis, nous y avons référencé une soixantaine de maisons et d'appartements »

Max Aniort Président de la plateforme Le Collectionist

À l'œuvre depuis plusieurs années, le phénomène a été particulièrement visible pendant les Jeux olympiques. Certes, Céline Dion a fait le bonheur de ses fans en signant des autographes devant son hôtel, le Royal Monceau. Lady Gaga aussi avait choisi de descendre dans le plus bel établissement exploité par Accor dans la capitale. Mais des stars américaines, des magnats du pétrole, de nombreux grands patrons ont préféré à l'hôtel l'anonymat de demeures d'exception pendant les Jeux. Et pas seulement Brian Chesky, cofondateur d'Airbnb, sponsor officiel de l'événement. Il se murmure dans le landerneau des agences spécialisées que la famille royale britannique aurait préféré séjourner pendant cette période dans une immense propriété à quelques encablures de la capitale, plutôt que dans un palace. *« On compte les plus grandes fortunes mondiales parmi nos clients »*, confirme Benjamin Brjost, directeur des locations saisonnières chez Barnes, un autre réseau d'agences immobilières haut de gamme.

Un crève-cœur pour les hôteliers, qui dénoncent une concurrence déloyale. Ils ont vu le phénomène s'amplifier ces dernières années. *« Avenue Montaigne, vous avez des appartements incroyables avec piscine, qui nous privent de clients »*, déplore François Delahaye, directeur des opérations de la Dorchester Collection, qui possède le Plaza Athénée et Le Meurice à Paris. Ironie du sort, ces mêmes clients, parfois logés à quelques rues de là, reviennent à l'hôtel pour prendre un café ou un repas. De quoi irriter les hôteliers. *« Seul New York a mis le holà, en interdisant Airbnb. La mairie de Paris devrait avoir le courage d'en faire autant »*, fulmine François Delahaye.



Pour cet appartement de 330 m² dans le 8e arrondissement, à deux pas du Palais de l'Élysée, il faut compter au moins 38 000 € la semaine.



Dans le 16e arrondissement, ce luxueux appartement, avec cinq chambres et quatre salles de bains, est proposé à 13 500 € minimum la semaine.

À l'inverse, cette nouvelle offre est une aubaine pour les propriétaires de ces biens d'exception, qui, s'ils n'ont pas de problèmes de fins de mois, apprécient d'optimiser ainsi leur patrimoine. *« Gagner 50 000 euros en quelques jours en louant son logement, même pour des gens déjà fortunés, c'est bon à prendre,* raconte Benjamin Brjost. *Cela peut payer les charges ou de belles vacances »*. Légalement, ces propriétaires peuvent louer à des touristes 120 jours par an leur résidence principale, mais pas au-delà (sauf à entamer des démarches administratives ou à transformer des bureaux ou des locaux commerciaux). Tous confient à des professionnels le soin de s'occuper de leurs locataires, pour n'empocher que leurs loyers.

Dans la location saisonnière ultra-haut de gamme, c'est donc tout un écosystème qui a émergé. Sur internet, Airbnb a introduit une icône luxe sur son moteur de recherche. Dès 2017, la plateforme avait racheté l'expert du voyage sur-mesure Luxury Retreats, un site canadien proposant à l'époque plus de 3 000 locations de luxe.

« Quand Céline Dion séjourne au Royal Monceau, il y a des barrières à l'entrée et des dizaines de caméras qui l'y attendent. Quand on est dans un hôtel particulier, c'est secret et ça le reste »

Benjamin Brjost Directeur des locations saisonnières chez Barnes

Le Collectionist, qui s'est fait une réputation depuis dix ans en louant des magnifiques villas de vacances, plutôt en bord de mer et à la montagne, fait désormais de Paris un marché phare. *« En septembre 2023, nous avons reçu plus d'un millier de demandes de propriétaires désireux de louer leurs logements pendant les JO,* raconte Max Aniort, son président. *Depuis, nous y avons référencé une soixantaine de maisons et appartements. »*

Certaines sociétés ont aussi fait de la location saisonnière de luxe un business à part entière. Highstay, créé en 2020, s'est ainsi spécialisé dans la transformation de bureaux en appartements de standing loués à des touristes. L'entreprise propose aujourd'hui 46 adresses. Et, fait nouveau, les agences immobilières haut de gamme, qui ont longtemps privilégié à Paris les ventes à prix astronomiques et la location classique à la location saisonnière, s'y mettent désormais. Ces réseaux ont l'avantage de disposer d'un carnet d'adresses de demeures d'exception bien garni. Après Barnes et Engel & Volkers, le réseau Junot s'apprête à se lancer dans la location saisonnière de luxe à Paris, via une première opération dans un immeuble de Saint-Germain-des-Prés.

Côté clients, pourquoi louer un appartement ou une maison, aussi luxueux soient-ils, plutôt que loger dans un palace ? Pour l'espace, notamment lorsque ces voyageurs fortunés sont en famille - ils peuvent ainsi profiter des extérieurs d'un hôtel particulier par exemple -, pour le sentiment d'être davantage chez soi que dans un hôtel, mais surtout pour la confidentialité de ces logements les plus exclusifs. Ils s'évitent ainsi de passer par le hall d'entrée de l'hôtel et de demander leurs clés au réceptionniste, ou encore pour les plus célèbres, d'afficher leur présence auprès des curieux. *« Quand Céline Dion séjourne au Royal Monceau, il y a des barrières à l'entrée et des dizaines de caméras qui l'y attendent,* rappelle Benjamin Brjost, chez Barnes. *Quand on est dans un hôtel particulier, c'est secret et ça le reste. »* La réalité n'est toutefois pas toujours si tranchée. Les palaces ont aussi leurs portes dérobées permettant aux plus grandes stars d'y séjourner incognito.

Pour répondre aux exigences de cette nouvelle clientèle, ces locations ultraluxe se sont dotées de services dignes des plus grands palaces. Chez Highstay, le directeur des hébergements est un ancien de l'Eden Roch à Saint-Barth, le chef concierge vient du Prince de Galles et la responsable des gouvernantes du Lutetia. *« Les clients vivent comme chez eux, en profitant de services hôteliers d'exception »*, pointe Éric Dayan, cofondateur.

Leurs demandes peuvent être de toute nature. Des plus classiques - une table dans les meilleurs restaurants de la capitale, même s'ils sont déjà bondés, un service de sécurité, un chef cuistot à domicile… -, jusqu'aux plus étonnantes, comme aller à Versailles en hélicoptère pour profiter d'une visite privée du château. Certaines lubies sont plus difficiles à satisfaire que d'autres, mais rien n'est impossible. *« Le jour de la cérémonie d'ouverture des JO, un client nous a demandé de lui installer une dizaine de climatiseurs pour l'hôtel particulier qu'il louait sur le Champ-de-Mars,* raconte Benjamin Brjost. *Un casse-tête, alors que le secteur était bouclé à des kilomètres à la ronde. »* Ou plus atypique encore. *« Des Américains qui avaient fait une soirée très alcoolisée avec des bouteilles d'exception la veille nous ont demandé de leur livrer des poches de solutions liquides à s'injecter en intraveineuse pour gommer leur gueule de bois et recommencer le soir même »*, se souvient un autre agent immobilier spécialisé. Ces élixirs anti-gueule de bois, qui font fureur aux États-Unis, sont difficiles à dénicher en France. Pendant les JO, la clientèle américaine, encore elle, était aussi très demandeuse de pouvoir admirer une heure *La Joconde* sans personne ou de privatiser le Musée d'Orsay. Rien d'impossible, vous dit-on. ■

Un an après leur blocage par Facebook, les grands médias canadiens rebondissent

Claudia Cohen

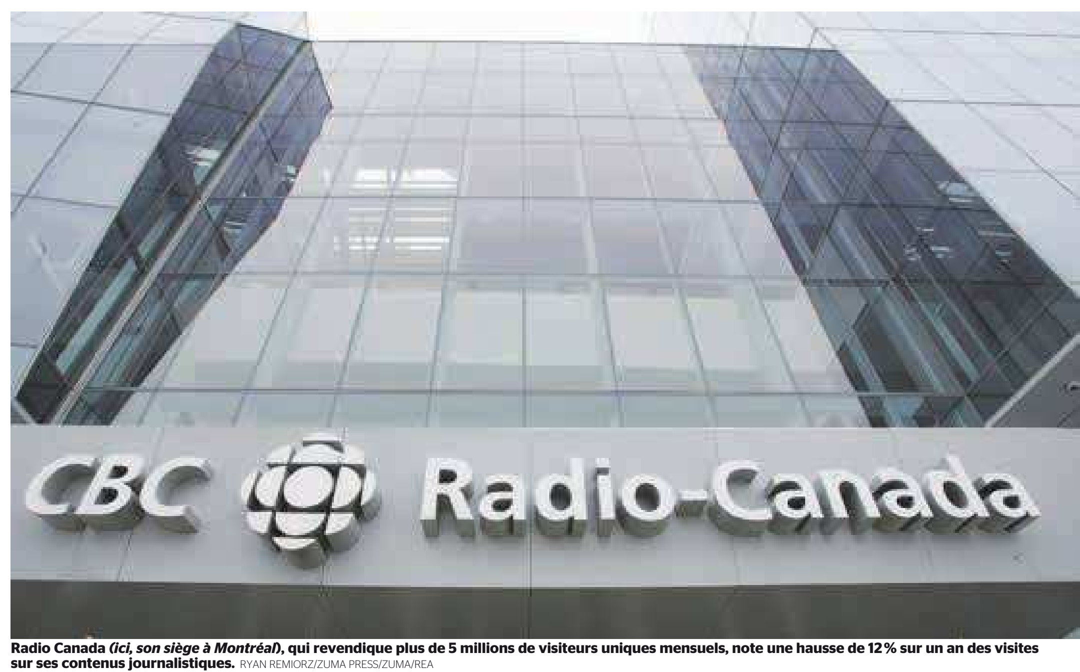
Ils n'ont pas été affectés par le bras de fer entre Meta et Ottawa. Le coup est bien plus rude pour la presse de proximité et les jeunes structures, faisant craindre pour le pluralisme de l'information.

Il y a tout juste un an, Mark Zuckerberg faisait trembler le Canada. Le PDG du groupe Meta, contrarié par une proposition de loi qui obligeait les plateformes à rémunérer les sites d'information pour la reprise de leurs contenus, frappait un grand coup en actant le blocage pur et simple du partage de contenus issus des médias sur Facebook et Instagram. Une décision qui plongeait alors les acteurs de la presse, de la radio et de la télévision dans une profonde incertitude, tout en représentant un danger pour des internautes canadiens soudains incapables de trouver sur Facebook des informations sur les feux de forêt qui ravageaient alors le pays… *« Un an après, le choc contre la démocratie est toujours là*, confie Patrick White, professeur de journalisme à l'école des médias de l'université du Québec à Montréal (Uqam). *Pour ce qui concerne l'audience des grands médias canadiens, on peut dire en revanche qu'il y a eu plus de peur que de mal ! »*

Après une perte de trafic importante, les grands titres canadiens ont tous réussi à récupérer au fil des mois leurs niveaux d'audience. *« Le blocage n'a pas engendré de conséquences financières pour nous*, explique François Cardinal, éditeur adjoint de *La Presse*, qui revendique 4 millions de visiteurs uniques par mois. *Il faut dire que 85 % de notre trafic était déjà issu du site internet et de l'application. »* Multiplication des newsletters thématiques et personnalisées, campagnes publicitaires pour inciter à télécharger leur application, organisations d'événements… tous les grands médias ont multiplié les approches marketing pour inciter les Canadiens à se rendre directement sur leur écosystème.

Radio Canada note, pour sa part, une hausse de 12 % sur un an des visites sur ses contenus journalistiques. *« Si l'impact pour nous est moins dramatique qu'anticipé, la décision de Meta reste une très mauvaise nouvelle pour la démocratie*, s'inquiète Luce Julien, directrice générale de l'information de Radio Canada, qui revendique plus de 5 millions de visiteurs uniques mensuels. *Nous sommes persuadés, par ailleurs, d'avoir perdu une bonne partie de l'audience qui s'informait exclusivement sur Facebook. »*

Comme *La Presse*, Radio Canada avait déjà entamé une stratégie pour réduire sa dépendance aux plateformes numériques : en trois ans, le trafic provenant de Facebook avait diminué de 55 %, jusqu'à atteindre moins de 10 % avant le blocage. C'est surtout RAD, « le laboratoire de journalisme » du diffuseur public, destiné à produire des vidéos pédagogiques pour le jeune public d'Instagram, qui a été touché. *« Ils ont reporté leur stratégie de publication vers TikTok et YouTube »*, précise Luce Julien, qui raconte aussi avoir embauché un spécialiste du SEO pour optimiser la visibilité du média sur le moteur de recherche de Google.



Radio Canada *(ici, son siège à Montréal)*, qui revendique plus de 5 millions de visiteurs uniques mensuels, note une hausse de 12 % sur un an des visites sur ses contenus journalistiques. RYAN REMIORZ/ZUMA PRESS/ZUMA/REA

Du côté du *Devoir*, les abonnements numériques, l'une des principales sources de revenus du journal, ont augmenté de 13 % ces douze derniers mois. Les Coops de l'information (six quotidiens régionaux, *Le Droit, Le Nouvelliste, Le Quotidien, Le Soleil, La Tribune et La Voix de l'Est*) expliquent également avoir observé une hausse de leurs abonnements, sans toutefois vouloir communiquer de chiffres précis. Certains médias interrogés par *Le Figaro* expliquent avoir constaté un timide report des audiences Facebook vers le réseau professionnel LinkedIn.

Selon le dernier rapport du Centre d'études sur les médias au Canada, près de trois Canadiens sur quatre disent consulter les informations tous les jours. Une proportion qui n'a pas diminué depuis les mesures prises par Meta. Mais si les grands noms parviennent à résister, la situation est beaucoup plus contrastée pour les petits acteurs du marché. En particulier pour les médias spécialisés dans l'information ultralocale, dont le trafic provenant de Facebook dépassait souvent les 20 %, ainsi que pour les nouveaux médias indépendants qui s'appuient essentiellement sur la vidéo. Rene J. Roy, le cofondateur du média Wreckhouse Press, de Terre-Neuve, expliquait récemment dans la presse canadienne craindre pour sa survie.

> **« Durant les douze dernières années, Meta et Google se sont approprié à eux seuls 80 % des revenus publicitaires des médias canadiens, ce qui a sans surprise fragilisé tout l'écosystème »**
>
> **Patrick White** Professeur de journalisme à l'école des médias de l'université du Québec à Montréal

« Durant les douze dernières années, Meta et Google se sont approprié à eux seuls 80 % des revenus publicitaires des médias canadiens, ce qui a sans surprise fragilisé tout l'écosystème », rappelle Patrick White. Sur la période, plus de 500 stations de radio, chaînes de télévision, journaux ou sites d'informations locales ont ainsi fermé leurs portes, dans 345 localités à travers le Canada. *« Le blocage de Meta pourrait dissuader encore plus les entrepreneurs qui souhaitent lancer de nouveaux médias… Ce qui serait bien sûr une terrible nouvelle pour le pluralisme »*, anticipe un expert du secteur.

« Pour tous les acteurs, il y a encore une forte appréhension autour des conséquences à moyen comme à long terme, glisse François Cardinal. *La jeunesse canadienne, qui apprend à naviguer sur Facebook et Instagram sans y voir de contenus d'actualités, pourrait perdre le réflexe de s'intéresser à l'information. »* Selon la dernière étude du service de recherche de Radio Canada, 36 % des jeunes Canadiens âgés de 25 à 34 ans disent moins s'informer qu'il y a un an.

Les dirigeants de médias observent, par ailleurs, une inquiétante multiplication des contenus de désinformation sur Facebook, fabriqués parfois avec des outils d'intelligence artificielle (IA) générative. *« Certains usurpent même le nom et la charte graphique de notre site, sans que nous puissions y faire grand-chose puisque les responsables du réseau social nous opposent une fin de non-recevoir »*, se désole l'éditeur adjoint de La Presse.

Le coup de tonnerre de Mark Zuckerberg s'inscrit dans un contexte plus global de désinvestissement de Meta dans l'information. Le géant de la tech brandit désormais sa menace de blocage en Australie, mais également au sein même de sa région, en Californie. Au Canada, les médias pourront bientôt compter, en guise de consolation, sur la répartition de l'enveloppe de 100 millions de dollars que versera cette année Google dans le cadre de la loi. ■

PwC en difficulté en Chine après la faillite d'Evergrande

Le cabinet britannique qui auditait le promoteur immobilier chinois s'attend à être interdit d'activité dans le pays.

Lorsqu'un scandale financier provoque la chute d'une entreprise, il finit presque toujours par éclabousser son auditeur. En Chine, c'est le cabinet d'audit britannique PricewaterhouseCoopers (PwC) qui est aujourd'hui soupçonné d'avoir fermé les yeux sur les manœuvres d'Evergrande pour maquiller ses comptes. Cela faisait près de quatorze ans que la branche chinoise de PwC était l'auditeur de l'ancien promoteur immobilier, placé en liquidation judiciaire en janvier par un tribunal de Hongkong face à une dette abyssale de 300 milliards de dollars. Désormais, PwC s'attend à recevoir des autorités chinoises une interdiction d'activité de six mois dans le pays dès la rentrée de septembre, révèle le *Financial Times*. Une sanction pour *« négligence »* qui devrait s'accompagner, dans un second temps, d'une amende de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Avant la faillite de l'entreprise, en début d'année, le régulateur boursier de Pékin choquait la place financière chinoise en dévoilant qu'Evergrande avait gonflé ses revenus de près de 78 milliards de dollars au cours des années 2019 et 2020. Evergrande a déjà été condamné à payer une amende de 580 millions de dollars pour cette fraude. Et son fondateur, Hui Ka Yan, a, de son côté, été arrêté par les autorités et condamné à payer une amende de 6,5 millions de dollars.

En parallèle de la décision imminente des autorités chinoises, le cabinet d'audit est visé depuis le mois de mars par une procédure judiciaire pour *« négligence »* et *« fausse déclaration »*, intentée cette fois par les liquidateurs d'Evergrande, révélait Bloomberg le 7 août dernier. À travers cette plainte, les avocats spécialistes de la restructuration d'Alvarez & Marsal espèrent récupérer une partie des fonds que le promoteur chinois, devenu un symbole de la crise immobilière qui sévit dans la deuxième économie mondiale, doit à ses créanciers…

Une baisse d'activité considérable

Ces dernières semaines, PwC connaît un véritable exode de ses clients dans l'empire du Milieu. Dernièrement, la quatrième plus grande banque du monde, Bank of China, a choisi de délaisser le cabinet au profit de son rival britannique EY pour assurer l'audit annuel de ses comptes. Ce qui représente ainsi un manque à gagner conséquent de 193 millions de yuans (27 millions de dollars)… Les régulateurs chinois ont également ordonné à plusieurs grandes entreprises cotées en Bourse de se passer des services de PwC. China Life Insurance, China Telecom et la compagnie d'assurances PICC ont tourné le dos à l'entreprise. De quoi engendrer dans les prochains mois une baisse d'activité considérable pour le cabinet, qui a déjà procédé à quelques licenciements parmi les 20 000 salariés que compte la firme dans le pays. Contacté, PwC, qui compte toujours les géants de la tech Alibaba et Tencent parmi ses clients, n'a pas répondu à nos sollicitations.

« Il est clair que les polémiques qui entachent l'un de nos concurrents représentent toujours une aubaine pour gagner des parts de marché dans les zones géographiques concernées… Toutefois, il serait difficile de se réjouir de ces types de scandale, car ils finissent toujours par abîmer la réputation de notre secteur tout entier », confie au *Figaro* un membre de la direction d'un cabinet concurrent.

À l'échelle de la Chine, la sanction qui devrait être prononcée contre PwC vient éclipser celle prononcée il y a quelques mois à l'encontre de Deloitte. La firme avait été condamnée à payer une amende de 31 millions de dollars, et ses activités avaient été suspendues pendant trois mois, suite à des défaillances observées dans le cadre de son travail pour la société de gestion d'actifs China Huarong Asset Management. *« Plus globalement, les responsables chinois tentent ces derniers temps de limiter l'influence dans le pays des professionnels de l'audit liés à l'Occident »*, confie un auditeur français ayant exercé en Chine et aux États-Unis.

À plus de 7000 kilomètres de là, en Allemagne, c'est le géant EY, auditeur de Wirecard, qui se voyait également chahuté il y a un an, au lendemain de la chute de la fintech spécialiste de l'affacturage. Il s'est vu retirer le droit d'accepter de nouvelles missions d'audit d'entreprises pendant deux ans, en plus d'une amende de 500 000 euros. ■

C. C.